

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT

ET DES

PÉNALITÉS QUI POURRAIENT LEUR ÊTRE SUBSTITUÉES

(ÉTUDE DE SCIENCE PÉNITENTIAIRE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 6 juin 1901, à 2 heures

PAR

LOUIS DE LA HOUGUE

Président : M. GARÇON.

Suffragants : { MM. LAINÉ,
LE POITTEVIN, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555407_0047

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT

ET DES

PÉNALITÉS QUI POURRAIENT LEUR ÊTRE SUBSTITUÉES

(ÉTUDE DE SCIENCE PÉNITENTIAIRE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 6 juin 1901, à 2 heures



PAR

LOUIS DE LA HOUGUE

Président : M. GARÇON.

*Suffragants : { MM. LAINÉ,
LE POITTEVIN, } professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

PRÉFACE

Les inconvénients des courtes peines de prison sont apparus depuis longtemps déjà. L'École pénitentiaire a observé de bonne heure les dangers de la prison légère ; elle n'a pas manqué de signaler l'abus qui était fait dans la pratique de l'emprisonnement de courte durée ; elle s'est en même temps préoccupée des réformes et elle a indiqué tous les remèdes utiles. Aujourd'hui, grâce au mouvement d'opinion provoqué par l'École pénitentiaire, la réaction à la fois légale et judiciaire contre les courtes peines de prison est manifeste.

Au premier abord, une étude sur les courtes peines de prison pourrait donc sembler inutile. La question paraît épuisée après les discussions nombreuses auxquelles elle a donné lieu.

Nous avons pensé, cependant, qu'il pourrait être utile et intéressant de grouper dans un travail d'ensemble les résultats de toutes les discussions qui se sont produites. Nous avons constaté, en effet, que les observations ou les travaux suscités par l'École pénitentiaire, surtout au sein des Congrès, sont restés disséminés ; nous voudrions en recueillir les résultats.

Notre but est donc le suivant : montrer ce que sont les courtes peines, quelle place importante elles tiennent dans la pratique judiciaire, quels inconvénients elles présentent, ce qu'on a fait déjà et ce qu'on pourrait faire encore pour réagir contre elles.

DES COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT
ET DES
PÉNALITÉS QUI POURRAIENT LEUR ÊTRE SUBSTITUÉES

ÉTUDE DE SCIENCE PÉNITENTIAIRE

PREMIÈRE PARTIE
DES COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT

CHAPITRE PREMIER
DES COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT, DE LEUR ABUS
ET DE LEURS INCONVÉNIENTS.

I .

L'expression de « courte peine d'emprisonnement » est ignorée du Code pénal, elle ne correspond pas à une classe particulière de l'échelle des peines ; elle n'a donc pas un sens technique précis, aussi devons-nous nous expliquer tout d'abord sur ce que nous voulons entendre par là.

Cela est d'autant plus nécessaire que l'expression de courte peine d'emprisonnement est susceptible de deux interprétations différentes et qu'elle est employée dans la doctrine avec un sens distinct suivant le point de vue auquel on se place.

Lorsqu'on s'occupe du régime pénitentiaire, on se trouve amené à distinguer une première fois les longues et les courtes peines d'emprisonnement et l'on entend ici par courtes peines les peines inférieures ou égales à un an. Cette première division que l'on établit entre les peines d'emprisonnement intéresse à un double point de vue (1), à la fois, quant aux lieux où s'exécute l'emprisonnement et quant au régime de la prison. Les longues peines sont subies dans les maisons centrales, les courtes peines dans les prisons départementales.

Dans les maisons centrales, le prisonnier est soumis à un régime de travail en commun, dans les prisons départementales, au contraire, il doit en principe être mis en cellule. Il est vrai que cette différence de régime prévue par la loi ne peut être que très imparfaitement observée dans la pratique, la plupart des maisons départementales n'ayant pas encore été transformées en maisons cellulaires, malgré les dispositions de la loi du 3 juin 1875. Ainsi, faute de cellules, l'emprisonnement individuel n'a pu être

(1) La division entre les peines inférieures et supérieures à un an est importante aussi au point de vue de la récidive. Depuis la loi de 1891 seulement, les individus qui ont eu une condamnation à moins d'un an de prison sont récidivistes et encore à certaines conditions.

appliqué en 1898 que vingt-cinq fois sur cent aux hommes et vingt-sept fois sur cent aux femmes.

Voilà donc un premier sens qui convient à notre expression, mais ce n'est pas dans cette acception que nous entendrons ici les courtes peines d'emprisonnement. Nous désignerons par là la peine de courte durée, en dehors de toute question de lieu d'exécution ou de régime, c'est-à-dire que nous prendrons l'expression dans son sens général et vague. Nous appellerons courtes peines les peines qui nous apparaîtront vraiment courtes sans qu'il y ait de limitation fixe.

Nous ne ferons d'ailleurs en cela que suivre un exemple qui nous est donné par la doctrine moderne. La doctrine appelle courtes peines d'emprisonnement celles qui lui semblent légères, c'est-à-dire suivant les uns celles qui n'excèdent pas trois mois, suivant les autres celles qui n'excèdent pas quatre mois ; quelques-uns qualifient encore de courtes peines celles qui ne dépassent pas six mois. Il y a là bien entendu une question d'appréciation individuelle toute relative.

Cependant tout le monde est déjà d'accord pour ne pas comprendre dans cette acception les peines allant de six mois à un an, en d'autres termes les peines supérieures à six mois ; ce sont là vraiment, sans discussion possible, des peines graves, lourdes, qui marquent dans l'existence de tout individu.

On est même très près de s'entendre pour rejeter de la catégorie des courtes peines toutes celles qui dépassent

trois mois ; on ne peut guère qualifier de peine légère, de courte durée, une peine qui place un individu en dehors de la société et le sépare de sa famille pendant plus du quart d'une année. Les vraies courtes peines d'emprisonnement sont celles qui durent quelques jours ; deux ou trois mois de prison sont déjà longs à subir, mais enfin, si on compare la peine de deux ou trois mois au maximum de la peine d'emprisonnement qui est en principe de cinq ans, elle peut apparaître encore comme une courte peine.

Cette distinction nouvelle ainsi comprise reçoit dans la doctrine une portée théorique singulièrement importante et autrement profonde que la précédente. La première distinction, reposant sur le lieu d'exécution ou le régime de la prison, donne lieu en théorie à une discussion intéressante sur les différents régimes.

Pendant longtemps on s'en est tenu à cette distinction et à ce débat entre les divers modes d'exécution de la peine. Les criminalistes s'élevaient alors contre l'emprisonnement en commun. La loi du 5 juin 1875 prescrivant la cellule pour les peines égales ou inférieures à un an fut le résultat de leurs discussions et de leurs efforts. Mais ce résultat obtenu et le principe de l'emprisonnement individuel inscrit dans la loi pour une catégorie de prisonniers au moins, l'orientation de la doctrine s'est modifiée, il s'est produit un revirement chez les criminalistes. On s'est aperçu alors que l'on n'avait peut-être pas embrassé le problème de la peine d'emprisonnement dans toute son ampleur, dans toute sa complexité, et que la question du

régime de la peine était secondaire en face de la question autrement grave, demeurée inaperçue, de la légitimité de la prison.

La distinction des longues et des courtes peines d'emprisonnement avec le sens nouveau que nous lui donnons ne tend, en effet, à rien moins qu'à contester la valeur de la prison dans certains cas.

On en est venu à se demander si la législation n'avait pas abusé par trop de la prison et si la prison à faible dose était vraiment une bonne chose.

Après avoir signalé l'inconvénient du régime en commun, surtout pour les peines de moins d'un an, on s'est attaqué à certaines de ces peines elles-mêmes, l'on s'est demandé si elles n'étaient pas mauvaises en soi et si elles ne resteraient pas critiquables quand bien même on leur appliquerait en fait le régime cellulaire préconisé. Question d'autant plus importante que ces courtes peines sont les plus fréquemment prononcées.

II

Dans le Code pénal, la privation de liberté apparaît comme la peine par excellence. C'est la peine type, capable de répondre à tous les besoins de la répression et applicable à toutes les hypothèses avec des variations de régime et de durée.

D'abord la peine de mort maintenue pourtant en 1810 dans de nombreux cas — (39) — n'en constitue pas moins

une peine extrême, exceptionnelle (1). Son domaine légal a d'ailleurs été considérablement restreint depuis, en 1832 et en 1848.

Les peines corporelles, atteintes par la critique mordante des philosophes et des publicistes du XVIII^e siècle, emportées par le courant humanitaire de la Révolution et qui ne correspondent vraiment plus à l'état de nos mœurs, si elles étaient néanmoins apparues de nouveau dans le Code pénal, n'y intervenaient qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Au bas de l'échelle, les peines pécuniaires ne jouaient, elles aussi, qu'un rôle très secondaire.

Elles avaient donné lieu sous l'Ancien Régime à des abus nombreux ; elles étaient alors prononcées moins dans un but de répression que dans une pensée fiscale, elles servaient à indemniser le Trésor des frais de justice criminelle,

La privation de liberté revêtue de formes diverses occupe donc presque toute l'échelle des peines de notre droit pénal.

A nous en tenir au seul point qui nous intéresse, c'est-à-dire au dernier degré de l'échelle des peines privatives de

(1) Le nombre des condamnations capitales pendant ces dernières années est très restreint. Les comptes généraux de l'administration de la justice criminelle (p. 24) nous donnent les chiffres suivants :

En 1895 : 22 condamnés à mort, dont 7 exécutés.

En 1896 : 24 condamnés à mort, dont 6 exécutés.

En 1897 : 14 condamnés à mort, dont 4 exécutés.

liberté, c'est la prison qui joue le rôle le plus important en matière de délits et en matière de contraventions.

L'article 9 du Code pénal établit en matière correctionnelle trois catégories de peines : l'emprisonnement, l'interdiction de certains droits et l'amende ; mais d'une part l'interdiction n'est jamais prévue par la loi que comme peine complémentaire ; dans la conception de la loi elle ne forme pas à elle seule un système de répression, elle est seulement destinée à accompagner et à compléter une autre peine. D'autre part, si l'amende figure dans l'article 9 comme peine principale, en fait dans l'immense majorité des cas la loi se garde de la permettre seule ; elle prévoit presque toujours la prison à côté d'elle. Quand on passe à l'énumération des délits, on s'aperçoit ainsi que la prison est la peine ordinaire. Toutefois la loi du 28 avril 1832, modifiant l'article 463 du Code pénal, accorde au juge, lorsque les circonstances paraissent atténuantes, le droit de substituer l'amende à l'emprisonnement. Nous verrons dans quelle mesure le juge use de cette faculté ; remarquons pour le moment que si la prison n'est pas obligatoire pour le juge, elle est du moins inscrite dans la loi et facultative à peu près dans tous les délits.

S'il en est ainsi, c'est que, dans la conception de la loi, la prison convenablement dosée peut servir à tous les cas. Réduite dans sa durée, elle peut devenir une peine légère parfaitement adéquate à la répression du délit le moins grave ou du délit quelconque commis dans les circonstances les plus atténuantes. Et en effet la loi donne une

telle latitude au juge pour réduire la durée de la prison qu'il n'y a pour ainsi dire pas de minimum. D'après l'article 40, la durée de l'emprisonnement correctionnel est en général de six jours à cinq ans. Mais l'article 463 permet au juge, au cas de circonstances atténuantes, de réduire l'emprisonnement à un jour.

Passons maintenant aux contraventions. Eh bien ici encore, à propos de cette infraction si peu grave, nous retrouvons comme première peine principale, l'emprisonnement.

Sans doute, lorsqu'on dresse le tableau des contraventions, on s'aperçoit que la prison ne constitue plus ici la peine ordinaire et normale ; un rôle important est laissé à l'amende. Cependant la prison de un à cinq jours figure encore dans un très grand nombre de contraventions et dans tous les cas elle sert à réprimer la récidive de contraventions. Telle est la place de la prison et de la prison de courte durée dans la loi.

Plus remarquable encore est l'emploi qui en est fait dans la pratique. Les petits délits, les contraventions sont en effet infiniment plus nombreux que les crimes ou même que les délits très graves. La pratique est donc le plus souvent appelée à user de peines légères.

D'un autre côté le juge, lorsqu'il applique une peine doit tenir compte de deux éléments, de la gravité du fait d'abord, mais aussi de la culpabilité, de la témibilité de l'agent. Si grave que soit le fait en soi, le juge grâce à l'institution des circonstances atténuantes peut, en consi-

dération des conditions du délit et surtout de la personne du délinquant, abaisser la peine et ne prononcer qu'une sanction légère.

Ainsi la prison et même la prison de courte durée peut être prononcée en pratique à propos de n'importe quel délit et même à propos de quelques crimes graves, pour lesquels elle n'était pas prévue par la loi. Avec le jeu des circonstances atténuantes et le droit laissé au jury d'écarter les circonstances aggravantes, il y a certains crimes (le vol qualifié notamment) pour lesquels une courte peine d'emprisonnement peut être substituée par le juge à la peine infiniment plus grave, inscrite dans le Code.

En pratique, le jury peut quelquefois et le tribunal correctionnel peut toujours descendre à la courte peine d'emprisonnement.

L'habitude de juger, le spectacle quotidien des délinquants et des infractions font naître chez le juge, on l'a maintes fois constaté, un scepticisme indulgent. Le juge est naturellement porté à ne pas se montrer sévère, à appliquer une peine légère.

Or la peine légère, dans le système du Code, c'est la prison à faible dose, la prison de courte durée. Cette peine est donc devenue la peine usuelle : les juges en usent et en abusent.

Voici un certain nombre de résultats statistiques qui suffisent à montrer d'une façon évidente combien est fondée l'accusation que l'on porte tous les jours contre les tribunaux, de faire un déplorable abus des peines de prison

de courte durée. Cet abus existe depuis de longues années déjà. Il est très marqué dans la statistique de l'année 1876 (1).

Le compte rendu de l'Administration pénitentiaire, pour l'année 1876, fournit les chiffres suivants :

Au 31 décembre 1876, il y avait en France 24,770 détenus ; or sur ce nombre, 2,657 étaient détenus pour un mois au moins, 2,171 pour plus d'un mois jusqu'à deux et 2.537 pour plus de deux mois jusqu'à trois.

Nous voyons également (2) qu'en 1877, 39.538 individus ont été condamnés à l'emprisonnement de simple police et 105.132 à l'emprisonnement correctionnel pour un an ou moins. Il serait intéressant de savoir comment se décompose ce dernier chiffre. On ne peut que constater et regretter la lacune que présente sur ce point le compte général de la Chancellerie. Cette lacune est d'autant plus étonnante qu'elle n'existait pas dans des statistiques précédentes. Le compte général se borne à indiquer le chiffre des condamnations à moins de six jours de prison ; ce chiffre est de 7.210 condamnations.

Prenons une statistique criminelle pour une année plus

(1) Statistique des prisons et établissements pénitentiaires. Compte rendu présenté au Ministre de l'intérieur pour l'année 1876, p. 336 et 337.

(2) Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1877, p. 97 et 142.

Les chiffres correspondants pour 1878 sont : 35.563 et 100.441, d'après le compte général de l'administration de la justice criminelle pour 1878 (p. 97, 98 et 142). Il y a eu en 1878 7.397 condamnations à moins de 6 jours de prison.

rapprochée ; elle montre encore l'abus des courtes peines d'une façon plus frappante. Les chiffres suivants nous sont fournis par la statistique criminelle de 1889 (1) : 48.761 condamnations de simple police et 128.123 condamnations d'un an et moins (dont 16.686 à moins de 6 jours).

En 1896 (2), les tribunaux de simple police ont prononcé 47.063 condamnations à l'emprisonnement. Le chiffre des condamnations correctionnelles inférieures à un an est donné en bloc malheureusement, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer plus haut : il est de 120.641. On sait seulement qu'il y a eu cette année là 14.520 condamnations à moins de six jours. Il est intéressant de rapprocher de ce dernier chiffre, celui des condamnations supérieures à un an de prison, il ne dépasse pas 3.513. La comparaison fait bien ressortir la tendance des tribunaux à n'infliger que rarement des peines de prison de longue durée qui pourraient être vraiment efficaces et intimidantes (3).

(1) V. p. 73, 74 et 100. Statistique de 1888, p. 77, 78 et 105.

(2) Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1896, p. 74, p. 73 et p. 102 (publié en 1899).

Le compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1895 donne (p. 74, p. 73 et 102) les chiffres suivants correspondants aux condamnations d'un an et moins et de plus d'un an : 122.615 et 3.795 ; et 43.128 (emprisonnement de simple police).

Il y a eu en 1895, 14.807 condamnations correctionnelles à moins de 6 jours.

(3) Pour l'année 1897, les chiffres sont à peu près semblables à ceux de l'année précédente. Les tribunaux de simple police ont prononcé 53.460 condamnations à l'emprisonnement et les tribunaux correctionnels 116.833 à un an de prison ou à une peine inférieure. La même année 3.149 condamnations à plus d'un an de prison figurent au compte

De ces résultats statistiques qui montrent si clairement l'abus qui est fait en France des courtes peines de prison, il est intéressant de rapprocher les résultats obtenus à l'étranger. L'abus de l'emprisonnement de courte durée n'est pas en effet spécial à la France : tous les pays souffrent de ce même mal et les criminalistes, déplorant les ravages qu'il produit, s'unissent pour le combattre et cherchent à y porter remède.

En Belgique (1) 90.000 peines privatives de liberté ont été prononcées de 1876 à 1880. Ce chiffre se décompose de

général.

La statistique pénitentiaire pour l'année 1897 est instructive également ; elle indique la population des prisons au 31 décembre 1897. On peut réunir les résultats fournis par cette statistique dans le tableau suivant :

Condamnés à l'emprisonnement de simple police : 41 hommes, 138 femmes.

Condamnés à l'emprisonnement correctionnel pour un mois et au-dessous : 1.661 hommes, 289 femmes.

Pour plus d'un mois jusqu'à 2 : 1.552 hommes, 223 femmes.

Pour plus de 2 mois jusqu'à 3 : 1.313 hommes, 203 femmes.

Pour plus de 3 mois jusqu'à un an : 3.997 hommes, 507 femmes.

La statistique pénitentiaire pour l'année 1898 donne les résultats suivants, se rapprochant beaucoup des précédents. Au 31 décembre 1898 :

Condamnés à l'emprisonnement de simple police : 43 hommes, 134 femmes.

Condamnés à l'emprisonnement correctionnel, pour un mois et au-dessous : 1.470 hommes, 295 femmes.

Pour plus d'un mois jusqu'à 2 : 1.460 hommes, 288 femmes.

Pour plus de 2 mois jusqu'à 3 : 1.301 hommes, 208 femmes.

Pour plus de 3 mois jusqu'à un an : 4.053 hommes, 569 femmes.

(1) Prins, *Criminalité et répression*, p. 91 et 92. Les chiffres sont extraits du résumé statistique (1876 à 1880) de l'administration de la justice criminelle (ministère de la justice).

la manière suivante : peines criminelles : 377, peines correctionnelles : 77.346, peines de simple police : 14.000.

Sur les 77.346 peines d'emprisonnement correctionnel, 70,210 sont de six mois au plus. Elles se répartissent ainsi : 4009 condamnations à moins de 8 jours, 35.685 de 8 jours à 1 mois, 26,793 de 1 mois à 6 mois et 3.723 à 6 mois. On peut rapprocher ici le chiffre des condamnations s'élevant de plus de 6 mois jusqu'à 1 an : à côté du nombre considérable des peines qui ne dépassent pas six mois, ce chiffre paraît tout à fait minime, il est de 4.505.

On ne peut montrer plus nettement que par ces chiffres le très grand abus qui est fait des courtes peines de prison, en Belgique comme en France (1).

En Italie, dans l'année 1888, 24.108 condamnations à moins de trois mois de prison ont été prononcées par les tribunaux, sans compter 59.852 condamnations prononcées par les préteurs (2).

En Allemagne, en 1886, les peines de prison ont atteint le nombre de 251.172 ; 183.195 étaient des peines au-dessous de trois mois et 117.980 au-dessous d'un mois (3).

(1) Les tribunaux de police de Belgique ont en 1880 prononcé 18.000 peines de prison de un à 15 jours dont la moitié de un à trois jours et les tribunaux correctionnels environ 7.800 peines de huit jours à un mois (Actes du Congrès pénitentiaire international de St.-Petersbourg, II. Rapport de M. de Kirchenheim, p. 487 et 488).

(2) Actes du Congrès pénitentiaire international de Saint-Petersbourg 1890, II, p. 523. Rapport de M. Garofalo, *Statistica penale per l'anno 1888*, Roma, 1890.

(3) Krohne, *Lehrbuch der Gefängniskunde* (1889), p. 234 (note 7). Après avoir rapporté ces chiffres, l'auteur ajoute qu'on peut à juste titre

L'abus est le même dans tous les pays. La pratique semble consister à « envoyer en prison le plus grand nombre d'hommes possible, aussi souvent que possible et pour une durée aussi restreinte que possible (1) ».

III

La statistique nous a révélé l'usage considérable fait par tous les tribunaux des courtes peines d'emprisonnement. Cette même statistique va nous révéler l'inconvénient de cet abus.

Le meilleur moyen d'apprécier une pratique pénitentiaire, c'est en effet de contrôler ses résultats. Notre pratique, qui repose avant tout sur l'emploi des courtes peines a-t-elle donné de bons résultats ?

Quelle a été l'utilité de ces innombrables condamnations, prononcées pour un temps si court ? Nous le demanderons à la statistique de la récidive.

« Toute récidive fournit la preuve évidente que la peine déjà subie n'a pas eu pour conséquence la régénération morale que le législateur avait en vue ou que les individus châtiés par la loi n'ont pu résister à la perpétration de nouveaux délits (2) ».

La punition devait corriger, amender les coupables et

déplore l'abus de la prison et se demande de quelle importance peut bien être le nombre des individus mineurs en Allemagne, qui n'ont pas encore fait connaissance avec elle.

(1) Krohne, p. 234.

(2) D'Olivérona, *Des causes de la récidive et des moyens d'en restreindre les effets*, p. 4.

les ramener dans le droit chemin. Elle est donc mal choisie ou mal appliquée, en tout cas impuissante à atteindre le but proposé, si le plus souvent, les individus punis récidivent.

Or la réponse que nous donne la statistique est celle-ci : La récidive est fréquente, très fréquente même ; elle tient une très grande place dans la criminalité générale. La plupart des condamnés à l'emprisonnement deviennent des récidivistes, et beaucoup ne se contentent pas de récidiver une fois ou deux ; il y en a qui parviennent à un nombre de condamnations tellement énorme qu'il paraît invraisemblable. En effet, la relégation a été parfois appliquée à des individus qui avaient encouru jusqu'à quarante et cinquante condamnations (1).

(1) Nous trouvons des renseignements fort intéressants à ce sujet dans les rapports officiels publiés sur l'application de la loi de relégation. Ces rapports nous donnent le nombre de condamnations encourues par les relégués et ces résultats sont très significatifs. Voyons d'abord ceux qui ont trait à l'année 1896 (*). Parmi les individus relégués en 1896, 62 avaient 7 condamnations, 31 en avaient 9, 39 en avaient 10, 75 en avaient de 11 à 15, 29 en avaient de 16 à 20, 16 de 21 à 30, et 4 de 31 à 40. En 1896, de même qu'en 1895, du reste, 23 0/0 des relégués ont eu 11 condamnations et plus.

Le même rapport donne les résultats pour l'année 1897. Cette année là, 37 relégués avaient 10 condamnations, 118 en avaient de 11 à 15, 30 en avaient de 16 à 20, 21 en avaient de 21 à 30, 2, de 31 à 40, 2, de 41 à 50, et même 2, ce qui est tout à fait incroyable, en avaient plus de 50. En 1897, 30, 3 0/0 des relégués ont eu 11 condamnations et plus. Les chiffres sont à peu près les mêmes pour l'année 1898 (**). 82

(*) Rapport au Président de la République sur l'application de la loi de relégation, pendant les années 1896 et 1897, par M. Demagny, conseiller d'Etat, président de la commission de classement des récidivistes, *Officiel* du 9 mars 1899, p. 1601.

(**) Rapport de la commission de classement des récidivistes. *Officiel* du 16 février 1900.

C'est au développement rapide de la récidive qu'est dû presque uniquement l'accroissement de la criminalité.

Ce ne sont pas les délinquants qui augmentent, ce sont les délits commis par les mêmes individus.

Les délinquants d'habitude forment une armée de plus en plus nombreuse et redoutable ; les délinquants deviennent des professionnels.

Pour combattre cette récidive, sans cesse croissante, il faut rechercher quelles en sont les causes. Outre les causes ordinaires de la criminalité, qui font commettre une deuxième et troisième fautes comme elles en ont fait commettre une première, il y a des causes spéciales de la récidive. Parmi elles il faut ranger certainement la difficulté de reclassement pour le condamné qui a subi sa peine ; cette difficulté constitue l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. L'emprisonnement pour être efficace, pour être une peine intimidante et répressive, doit déshonorer ; et si l'individu est déshonoré, il ne pourra que bien difficilement retrouver du travail et se reclasser. Il arrivera bien vite à la récidive. On a cherché à venir en aide aux libérés, à leur trouver du travail, à les guider. L'œuvre du patronage, dont la loi du 14 août 1885 a facilité le développement a donné de bons résultats. La colonisation

relégués avaient eu, cette année là de 11 à 15 condamnations, 36, de 16 à 20, 16, de 21 à 30. Certains avaient même dépassé 30 condamnations et de beaucoup, car 8 relégués en avaient encouru de 31 à 40, et 2, de 41 à 50. En 1898 15 0/0 des relégués ont été condamnés de 11 à 15 fois et 11 0/0 de 16 à 50 fois.

volontaire pourrait d'autre part servir au reclassement, surtout si le libéré arrivé dans la colonie pouvait retrouver la protection d'une société de patronage.

Si la difficulté de reclassement pour le condamné sorti de prison est souvent une cause de rechute, toutefois les courtes peines de prison sont en elles-mêmes la source la plus abondante, peut-être, de la récidive. Nous avons vu l'abus qui est fait des courtes peines en France et ailleurs. Leurs inconvénients ont été reconnus très nombreux et leur influence néfaste, et cela depuis déjà longtemps, et dans tous les pays. Les criminalistes sont unanimes à déplorer cette pratique, devenue générale aujourd'hui. Dans tous les congrès pénitentiaires les funestes conséquences des courtes peines ont été relevées.

La statistique nous a montré que la courte peine de prison était mauvaise parce qu'elle menait à la récidive. La raison va nous le montrer maintenant, et d'une façon aussi péremptoire.

La courte peine d'emprisonnement n'est bonne, ni pour les récidivistes, ni pour les délinquants primaires ; elle est funeste à tous.

Elle n'est d'abord pas dure, pas pénible, au moins pour le récidiviste. Quel effet peut produire sur celui-ci une peine de quinze jours et même d'un mois de prison ? La courte peine de prison ne peut plus effrayer celui qui en a l'expérience. Le régime, surtout depuis quelques années, a été en effet très adouci. Le vagabond convoite bien sou-

vent la prison (1) : la prison procure un abri assez confortable et une nourriture suffisante à celui qui ne veut pas travailler. On a vu, plus d'une fois, des individus commettre un délit, par exemple un vol de peu d'importance, pour se faire condamner à une courte peine de prison. Cela est fréquent surtout pendant l'hiver. La peine expirée, notre vagabond reprend sa vie au grand air ; au bout de quelques mois il se fait arrêter de nouveau et ainsi de suite, empêchant par ces alternatives de réclusion et de retour à la vie de liberté la monotonie de la prison.

Et on a même vu des vagabonds choisir de préférence une certaine région pour se faire arrêter. Ils savent que dans telle prison le gardien est peu sévère et leur accordera certaines faveurs qu'un autre leur refuserait. Il y en a même qui peu satisfaits du régime de la prison où ils sont internés, font appel pour aller goûter du régime d'une autre prison.

La courte peine d'emprisonnement n'est pas dure, fut-elle même faite en cellule et à ce titre elle ne convient pas aux récidivistes. Elle ne les châtie pas.

Elle n'a aucun caractère intimidant au moins pour celui qui l'a connue une fois. Elle n'est intimidante qu'à l'égard du délinquant primaire pour qui elle est l'inconnu, car l'on redoute toujours l'inconnu. Le délinquant primaire a le sentiment qu'on doit être malheureux en prison, que c'est un lieu terrible où l'on vit sous un régime

(1) « Il aspire au séjour de la prison, comme à une résidence paisible, réconfortante et douce. » Hymans, *La lutte contre le crime* (p. 54).

très dur. Une fois qu'il y a pénétré, il s'aperçoit que ses craintes étaient vaines : il n'y est pas malheureux, la vie n'y est pas plus dure que celle qu'il menait auparavant ; tout au contraire, son existence y est assurée et il est exempt de ce travail pénible qui était sa tâche de chaque jour. A partir de ce moment, il se laissera plus facilement aller à commettre des délits, parce qu'il ne sera plus retenu par la crainte du châtement ; il ne redoutera plus de retourner en prison. Donc, une peine qui perd toute sa vertu, dès qu'elle a été une fois prononcée, ne convient pas aux récidivistes.

La peine ne doit pas seulement châtier, elle doit amender le coupable. La moralisation du condamné qui devrait être la conséquence de toute peine, ne peut cependant être obtenue au bout de quelques jours de prison. Les courtes peines de prison ne produisent ainsi aucun effet salutaire et ne servent ni à la répression, ni à l'exemple, ni à l'amendement.

« L'homme qui s'est familiarisé avec la prison ne la considère plus comme une peine. Peu sensible à la honte, il n'y voit qu'un asile et à certains moments il la préfère à la liberté. Dans des conditions pareilles les condamnations, loin de moraliser, engendrent l'indifférence, la paresse et l'abrutissement (1). »

Et en effet, le condamné, qui passe trois semaines ou un mois en prison, ne peut y contracter que de mauvaises ha-

(1) Cour de Lyon, enquête parlementaire de 1871.

bitudes. Nourri sans être obligé à rien faire ou du moins sans être obligé à un travail pénible, car le travail n'est jamais dur en prison et même souvent il n'y en a aucun, parce qu'il est bien difficile d'en organiser pour quelques semaines, il sortira indifférent à tout, à son travail, à sa famille et n'étant plus susceptible d'aucun effort.

On se demande alors, comment, en face de ces résultats négatifs, les magistrats peuvent continuer à prononcer chaque jour une telle quantité de courtes peines d'emprisonnement.

« La plaie de notre système pénitentiaire, c'est l'abus des courtes peines, il faut une peine assez longue pour devenir réformatrice, sinon, mieux vaut la remise complète de la peine (1) »

En effet, pourquoi s'obstiner à prononcer des courtes peines, puisqu'elles n'atteignent nullement le but désiré ?

Il faudrait arriver « tandis que l'exécution de la peine met le condamné à la disposition de l'administration, à profiter de cette circonstance pour faire tourner le temps de sa captivité au profit de son amélioration, ce qui est en même temps le moyen le plus efficace de travailler à la préservation sociale » (2). Or ici le temps est trop court pour permettre d'espérer une amélioration. La durée qui est un élément essentiel de succès manque aux courtes peines.

Le système des sentences indéterminées a été appliqué plusieurs fois déjà. L'essai a été tenté, notamment à El-

(1) Saleilles, *Individualisation de la peine*, p. 77.

(2) Discours de M. Bérenger au Sénat, séance du 21 mars 1884.

mira, dans l'État de New-York. La maison d'Elmira ne reçoit guère que des délinquants primaires et cependant d'après la statistique de cette maison, il faut 16 à 18 mois de détention pour arriver à l'amendement des détenus ; 35 0/0 des détenus sont libérés après 15 mois, 36 0/0 ne se corrigent qu'au bout de 15 mois à 2 ans. 19 0/0 montrent un degré de perversité si avancé qu'il faut jusqu'à 3 ans pour qu'ils soient vraiment améliorés. 10 0/0 sont incorrigibles et subissent leur peine intégralement jusqu'au maximum.

« En écartant donc ce 10 0/0 d'incorrigibles, en ne comptant pas non plus les 35 0/0 aussitôt amendables, il y a plus de 50 0/0 de détenus pour qui l'éducation et le traitement individuel réclament des efforts tout particuliers (1). » D'après les résultats acquis il est rare qu'une année suffise à l'amendement. Depuis le fonctionnement du système la moyenne de l'emprisonnement s'est élevée de 18 à 21 mois. Si l'on considère à Elmira qu'il faut un temps aussi long pour faire subir au délinquant une transformation réelle et durable, que peut-on attendre de l'effet des courtes peines de prison pour l'amendement des condamnés ?

Si, au contraire, les condamnés faisaient un long séjour en prison, on aurait le temps de s'intéresser à eux, de s'occuper d'eux ; les membres des sociétés de patronage, par des conférences, par des visites fréquentes et de sages conseils, pourraient les éclairer et aider à leur relèvement.

(1) Lévy, thèse, Paris, 1896, p. 136.

Les détenus pourraient retirer de la discipline pénitentiaire et de son influence salutaire un bienfait réel et sortir de prison moralisés et amendés.

A d'autres titres, la courte peine de prison ne convient même pas aux délinquants primaires. Elle est très mauvaise pour eux en ce qu'elle les corrompt par la promiscuité.

Encore honnêtes, bien souvent, à leur entrée en prison, ils en sortent complètement corrompus par le milieu où ils viennent de vivre. Leurs tendances mauvaises s'enracinent profondément.

Les meilleurs perdent vite ce qui leur reste d'honnêteté au contact des autres tout à fait pervertis. « La prison est l'école mutuelle de la criminalité. » Son régime en commun est une des causes certaines de la récidive.

Depuis longtemps ce danger a été aperçu et on a cherché à y remédier. Après diverses tentatives infructueuses, le principe de la séparation individuelle triompha en France dans la loi du 5 juin 1875. Cette loi ordonne l'application du régime cellulaire aux inculpés, prévenus et accusés ; elle applique ce régime aux condamnés pour l'exécution de l'emprisonnement correctionnel, quand cet emprisonnement ne dépasse pas un an et un jour ; quand il est de plus d'un an et un jour, le régime cellulaire est facultatif sur la demande du condamné. La cellule est malheureusement dans la loi, beaucoup plus que dans la pratique. On avait compté sans les grandes difficultés d'application. Pour réaliser complètement la réforme, il faut trans-

former totalement les prisons départementales où se subissent les condamnations d'un an de prison et au-dessous. Cette transformation demande de longues années et nécessite des frais énormes. Or ces prisons n'appartiennent pas à l'Etat, mais aux départements et la loi de 1875 n'a rien changé à cet état de choses. De là des difficultés et des retards. Il existe en France trois cent quatre-vingt prisons départementales et sur ce nombre, vingt-cinq seulement avaient été transformées en 1894. Dans toutes les autres, c'est le régime en commun avec ses mauvaises influences, c'est la corruption mutuelle des détenus, c'est le milieu vicieux, où les délinquants primaires, entourés de mauvais conseils et de mauvais exemples, puisent les idées malsaines et les principes dangereux qui les mènent à la récidive.

Il est certain que le régime en cellule a de grands avantages, puisqu'il supprime la promiscuité, mais cela ne suffit pas pour rendre bonne et recommandable une courte peine de prison. La cellule serait-elle généralisée que la courte peine n'en resterait pas moins mauvaise et n'en garderait pas moins de graves défauts qui sont inhérents à la peine elle-même et indépendants du régime sous lequel elle est subie.

En effet, même s'il y avait cellule, la courte peine d'emprisonnement corromprait encore, par le fait qu'elle décline par le déshonneur le délinquant qui y pénètre pour la première fois.

« Elle déshonore et décline l'homme coupable d'avoir

accidentellement succombé à une tentation criminelle, et chez lequel le sens moral, en dépit d'une éclipse, est resté intact (1). »

Pour ceux qui débudent dans la criminalité, la peine de prison est très grave. Quinze jours, un mois de prison, c'est une dérision pour un récidiviste ; c'est une peine tout à fait inutile. Pour le délinquant primaire c'est une peine exagérée et grosse de conséquences ; elle n'est plus seulement inutile, elle est nuisible. Elle enlève au condamné, elle détruit en lui un sentiment qui était un des garants les plus sûrs d'une conduite honnête. L'individu envisageait avec crainte la honte qui rejaillit d'une condamnation de prison, il avait le sentiment que la prison déshonore et la crainte du déshonneur pour lui et sa famille l'avait souvent retenu alors qu'il allait se laisser entraîner à commettre un délit. Tout cela est détruit et disparaît, une fois qu'il a fait connaissance avec la prison. Il est déshonoré, la flétrissure est ineffaçable et le suivra partout ; après sa libération, qu'est-ce qui le retiendra et l'empêchera de commettre de nouveaux délits ?

La flétrissure ne sera guère plus grande après une deuxième et une troisième condamnation. Que lui importe une nouvelle peine de prison, puisque le mal est fait et irréparable ? — Quand on a ôté dans le cœur d'un homme, la crainte du déshonneur, on lui a enlevé un des plus puissants mobiles qui soient capables de le retenir

(1) Hymans, *La lutte contre le crime*, p. 54.

sur la pente du mal. « La prison dégrade l'honnête homme et affaiblit chez lui la notion de la dignité et le ressort moral » (1).

L'ancien prisonnier est compromis aux yeux de tous. Il ne sera plus pour sa famille l'homme honorable et respecté qu'il était auparavant. Il sera suspect à ceux qui travaillent avec lui ; ils ne lui accorderont plus leur confiance et refuseront souvent de travailler à ses côtés et d'avoir des rapports avec lui. « Quand il a subi sa peine il rentre au foyer domestique, amoindri aux yeux de sa famille et de ses compagnons de travail » (2).

Et où trouvera-t-il les ressources nécessaires pour vivre ? Les portes des ateliers se fermeront devant lui. Les patrons refuseront pour la plupart de faire travailler chez eux un homme dont le casier judiciaire porte la trace d'une condamnation de prison.

Et alors, que deviendra-t-il, suspect à tous et ne pouvant plus gagner sa vie ? « Le découragement survient aisément, parfois il se met à boire, il est sur la pente du vagabondage et du vol et l'engrenage pénitentiaire qui l'a saisi ne le lâchera plus (3). » Il marche tout droit et à grands pas vers la récidive. Il n'a plus la force de résister à ses instincts vicieux. « L'énergie morale s'affaisse, le

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal* (Rapport de M. Prins à la 1^{re} session de l'Union), I, p. 29.

(2) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal* (Même rapport, I, p. 29).

(3) Prins, rapport déjà cité.

sentiment de l'honneur s'altère. Et l'on se familiarise bientôt avec la honte » (1).

Telle est la courte peine, qu'il faudrait voir disparaître définitivement, parce qu'elle ne produit que de fâcheuses conséquences. Quel que soit le régime sous lequel elle est subie, elle n'amende jamais et pervertit toujours : « Une peine de ce genre ne dure pas assez longtemps pour moraliser et elle dure déjà trop pour ne pas corrompre. Même pratiquée en cellule et sans aucune promiscuité, la prison, par son premier contact, est corruptrice par elle-même, parce qu'elle fait perdre le sentiment de la dignité individuelle.(2). »

La courte peine d'emprisonnement déclasse et déshonore et c'est en cela que réside toute son efficacité. Il n'y a que le délinquant primaire qu'elle atteigne ainsi et elle l'atteint trop durement. Une peine, en effet, ne peut légitimement déclasser, déshonorer qu'à la condition d'opérer en retour un changement sur le coupable et de chercher à l'amender autant qu'il est possible.

L'unique caractère répressif que nous venons de reconnaître à la courte peine est un inconvénient grave, dès lors qu'il n'est pas contrebalancé par la réforme et par la préparation d'une vie honnête et exempte de rechute. Tout individu est perdu à jamais pour avoir une fois été condamné à une courte peine (3). C'est là ce qui fait que la courte

(1) Hymans, *loc. cit.*, p. 55.

(2) Saleilles, ouvrage cité, p. 191.

(3) « même subie en cellule, la courte peine a pour effet inévita-

peine quel que soit son régime sera toujours un mal.

La courte peine de prison est encore funeste à un autre point de vue.

Une fois le délinquant en prison, que vont devenir les siens, privés de toutes ressources ? La courte peine atteint indirectement la famille du condamné et elle ne la frappe pas seulement dans sa sécurité actuelle mais aussi pour l'avenir.

Sans doute la séparation des membres de la famille, si mauvaise et si funeste dans ses conséquences qu'elle puisse être, ne peut dans certaines circonstances être évitée ; elle existe forcément dans les cas graves, quand un délit important ayant été commis, une longue peine est nécessaire, mais elle doit être réservée seulement pour ces cas là. Pour des délits minimes, il ne faudrait jamais prononcer de ces condamnations dont la conséquence certaine est de punir des innocents (1) et de jeter le trouble et la désunion dans la

ble de familiariser le coupable avec la prison. Qui une fois en a franchi le seuil a perdu l'honneur et ne sera plus jamais retenu par le sentiment le plus vif qui puisse arrêter une conscience méditant une mauvaise action. » Etude sur le projet de code pénal fédéral Suisse, par M. Garçon. *Revue pénitentiaire*, 1894.

(1) « M. Pirmez s'inquiétait surtout du contre-coup de la peine sur la famille du condamné. Ce sont les innocents qui sont le plus durement atteints. Il nous souvient qu'un jour, dans une conversation avec le spirituel homme d'Etat, celui-ci risqua un aperçu quelque peu hardi, mais qui ne manquait pas d'une certaine dose de vérité quoique contraire à toutes les notions modernes de la dignité humaine. — En somme, nous disait-il, le châtiment le plus juste et le plus intimidant, c'est la peine corporelle. — Elle ne frappe que le coupable et épargne les siens. — Elle est douloureuse et enlèverait aux condamnés perversis, endurcis et généralement lâches toute envie de l'affronter à nouveau ; et Dieu

famille. La femme, voyant son mari condamné à la prison et se sentant abandonnée, privée de tout secours à cause de lui, changera le plus souvent de sentiments à son égard ; son affection pour lui diminuant et disparaissant peu à peu fera place à la colère et au mépris. Elle n'aura que des paroles de reproche pour le coupable qui n'a pas eu la force de résister aux tentations du délit, qui n'a pas été retenu par la pensée du déshonneur que cette faute allait faire tomber sur lui et les siens, et qui vient de leur apporter en même temps la honte et la misère. Se trouvant seule, sans ressources, elle n'aura pas bien souvent la force morale nécessaire pour supporter l'épreuve ; elle se laissera aller au découragement et comme dernière et plus triste conséquence, cherchera à se procurer par tous les moyens, fussent-ils malhonnêtes et coupables, les ressources qui lui sont nécessaires pour vivre. Froissée, déshonorée, elle sera saisie d'un certain désir de vengeance contre celui qui a causé tant de maux ; elle laissera prendre par d'autres la place qu'en partant pour la prison il a laissée vide ; et lui, son temps d'emprisonnement terminé, ne retrouvera plus rien de ce qui existait auparavant et pourra dire adieu à ce qui était le bonheur pour lui c'est-à-dire à une vie de travail, d'honnêteté et d'affection.

sait, concluait-il, si, un jour, on ne reviendra pas à la bastonnade. » Hymans, ouvrage cité, en note sous les pages 55 et 56.

CHAPITRE II

DE LA RÉCIDIVE ET DU SURSIS A L'EMPRISONNEMENT.

Nous venons d'apprécier la valeur pénale des courtes peines de prison et nous n'avons guère relevé que des inconvénients à leur charge.

La courte peine de prison ne se justifie jamais, elle est toujours ou insuffisante ou exagérée ; c'est que la privation de liberté qu'elle impose est trop courte pour être ressentie, de sorte que toute la valeur pénale réside dans le déshonneur qu'elle peut infliger.

Ce déshonneur, le délinquant d'habitude qui a déjà fréquenté la prison, ne le ressent plus du tout. La courte peine d'emprisonnement est donc insuffisante à l'égard de ce délinquant, puisqu'elle n'a sur lui aucun effet.

Il n'y a que le délinquant primaire qui soit atteint par la prison de courte durée. Celui-là seul qui n'a pas encore subi la prison est déshonoré et déclassé par elle. Mais une peine ne peut pas consister uniquement dans ce déclassement. Lorsque la gravité du délit impose la sévérité et oblige à mettre le délinquant hors de la société honnête et respectée, la loi ne peut pas se borner à opérer le déclassement ; elle doit se préoccuper d'amender le coupable ou au moins de le préparer à une vie nouvelle

dans la société, vie appropriée à sa condition d'ancien prisonnier. La courte peine de prison est précisément insuffisante pour la correction du coupable ou sa réadaptation aux conditions sociales. Donc, de deux choses l'une, ou bien l'infraction du délinquant primaire appelant une rigueur exceptionnelle, il faut prononcer la prison et alors une longue peine de prison est indispensable, ou bien la gravité de l'infraction ne requiert pas cette rigueur et alors toute peine de prison, si courte qu'elle soit, est exagérée. Ce n'est pas tout ; la courte peine de prison, appliquée au délinquant primaire, n'est pas seulement tantôt exagérée, tantôt insuffisante, elle a encore un autre inconvénient. Nous venons de dire qu'elle le décline sans le réadapter à sa condition nouvelle dans la société ; elle fait plus encore ; elle supprime pour l'avenir, au moment où il en aurait le plus besoin, le motif qui l'avait préservé jusqu'à là du délit ; elle détruit dans sa pensée l'effet intimidant de la peine. Déshonoré par la prison et ayant vu, par l'expérience d'une courte peine, que la souffrance corporelle infligée par la prison n'est pas bien pénible, il n'a plus rien qui puisse le retenir sur la pente du mal. Il y a, sans doute, des exceptions ; mais, dans l'immense majorité des cas, les délinquants se recrutent parmi les hommes qui manquent de culture morale, disons plus simplement de sentiment moral. Tous ces individus, auxquels manque le ressort d'une honnêteté intime et profonde, d'une conscience naturellement droite et inclinée vers le bien, n'ont donc, pour les préserver du vice, du délit,

qu'une double barrière : la crainte de l'opinion et la crainte de la peine. Ils hésitent à se déclasser aux yeux de la société et ils ont peur des souffrances de la peine. La courte peine de prison leur enlève pour l'avenir tout sentiment de ce genre.

La prison frappe le prisonnier d'une tare ; sans doute celui-ci pourrait s'en relever à la longue, mais en sortant de prison, il est sous le coup de la honte, de la réprobation publique. Qu'il se conduise bien ou non, qu'il commette ou non un nouveau délit, il n'en est pas moins à ce moment déclassé ; dès lors à quoi bon pour lui se garder du vice, se priver du délit, puisqu'il ne redoute dans le délit que la honte et que la honte, il la connaît déjà ?

D'un autre côté la prison ne devenant pénible à un point de vue physique que si elle se prolonge, notre délinquant primaire gardera donc de son court passage dans la prison cette impression que la peine n'a rien de désagréable ni de pénible, que le séjour dans la prison ne cause aucune souffrance. N'étant plus gardé du délit par la crainte du déshonneur, il ne le sera pas davantage par la crainte de la peine.

Parmi tous les inconvénients que nous avons signalés dans le premier chapitre, ce sont les quelques idées que nous venons de rappeler et de résumer qui ont attiré surtout l'attention du législateur. Et encore, de ces idées, c'est avant tout la dernière qui a semblé au législateur la plus importante et la plus grave, c'est celle qui lui a paru présenter le danger le plus immédiat, et c'est à

ce danger seulement qu'il s'est décidé à porter remède.

Sans doute, la courte peine de prison est insuffisante pour le délinquant d'habitude ; elle est généralement exagérée pour le délinquant primaire, mais ce n'est pas là ce qui a retenu le législateur. Ce qu'il y a évidemment de plus grave, c'est que la courte peine d'emprisonnement pousse en quelque sorte à la récidive ; elle range les délinquants primaires dans la catégorie des déclassés qui n'ont plus rien à redouter de la peine.

Tant qu'on n'invoquait contre la courte peine que son inefficacité ou bien tant qu'elle n'apparaissait que comme une pénalité exagérée, le législateur n'est pas intervenu, mais lorsqu'il a été démontré qu'elle détruit chez le délinquant primaire les quelques sentiments qui le retenaient encore dans les limites de la loi, de telle sorte que ses instincts vont désormais le rapprocher naturellement des délinquants professionnels, le danger a été si manifeste que le législateur n'a pu demeurer indifférent. De là est née la loi de 1891, de là, contre cet inconvénient capital des courtes peines, le remède du sursis.

Nous allons étudier successivement ce que la loi a fait pour élever la pénalité des délinquants d'habitude et nous verrons qu'au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire au point de vue de la lutte contre les courtes peines d'emprisonnement, les résultats obtenus sont insuffisants. Nous étudierons ensuite le sursis introduit en faveur des délinquants primaires et nous constaterons encore l'insuffisance de ce remède.

SECTION I. — De la récidive.

Le récidiviste mérite une peine sévère. Une rechute, après une première condamnation, prouve une culpabilité spéciale, nécessitant une rigueur spéciale.

Cependant d'après le Code pénal, il n'y avait lieu à une augmentation de la pénalité, il n'y avait récidive que si la condamnation primitivement encourue avait été une condamnation à plus d'un an de prison (1). Ce système du Code était tout à fait insuffisant. Lorsqu'un individu ne cesse pas de réitérer de petits délits, cette persistance dans l'infraction doit être réprimée sévèrement. Il est inadmissible que la loi continue à menacer d'une courte peine de prison un délinquant professionnel.

Il vient un moment où le délinquant d'habitude doit être puni d'une peine sérieuse, à raison même de son incorrigibilité, et malgré le peu de gravité que pourraient présenter en elles-mêmes ses infractions répétées.

La loi du 27 mai 1885 entra pour la première fois — quoique timidement — dans cette voie nouvelle en instituant la relégation.

La relégation est une peine complémentaire, perpétuelle (sauf certaines atténuations en pratique) et obligatoire pour le juge, applicable aux récidivistes qui, dans un inter-

(1) Le juge est obligé d'aggraver la peine quand les éléments constitutifs de la récidive existent ; mais cette aggravation devient en somme facultative par l'effet des circonstances atténuantes qui permettent de supprimer plus ou moins complètement la sévérité de la loi.

vallé de 10 ans, ont encouru un certain nombre de condamnations, limitativement déterminé.

La loi de 1885 part d'un très bon principe, mais elle n'a pas produit ce qu'on pouvait attendre d'elle. Elle est loin d'être parfaite.

Nous disons que la loi de 1885 se préoccupa de mettre un terme, à un certain moment, à l'application indéfinie de courtes peines, aux malfaiteurs de profession. D'après l'alinéa 4 de l'article 4, en effet, la relégation est applicable, dans certains cas, aux condamnés ayant subi antérieurement sept condamnations à des courtes peines de prison *dont deux au moins à plus de trois mois*.

Mais la réforme restait bien insuffisante. Il est manifeste que la loi ne devrait pas attendre sept condamnations pour aggraver la peine.

Nous arrivons à la loi de 1891.

D'après le Code pénal, nous l'avons vu, pour qu'il y eût récidive, il fallait que la première condamnation ait été une condamnation à une peine plus forte qu'un an de prison. Depuis la loi de 1891, il y aura récidive quel que soit le taux de la première condamnation. Ainsi fut supprimée « cette sorte de champ réservé, où le malfaiteur pouvait se donner libre carrière, sans s'exposer à l'aggravation légale de la récidive ».

L'innovation est d'autant plus considérable, dit M. Garraud (1), que ce champ réservé représentait plus des neuf dixièmes de la criminalité.

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 401.

Ainsi fut créé ce qu'on a appelé la petite récidive.

Lorsque la peine prononcée par la première condamnation est une peine d'un an d'emprisonnement ou inférieure à ce chiffre, il faut, d'après la loi de 1891, deux conditions pour qu'il y ait récidive : d'abord que le deuxième délit ait été commis dans le délai de cinq ans qui suit l'expiration de la peine précédente, ou sa prescription, et ensuite, qu'il y ait similitude de délits (1). La peine édictée pour la petite récidive est la suivante : le délinquant sera condamné à une peine de prison qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment encourue, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue pour le nouveau délit.

Grâce à cette innovation heureuse de la loi Bérenger, il était permis d'espérer qu'après une courte peine encourue pour un premier délit, on ne verrait plus les tribunaux prononcer encore pour un deuxième délit, une peine de prison aussi courte et aussi inutile que la première ; mais cette espérance a été déçue.

Le projet adopté par le Sénat supprimait, pour le juge, la faculté d'abaisser la peine par les circonstances atténuantes, en cas de récidive ; mais ce projet a été repoussé par la Chambre des députés, et le droit d'accorder les cir-

(1) Quand la peine prononcée par la première condamnation pour un délit est une peine supérieure à un an de prison, la loi de 1891 a fait au délinquant une situation plus douce qu'avant, en ce sens que le délai de cinq ans et la similitude de délits sont exigés désormais pour qu'il y ait récidive. Lorsqu'au lieu d'un délit, c'est un crime puni de prison qui a été commis, la condition du délai est seule exigée.

constances atténuantes est resté intact. Par là, l'effet de la loi de 1891 devait être en partie détruit.

Avant cette date « certains délinquants trouvaient moyen de récidiver plusieurs fois dans une même année, grâce à la courte peine dont ils étaient gratifiés à chaque fois par le juge (1) ».

Maintenant encore, grâce à l'excessive indulgence des juges, grâce à la trop grande facilité avec laquelle ils admettent les circonstances atténuantes en cas de récidive, nous voyons prononcer, pour un deuxième, un troisième délit, des peines de prison d'une durée absolument insuffisante. Nous en trouvons la preuve dans le casier judiciaire de ces individus qui trouvent moyen d'encourir avant jusqu'à 20, 30 et même 40 condamnations (2).

N'est-il pas à désirer que de semblables abus ne se reproduisent plus, et que les tribunaux, faisant preuve de plus de sévérité à l'égard des récidivistes, arrivent, par des condamnations vraiment sérieuses, à prononcer plus tôt la relégation ?

SECTION II. — Du sursis.

§ 1. — De la condamnation conditionnelle.

La prison, nous l'avons vu, corrompt par son premier

(1) E. Jarno, *Les institutions pénitentiaires de la France*, Droit pénal, p. 59.

(2) Voir chapitre I, p. 15 (résultats extraits des rapports sur l'application de la loi de 1885).

contact. Nous avons montré le danger et l'inefficacité des courtes peines.

Orce résultat de l'emprisonnement se manifestait chaque jour davantage. Les progrès de la récidive, signalés depuis longtemps déjà, allaient aussi sans cesse en augmentant, et on vit avec raison dans les courtes peines de prison une des causes les plus importantes de ces rapides progrès.

On distingua enfin de plus en plus nettement ces deux sortes d'individus, qui devraient être traités tout à fait différemment, les délinquants primaires et les délinquants d'habitude. La loi de 1891 repose sur cette distinction. Elle est faite, comme nous l'avons vu, de sévérité pour le délinquant de profession et d'indulgence pour celui qui est tombé une première fois. Elle est une arme contre la récidive, en ce qu'elle atteint certains délinquants d'habitude, qui n'étaient pas auparavant considérés comme tels ; mais elle est encore une arme préventive contre la récidive. Elle donne au juge un pouvoir plus étendu ; elle lui permet d'envisager la condition des délinquants primaires, de tenir compte de leur situation toute spéciale, et de leur éviter le contact de la prison.

Le nombre des malfaiteurs de profession augmentait très rapidement. En 1884, le nombre des condamnations prononcées contre des repris de justice était de 89.169 ; il s'est élevé en 1885 à 91.332, en 1886 à 95.825 ; il était de 93.887 en 1887 et de 95.871 en 1888 (1).

(1) Voir *Commentaire de la loi de 1891*, par Nègre et Gary, p. 5.

S'il faut contre les récidivistes une peine sévère, contre le délinquant primaire, il faut de l'indulgence.

On s'est alors demandé si l'on ne pouvait pas, sans rien négliger de ce qui est nécessaire pour assurer la préservation sociale, suspendre dans certains cas et sous certaines conditions l'exécution de la peine en cas de première condamnation. C'est là ce qu'a réalisé la loi de 1891, en créant le sursis. La peine est prononcée contre le délinquant primaire, mais grâce au sursis, elle peut ne pas être exécutée. Le délinquant est menacé seulement de l'exécution, et c'est au bout de cinq ans, fixés comme temps d'épreuve, qu'il sera délivré de cette menace. La condamnation sera effacée si sa conduite a été bonne pendant ce temps, et exécutée dans le cas contraire.

« La dispense de l'exécution ne peut être rachetée que par un châtimement assez grave pour assurer les mêmes effets d'intimidation. Or la simple menace substituée à la réalité de la peine ne peut produire ses effets que par la durée ».

« Cinq ans de menaces remplaçant quelques semaines, peut-être même quelques jours de prison, peuvent paraître disproportionnés si on se borne à comparer la durée des deux peines. Ils ne le sont pas si on réfléchit que la plus longue est purement morale, qu'il dépend du condamné de lui ôter tout effet, et qu'elle est pour lui la rançon du contact et de la flétrissure de la prison (1) ».

(1) Rapport de M. Bérenger, Voir *Commentaire de la loi de 1891*, déjà cité, p. 80.

Les juges n'ont aucune règle tracée par la loi de 1891. Le sursis peut être accordé pour une condamnation à l'emprisonnement correctionnel de cinq ans.

La possibilité d'accorder le sursis dans ce cas, a été très critiquée, il est vrai, et ces critiques ont trouvé un écho dans le projet de révision du Code pénal français, où le champ d'application de la loi est considérablement diminué. Le sursis ne peut plus être accordé quand la peine est supérieure à trois mois de prison, d'après l'article 67 du projet.

Ce projet méconnaît du reste en cela l'esprit de la loi d'après lequel le juge doit, par un examen tout subjectif, peser les chances de relèvement d'un individu. La gravité objective du fait n'est pas à considérer.

« La loi de sursis est une loi d'individualisation pénale, purement et simplement, pour laquelle il faut regarder à l'individu, et non au fait (1) ».

Quoi qu'il en soit, et quelque grande que soit l'extension qu'on veuille donner au sursis, il est à peu près universellement admis aujourd'hui que le principe du sursis est un principe excellent : grâce à lui, peuvent être bien souvent évités les déplorables effets de cette détention de courte durée qui corrompt et dégrade le délinquant primaire, dès le premier contact avec la prison. Le sursis lui épargne le déclassement et ses funestes conséquences. Il lui laisse la crainte du déshonneur et la crainte de la prison, qui l'aideront à rester dans le droit chemin.

(1) Saleilles, p. 195.

Sortons cependant de ces idées générales et voyons de plus près les objections qui ont été formulées contre la loi Bérenger.

A. — On a dit que la loi Bérenger permettait une absolution et une absolution qui avait ceci d'étrange et de contradictoire, qu'elle était soumise à une condition dépendant uniquement de la volonté de l'individu. C'est l'impunité complète, dit-on, le public le jugera ainsi. Les coupables ont déjà de grandes chances d'échapper à la répression ; pourquoi leur en donner une de plus ? « On donne pour ainsi dire carte blanche à ceux qui seraient tentés de violer la loi pénale pour commettre un premier délit, pourvu qu'il ne soit pas trop grave. On leur ouvre des perspectives nouvelles d'impunité des plus attrayantes (1). »

« Vous affaiblissez la répression, car, pour une fois au moins, vous assurez l'impunité (2). »

Lorsqu'un délinquant obtient le sursis, c'est aux yeux du public comme s'il était acquitté ; or il a commis un délit et il doit recevoir un châtiment. Le délit appelle après lui la peine comme conséquence nécessaire.

« Lorsque des jugements de condamnation ne sont pas exécutés, même exceptionnellement, l'effet de cette inexécution est d'ébranler et de miner dans les masses, la con-

(1) Compte rendu de la 1^{re} session de l'Union internationale de droit pénal, par Rolin, *Revue de dr. internat.*, 1890, p. 123.

(2) Voir *Bulletin I de l'Union intern. de dr. pénal*, p. 147.

viction de l'enchaînement nécessaire du délit et de la peine (1). »

Mais la condamnation même conditionnelle n'en est pas moins une condamnation ; et comment a-t-on pu dire que l'application du sursis était l'impunité pour le délinquant ? La condition résolutoire qui accompagne la condamnation, la menace de l'exécution de cette condamnation en cas de faute nouvelle, menace qui dure tant que le délai d'épreuve n'est pas expiré, la contrainte morale imposée au bénéficiaire du sursis, s'il veut mériter sa réhabilitation, tout cela constitue une véritable peine et comment peut-on dire que l'individu condamné conditionnellement est en réalité acquitté ?

« N'est-il d'efficace que la souffrance physique ? Autant la nécessité de la peine corporelle se justifie en ce qui concerne le malfaiteur incorrigible, autant il est humain et d'une sage prévoyance de lui substituer une peine morale, un avertissement public avec menace d'une aggravation de la peine en cas de récidive pour celui auquel une faute accidentelle n'a pas enlevé le sentiment de l'honneur et le souci de la dignité morale (2). »

La loi de 1894 supprime le châtiment matériel. Toute pénalité matérielle disparaît ; mais il ne résulte nullement de là qu'il n'y ait aucune peine. Le sursis accordé, il reste une peine d'ordre moral, qui consiste d'abord dans la pu-

(1) Rapport de M. Lammasch à la 1^{re} session de l'Union de droit pénal, *Revue de dr. internat.*, 1890, p. 120.

(2) Rapport de M. Barthou, Chambre, annexe, 1889-1890, n° 1067.

blicité des débats et plus encore, et même presque uniquement, dans la menace de l'exécution de la peine et d'une sévérité plus grande, si une nouvelle faute vient à être commise dans le délai de cinq ans. Si la suspension de l'exécution de la peine et la menace qui l'accompagne produisent un effet au moins égal à celui de la peine matérielle aussitôt exécutée, elles constituent des pénalités qui se recommandent par elles-mêmes. Et cela n'est qu'une application de l'idée de Beccaria : « Le but du châtimement n'est ni de tourmenter, ni d'affliger un être sensible ; il n'est autre que d'empêcher le coupable de nuire encore à la société et de détourner ses concitoyens de tenter des crimes semblables. Parmi les peines et la manière de les infliger, il faut donc choisir celle qui doit faire l'impression la plus efficace et la plus durable sur l'esprit des hommes et la moins cruelle sur le criminel. »

Nous avons vu quelle impression produisait sur le délinquant primaire une courte peine de prison ; elle est loin d'être efficace ; elle ne corrige pas et ne mène qu'à la récidive.

Tout autre peut être l'effet de cette peine morale dont nous parlons ; cette menace de la peine, toujours suspendue, peut être aussi dure et pénible que la peine elle-même et même plus ; elle peut aider puissamment le coupable à se relever et à éviter à l'avenir de nouveaux délits.

« L'observation ne permet pas de douter que l'homme ne soit parfois plus sensible à la crainte du mal qu'au mal lui-même, et que cette crainte n'exerce en même temps

sur son esprit une impression plus profonde et plus durable ; subir quelques jours de prison est assurément une pénible épreuve, mais une épreuve presque aussitôt passée que ressentie :... avoir sans cesse en perspective la menace de la prison est plus dur et exerce sur l'esprit une impression qui ne peut s'effacer qu'avec la menace elle-même. L'infliction est donc au moins égale et l'intimidation est supérieure » (1).

Sur un malfaiteur d'habitude, la souffrance résultant de la privation de la liberté et du régime de la prison appliqué sévèrement pourra seule faire une impression véritable. Quant au délinquant primaire, il a bien souvent succombé à un entraînement passager et peut-être irréfléchi. Sa première faute n'indique pas une perversité incurable. S'il obtient le bénéfice du sursis, il aura sans cesse devant lui la menace de la peine ; il se souviendra que le juge s'est montré indulgent à son égard, et tout cela servira plus à son relèvement qu'une courte peine d'emprisonnement. S'il ne répond pas à ce qu'on attend de lui et retombe dans une deuxième faute, ce sera bien assez tôt alors de lui faire faire la connaissance de la prison. Mais, pour le moment, après ce premier délit, la peine morale peut être très efficace et bien préférable à la peine matérielle.

B. — Lorsqu'après avoir commis un délit, le coupable obtient le bénéfice du sursis, le droit de la partie lésée est,

(1) Bérenger, voir *Commentaire sur la loi de 1891*, par Nègre et Gary, p. 36.

dit-on, méconnu ; celle-ci avait droit à ce qu'un châtiment fut exercé contre ce coupable. « L'Etat, lorsqu'il renonce à l'exécution de la peine publique, dispose en même temps du droit qu'ont les particuliers lésés par le délit à cette satisfaction morale, résultant pour eux de la souffrance pénale infligée au délinquant. »

Le besoin de vengeance des individus lésés par le délit n'étant pas satisfait par l'intervention de l'Etat, pourrait amener, dit-on, des répressions violentes. Il faudrait alors, pour satisfaire ce sentiment de justice, subordonner l'application de la condamnation conditionnelle au consentement de la partie lésée (1).

Mais la répression est d'intérêt général et ce n'est pas l'intérêt privé qui doit décider suivant quel mode elle doit s'exercer. La peine est un remède social. Si la condamnation conditionnelle est dans certains cas jugée meilleure au point de vue général, peu importe le sentiment de la victime du délit. La condamnation conditionnelle laisse du reste subsister, aussi bien qu'une autre, l'obligation de réparer le préjudice causé par l'infraction. *La partie lésée conserve l'action civile ; c'est tout ce à quoi elle a droit.* L'action publique ne représente que l'intérêt social ; sa seule raison d'être est de défendre l'intérêt social, de le faire triompher, indépendamment des intérêts particuliers auxquels elle est tout à fait étrangère. La partie lésée a une action pour faire reconnaître son intérêt particulier ; elle

(1) (Lammasch, Rapport ; *Bulletin* I, p. 34) ; Voir : Discussion *Bulletin* I, p. 149 et s.

réclamera, en l'exerçant, une indemnité. De plus, nous le répétons, la condamnation conditionnelle est une pénalité d'ordre moral, cette pénalité doit apaiser, dans une certaine mesure, la soif de châtimement de la victime de l'infraction (1 et 2).

C. — On a reproché à la condamnation conditionnelle de n'être en somme que le droit de grâce, transporté du pouvoir exécutif dans les mains du juge.

Prononcer une condamnation et ordonner qu'elle ne sera exécutée que si une nouvelle infraction est commise par le même délinquant dans un délai fixé, c'est prononcer la grâce sous la condition d'une bonne conduite à l'avenir. C'est tout à fait contraire a-t-on dit à la mission du juge qui est uniquement d'appliquer la loi et non d'apprécier l'opportunité de l'exécution de la peine. Les tribunaux doivent décider si un homme est coupable ; l'exécution ou la non exécution de la peine ne les concerne pas.

On peut d'abord répondre qu'il existe des différences essentielles entre le droit de grâce et la condamnation conditionnelle. Le sursis est accordé par ceux-là mêmes qui

(1) La suspension ne comprend pas les peines accessoires ou incapacités résultant de la condamnation, qui s'appliquent, sauf à cesser plus tard. La condamnation conditionnelle figure au casier judiciaire (bulletin n° 1) avec la mention sursis à l'exécution, et aussi au bulletin n° 2 délivré aux magistrats. D'après la loi du 5 août 1899, qui s'occupe du casier judiciaire et qui traite en même temps de la réhabilitation de droit, une condamnation avec sursis à un mois d'emprisonnement ou à moins, et une condamnation avec sursis à l'amende, ne sont jamais portées sur le bulletin n° 3, délivré aux particuliers. Les autres condamnations y figurent avec la mention du sursis.

(2) *Commentaire déjà cité de la loi de 1891*, p. 37 et 38.

ont jugé l'infraction, qui ont condamné, il ne saurait donc être assimilé à la grâce. La grâce ne peut pas émaner du pouvoir qui condamne. La grâce prononcée, la condamnation reste debout, l'exécution de la peine est seule supprimée. Au contraire, dans l'hypothèse du sursis, une fois le temps d'épreuve écoulé, la condamnation est censée n'avoir jamais existé.

A l'arrivée de la condition résolutoire, la condamnation disparaît. Ce n'est donc pas un véritable droit de grâce qu'exerce le juge, en prononçant le sursis. Du reste, « la grâce, qui implique l'idée de rémission, s'accorde mal avec les restrictions de la révocation possible » (1). On a seulement augmenté le pouvoir du juge par la loi de 1891 ; sa mission n'en est que rehaussée. L'introduction des circonstances atténuantes dans la loi lui avait déjà permis d'apprécier la gravité de l'infraction et la culpabilité de l'auteur dans leurs nuances diverses ; notre loi lui confère un pouvoir plus élevé encore. Il se trouve en présence d'un délinquant primaire qui lui semble mériter toute son indulgence. Il prononce une condamnation, mais la peine matérielle est tenue en suspens ; la bonne conduite du condamné pendant cinq ans la rachètera.

En somme, une peine d'ordre moral, — la menace du châtiment, — est infligée au délinquant ; elle se dressera sans cesse devant lui. S'il parvient au terme de l'épreuve sans avoir commis une nouvelle faute, toute peine disparaît.

(1) *Même Commentaire*, p. 38.

S'il retombe, au contraire, la peine effective, matérielle, se substitue à la peine morale. Voilà en quoi consiste le pouvoir du juge, depuis la loi de 1891 ; nous ne trouvons qu'une bien faible ressemblance entre le droit de grâce et ce droit nouveau que la loi lui a conféré.

D. — La loi de 1891 laisse au juge un pouvoir arbitraire. Le juge sera libre de décider si la peine matérielle doit être exécutée de suite, ou s'il doit accorder le sursis. De ce nouveau pouvoir du juge peuvent résulter, a-t-on dit, beaucoup d'inconvénients, des injustices, qui produiront un très mauvais effet, toutes sortes d'inégalités. Suivant la composition et les idées des tribunaux, les condamnés seront traités d'une façon différente, les variations ne se comprendront pas.

Mais du moment qu'une peine fixe, immuable, n'est pas édictée pour chaque infraction, les juges peuvent apprécier différemment les mêmes délits, et la critique précédente pourrait se reproduire contre toutes les dispositions de notre système pénal. Les juges tâchent d'entrer le plus possible dans les vues du législateur, en recherchant selon les espèces, si le sursis doit être accordé ou refusé. Dans cette recherche, ils ont à faire de l'individualisation pénale. Ils doivent examiner si le délinquant en lui-même est digne de cette indulgence par sa vie passée et par les espérances qu'on peut fonder sur lui pour l'avenir. Or ils sont quelquefois portés à voir le fait et à accorder ou à refuser le sursis en considération de ce fait. Il y a confusion quelquefois entre le sursis et les circonstances atténuan-

tes, et on croit qu'il est nécessaire de mériter ces dernières pour obtenir le sursis, alors qu'il se peut très bien qu'un délinquant soit tout à fait digne du sursis, et qu'il n'y ait pas lieu dans ce cas à reconnaître les circonstances atténuantes. Si donc, dans certains cas, le bénéfice de la loi de 1891 n'a pas été accordé; suivant « la véritable règle de droit », on peut dire cependant que les magistrats en font un usage impartial, et les variations qu'on relève dans son application sont inévitables et toutes naturelles.

Nous venons de voir, à un point de vue rationnel, ce qu'est la loi de 1891, et ce qu'est le bénéfice du sursis qu'elle a introduit dans la législation. Il faut voir maintenant ce qu'a été cette loi dans la pratique, comment elle a été appliquée :

En 1891, les tribunaux correctionnels ont accordé le sursis à 11.768 prévenus; 7.362 ont été condamnés à la prison et 4.406 à l'amende. Si l'on augmente d'un quart le chiffre total, on obtient pour l'année 1891 entière le nombre de 14,707 (1).

En 1892, il y a eu 17.849 sursis correctionnels, c'est-à-dire 10.906 pour des condamnations à l'emprisonnement et 6.943 pour des condamnations à l'amende.

En 1893, il y a eu 20.404 sursis correctionnels, dont 12.284 pour des emprisonnements et 8.120 pour des amendes. La proportion des sursis prononcés par les tribunaux correctionnels était en 1891, de 108 sursis pour 1.000 con-

(1) Voir le rapport au garde des sceaux en date du 13 octobre 1894, *Journal officiel* du 14 octobre 1894.

damnations qui en étaient susceptibles. En 1892, la proportion était de 110 pour 1.000 et en 1893 de 127 pour 1000. La loi de 1894 a donc été de plus en plus appliquée, ses progrès sont rapides ; les résultats suivants sont encore plus frappants :

En 1895, 14.033 condamnés à l'emprisonnement et 9.255 condamnés à l'amende ont obtenu le sursis, ce qui donne comme chiffre total : 23.288 (1) bénéficiaires du sursis, sur 121.800 condamnés primaires correctionnels.

En 1896, il y a eu 9.508 condamnations à l'amende et 14.697 condamnations à la prison, avec sursis, chiffre se décomposant ainsi : 1.951 peines de moins de six jours, 7.875 peines de six jours à un mois inclusivement : 3.420 de un mois à trois mois ; 972 de trois à six mois ; 393 de six mois à un an. Au total, nous trouvons 24.205 (2) bénéficiaires du sursis sur 115.556 condamnés primaires correctionnels (3).

Les chiffres sont légèrement supérieurs pour l'année précédente ; ce sont les suivants : 9.618 condamnations à l'amende avec sursis et 15.217 à la prison, ont 2.100 peines de moins de six jours, 7.942 de six jours à un mois, 3.746 de un mois à trois mois ; au total 24.835 (4) bénéficiaires

(1) Voir le compte général de l'Administration de la justice criminelle pour 1895, p. 80.

(2) Compte général pour 1896, p. 80.

(3) Rapport du garde des sceaux pour l'année 1896, p. XIX.

(4) Compte général pour 1897, p. 80. En 1898, le chiffre correspondant est 25.431 (V. *Revue pénitentiaire*, mars 1901, p. 581).

du sursis sur 114.017 condamnés n'ayant encouru aucune peine antérieure (c'est une moyenne de 21, 78 0/0).

L'application qui est faite du sursis est donc de plus en plus grande. On comprend de plus en plus combien est sage le principe sur lequel repose la loi de 1891, combien une peine morale substituée à une peine matérielle peut être efficace sur le délinquant primaire dont la faute n'est pas, par sa nature, exclusive de tout sentiment d'honneur.

Sur lui, la peine corporelle peut avoir des effets déplorable « elle risque de l'avilir quand il faudrait le relever, d'abattre son courage quand il faudrait le soutenir et de détruire en lui le ressort moral, sa seule chance de salut (1) ».

Les juges ont nettement aperçu l'utilité que pourrait avoir la peine morale.

« Vis-à-vis des inculpés dont le sens moral n'a point été altéré malgré la faute commise, disait l'auteur de la loi de 1891, et il faut bien le dire, c'est le plus grand nombre parmi les jeunes, les domiciliés, les ouvriers vivant réellement de leur travail, nous avons la conviction qu'elle n'aura pas moins d'efficacité que la prison, elle aura de plus sur elle l'avantage de supprimer ses désastreuses conséquences (2). « La meilleure justice est celle qui sauve les gens et la condamnation conditionnelle n'a pas d'autre but (3). » La loi de 1891 veut soustraire à la prison et à

(1) Rapport de M. Béranger au Sénat, session de 1890, annexe n° 27.

(2) Rapport de M. Béranger, déjà cité.

(3) Saleilles, ouvrage cité, p. 190.

ses graves dangers les délinquants encore honnêtes et susceptibles de se relever. Il faut voir maintenant si elle a eu l'heureuse influence qu'on espérait.

Si nous consultons les statistiques officielles, nous trouvons des résultats satisfaisants. La criminalité diminue d'une façon sensible depuis 1892. Le nombre des délinquants primaires et celui des récidivistes ont baissé. Les rapports sur l'administration de la justice criminelle, pendant ces dernières années, attribuent une grande part de ce résultat à la loi de 1891. « Nous persistons à faire honneur de cet heureux effet, disait le garde des sceaux, à la loi du 26 mars 1891 sur le sursis conditionnel, dont l'habile et salutaire clémence rend la menace de l'emprisonnement plus efficace bien souvent que son exécution (1). »

« La menace de la peine, dans l'état actuel de notre régime pénitentiaire, semble donc se montrer plus efficace que son exécution, du moins en ce qui concerne les délinquants primaires (2). »

Les récidivistes dont le nombre atteignait 100.814 en 1895 ne sont plus que 98.666 en 1896, 95.213 en 1897 et 94.721 en 1898 (3).

Le chiffre de la criminalité générale, de 223.606 s'est abaissé à 210.228. Quelque réelle que paraisse, d'après ces chiffres, l'amélioration, il est cependant permis de se

(1) *Rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1897*, p. XIV.

(2) *Rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1895*, p. XX.

(3) Voir *Revue pénitentiaire* de mars 1901, p. 581.

montrer sceptique en face de ce résultat et de ne pas être aussi satisfait que les rapports officiels. Pour apprécier la marche de la récidive, il ne suffit pas de voir si les récidivistes augmentent ou diminuent d'une année à l'autre ; il faut rapprocher leur nombre du nombre général des délinquants et voir le rapport qui existe entre les deux. Or ce rapport est représenté par les chiffres suivants : en 1896 : 45.08 ; en 1896 : 45.84 et en 1897 : 45.29 0/0 ; il est donc à peu près stationnaire ; et on peut bien dire que la moyenne de la récidive est toujours la même. Si l'on ajoute à cela, comme nous l'avons dit plus haut, d'après les rapports sur la relégation, que 23 0/0 des relégués, en 1896, avaient 11 condamnations et plus, que 30 0/0 en 1897 avaient 11 condamnations et plus, que 15 0/0 des relégués, en 1898, avaient été condamnés de 11 à 15 fois et 11 0/0 de 16 à 50 fois, il est bien difficile de se montrer très satisfait et très rassuré. Il y a cependant une très légère amélioration, et il faut certainement l'attribuer à la loi de 1891. On ne peut que regretter que les tribunaux n'y aient pas recours plus souvent. Elle est de plus en plus appliquée, mais pas assez fréquemment encore. La moyenne des sursis accordés par les tribunaux correctionnels était en 1892 de 14.34 0/0 ; elle n'a cessé de s'accroître et elle était en 1897 de 21.78 0/0. Quoi qu'il en soit, c'est une moyenne encore certainement insuffisante. Si le moyen est bon, pourquoi ne pas l'employer davantage ?

Le sursis est un remède efficace contre les courtes peines de prison. La pénalité morale qui l'accompagne est

de beaucoup préférable à celle qui consiste dans un emprisonnement de courte durée. On pourrait par conséquent supprimer un grand nombre de courtes peines en étendant dans une large mesure l'application de la loi de 1891. Cette extension a été bien souvent réclamée. Des circulaires ministérielles ont recommandé cette pratique aux tribunaux en leur montrant l'action bienfaisante du sursis.

« Il est une excitation de la volonté meilleure, un appel de la conscience au bien, d'autant plus énergique qu'il est libre. La honte de la peine publiquement prononcée subsiste et s'imprime au cœur du condamné pour lui faire détester sa faute ; il lui est provisoirement fait remise de l'exécution avilissante, de la dégradation définitive et sans espoir : la peine du châtement, seulement suspendu, menace permanente, dont une seconde faute ferait une réalité, vient s'ajouter à la crainte du châtement nouveau. »
 « Nos mœurs judiciaires doivent se prêter de plus en plus à cette pratique, ajoute la circulaire ministérielle... Il faut que le ministère public engage les tribunaux plus hardiment dans cette voie où ils n'ont marché jusqu'à présent qu'avec une certaine hésitation (1). »

Si les magistrats marchent hardiment dans cette voie qui leur est tracée et recommandée, nul doute qu'un heureux résultat ne se fasse sentir promptement et qu'on ne puisse bientôt constater une baisse sensible de la moyenne des récidives.

(1) Circulaire du garde des sceaux déjà citée, *Officiel* du 1^{er} mars 1901.

§ 2. — Du sursis à la poursuite.

Dans la lutte contre les courtes peines de prison, la loi de 1891 est donc venue apporter une arme puissante. La pratique du sursis est très recommandable.

Mais, dans bien des cas, la condamnation conditionnelle est encore trop grave ; le châtiment moral, résultant de la menace de l'exécution de la condamnation, est un châtiment souvent trop sévère. Une condamnation à la prison avec sursis indique que l'individu a commis un délit qui méritait la prison, et il est grave de rendre public un semblable fait et de prononcer une telle peine. De là est née la pratique assez fréquente de l'abstention. En face des délits minimes et en raison des circonstances tout à fait spéciales qui ont accompagné ces délits, les parquets ne poursuivent pas. Cette pratique est un très bon moyen pour supprimer les courtes peines d'emprisonnement et nous ne souhaitons qu'une chose, c'est qu'elle se développe davantage encore, chaque fois que le délit est tout à fait léger.

Par exemple, le ministère public n'eût-il pas mieux fait de s'abstenir dans tous ces vols insignifiants que les tribunaux ont eu récemment à juger et qui ont fait tant de bruit. Il suffit de faire allusion au procès de Château-Thierry qui a donné lieu à d'intéressantes discussions sur le délit de nécessité, ou encore à ce vol de pain qui provoqua récemment une interpellation à la Chambre des députés sur la détention préventive.

Une infraction a été commise, mais dans des conditions telles que la culpabilité de l'auteur existe à peine.

La plus légère des condamnations peut être pour lui grosse de conséquences, et par là même est trop sévère. N'est-il pas bien plus sage de lui épargner toute poursuite et n'est-ce pas faire ainsi une œuvre utile et une œuvre de bonne justice ?

Les circulaires ministérielles ont recommandé cette pratique aux magistrats du ministère public.

En 1899, le garde des sceaux envoyait une circulaire aux procureurs généraux, au sujet de la répression du vagabondage et de la mendicité (1), leur rappelant, pour ce cas là en particulier, que la répression doit être énergique, mais que l'exercice de l'action publique doit être empreint de tact et de discernement.

« Les parquets doivent, en cette matière, par une pratique éclairée et libérale, tenir largement compte des considérations de bon sens et d'humanité, et épargner l'application inexorable de la loi à nombre de nécessiteux, pour lesquels la pitié n'est qu'une des formes de la justice ». Le vagabondage et la mendicité comportent un élément intentionnel qu'il faut rechercher et apprécier. Il faut faire œuvre de « salubrité publique » en frappant sévèrement les mendiants et vagabonds volontaires, qui sont devenus des professionnels du délit et de véritables malfaiteurs, souvent fort dangereux.

(1) Circulaire du garde des sceaux, en date du 2 mai 1899, *Officiel* du 3 mai 1899.

Mais, à côté d'eux, il y a des malheureux, vagabonds par nécessité, dont la faim et le besoin ont fait des mendiants. « L'intention délictueuse leur fait défaut ; la société n'a rien à leur reprocher. Ce ne sont pas des coupables qu'il faut punir ; ce sont des malheureux qu'il faut secourir, aider, au besoin, relever. »

Le garde des sceaux recommandait donc aux magistrats du parquet et aux juges d'instruction de faire des recherches minutieuses sur ce que sont véritablement les mendiants et vagabonds traduits devant eux, et de ne les poursuivre que lorsqu'ils seront sûrs d'avoir affaire à des malfaiteurs ; « quand vos substituts, disait-il, auront le sentiment qu'ils ont devant eux un prévenu intéressant à un titre quelconque et qu'on peut encore arrêter sur une pente dangereuse, qu'ils n'hésitent pas, malgré la matérialité des faits, à requérir une ordonnance de non lieu ou un jugement de relaxe ». Et le garde des sceaux ajoutait : « ils auront fait ainsi œuvre saine et utile de justice et de solidarité sociales. Ils devront mûrement réfléchir avant d'intenter une première poursuite et d'infliger à un délinquant primaire la flétrissure d'une première condamnation. Mieux vaut en ce cas un excès d'indulgence qu'une sévérité qui n'aboutit souvent qu'à faire des récidivistes, et dont les conséquences peuvent être irréparables. »

C'est à juste titre que les parquets ont été encouragés dans cette voie. La pratique recommandée par cette circulaire doit être généralisée et suivie à propos de toutes sortes de délits.

En face de certaines infractions de minime importance, mieux vaut bien souvent ne pas poursuivre, et cela dans l'intérêt de tous, aussi bien dans l'intérêt de l'auteur de l'infraction que dans l'intérêt général. Une poursuite aboutirait probablement à une très courte peine de prison, or nous savons l'efficacité que celle-ci pourrait avoir. Au contraire, cette poursuite suspendue, cette crainte d'éveiller l'attention des magistrats peuvent être d'une influence salutaire et assurer une bonne conduite à l'avenir. La pratique de l'abstention s'impose donc dans certains cas et nous en avons reconnu les avantages ; mais n'a-t-elle pas aussi ses inconvénients ? Elle a d'abord le défaut de n'être pas comprise bien souvent par le public, qui croira peut-être, aucune poursuite n'étant intentée, que cette abstention est due à l'ignorance de la justice qui n'a rien su, rien découvert et pour cette raison n'agit pas. Or cette croyance du public est fâcheuse. De plus, le délinquant lui-même, ayant conscience que l'acte qu'il vient de commettre, fût-ce même par nécessité, n'en constitue pas moins aux yeux de la loi un délit, le délinquant, disons-nous, devant cette abstention de la justice, ne se voyant nullement inquiété, croira souvent, lui aussi, que la justice n'a rien su ou se demandera si vraiment l'action, qu'il croyait un délit, il ne l'a pas faite dans la plénitude de son droit. Or ce résultat est fâcheux encore, à la fois pour la dignité de la justice et pour l'individu lui-même, dont il va fausser les idées. Puisque personne ne l'inquiète, il sera porté souvent à recommencer.

Ce qu'il faudrait, ce qui serait, croyons-nous préférable, c'est que la justice montrât d'une façon quelconque au délinquant que son action n'a pas été ignorée et qu'elle a été véritablement accomplie en violation de la loi. Le délinquant comprendra alors que s'il n'est pas donné suite à l'affaire; c'est que la justice, pour ce premier délit, a fait à son égard, et pour cette fois là seulement, acte de clémence.

Nous devons signaler dans cet ordre d'idées une proposition qui a été émise récemment (1). Elle procurerait, si elle était adoptée (ce que nous voudrions pouvoir espérer arriver bientôt), un très bon moyen pour supprimer les courtes peines d'emprisonnement. Le parquet, s'il estime avantageux que l'affaire n'aille pas plus loin, classe alors sans suite. La proposition nouvelle consiste maintenant en ceci : le parquet poursuivrait, l'affaire serait mise à l'instruction et le juge d'instruction serait investi d'un pouvoir tout nouveau. Par une très heureuse extension de la loi de 1891, le droit de prononcer le sursis serait étendu des juridictions de jugement à la juridiction d'instruction. Le juge d'instruction, s'appropriant l'idée de la loi Béranger, rendrait une ordonnance de renvoi, mais une ordonnance de renvoi avec sursis, et l'affaire en resterait là pour le moment. Si, pendant le délai fixé, le délinquant se faisait oublier, en ne commettant aucune infraction, l'ordonnance perdrait

(1) Observations présentées à la 1^{re} section de la Société des prisons par M. le professeur Garçon ; voir le rapport de la 1^{re} section, par P. Lerebour-Pigeonnière, *Revue pénitentiaire de février* 1901, p. 329.

toute valeur, serait annulée ; si, au contraire, il venait à retomber dans une nouvelle faute, le sursis serait alors de plein droit révoqué, l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction produirait son plein effet, et l'affaire viendrait devant le tribunal. Cette innovation serait certainement féconde en bons résultats. La pratique de l'abstention se comprend très bien dans certains cas ; mais, quand un délit, même très peu grave, a été commis, les circonstances peuvent être telles que l'abstention paraîtrait exagérée, déplacée. Dans l'intérêt de la justice, il faut que le ministère public poursuive. Mais la poursuite une fois intentée et le juge d'instruction saisi, ce dernier pourra alors se demander s'il est bien nécessaire que l'affaire suive son cours, et si l'on ne pourrait pas, du moins momentanément, l'arrêter. Si pour des raisons spéciales, le délinquant mérite cette faveur, le juge d'instruction pourra appliquer le sursis à l'ordonnance de renvoi. Cette pratique aurait un grand avantage aussi sur la condamnation conditionnelle, celui de supprimer le débat public et d'épargner à un délinquant vraiment digne d'indulgence la honte de la comparution en justice.

SECTION III. — De l'insuffisance du sursis pour combattre l'abus des courtes peines.

La loi de 1891, en remplaçant dans certains cas la courte peine d'emprisonnement par la menace de la prison, nous paraît avoir très heureusement compris l'un des inconvé-

nients les plus graves des courtes peines. L'exécution d'une courte peine d'emprisonnement n'ayant jamais aucune efficacité, l'idée de suspendre cette exécution et de retarder le déclassement du délinquant est excellente ; non seulement par ce sursis on évite un déclassement irrémédiable, mais, en menaçant le délinquant primaire d'une pénalité à brève échéance, on renforce chez lui, s'il n'a pas beaucoup de sentiment moral, les motifs les plus puissants pour le retenir : la crainte du déshonneur et la crainte d'une pénalité dont il se fait encore un fantôme, n'en ayant point l'expérience.

De même, à nos yeux, l'abstention des parquets, laissant le coupable sous la menace d'une poursuite, constitue, dans certains cas, une excellente pratique. La crainte d'éveiller l'attention du ministère public et de susciter une poursuite est souvent plus efficace pour éviter la récidive que la courte peine à laquelle eût pu aboutir l'action du parquet.

Encore une fois, le but principal de la peine, c'est d'empêcher la récidive, c'est de corriger le délinquant, de façon qu'il ne soit pas tenté de commettre un nouveau délit ; si ce résultat est atteint par une menace de poursuite ou par une menace de peine, mieux qu'il ne le serait par l'exécution de la peine elle-même, c'est donc que la menace a plus de valeur pénale que la peine même, c'est un moyen pénitenciaire préférable.

Mais est-ce à dire que ce système, si bon qu'il soit, constitue un remède suffisant et qu'il obvie à tous les inconvénients des courtes peines ? Bien loin de là.

Nous reconnaissons volontiers qu'en principe, dans les cas où la menace de la peine peut remplacer l'exécution, nous ne saurions trouver de meilleure pénalité à substituer à l'emprisonnement de courte durée. Mais cette substitution ne convient qu'à l'égard des délinquants primaires et encore n'est-elle pas possible dans tous les cas. Nous avons vu (1) que, sur le nombre des courtes peines de prison prononcées par les tribunaux, le sursis était appliqué assez souvent. La proportion pourrait être augmentée, mais il restera toujours beaucoup de cas dans lesquels le sursis est inapplicable.

Le remède, d'abord, ne s'applique pas du tout en ce qui concerne les délinquants professionnels ; les récidivistes, ceux qui sont déjà déclassés et qui ont l'expérience de la prison, se riraient de la menace d'une peine qui n'est plus pour eux qu'un fantôme percé à jour. Il ne s'agit plus vis-à-vis de ceux-là d'éviter le déclassement et de tâcher de les maintenir dans la bonne voie, ils sont en violation ouverte avec le Code pénal ; à ceux-là il faut nécessairement appliquer une peine de redressement.

La loi de 1894, du reste, prend soin de le décider ainsi, mais cette exclusion n'est pas seulement légale ; elle est aussi rationnelle.

Voilà une première catégorie d'individus auxquels le sursis ne convient pas et auxquels nos magistrats continuent d'appliquer des courtes peines de prison, — les sta-

(1) P. 53.

tiques le démontrent —, malgré tous les inconvénients et l'inefficacité absolue de ces peines. Il est assurément contraire à une bonne pratique pénitentiaire, qu'un même individu puisse, comme on le voit chaque année dans les statistiques, encourir successivement jusqu'à quarante, cinquante condamnations à des courtes peines d'emprisonnement. L'usage de cette peine, quand l'inefficacité en est ainsi démontrée, est tout à fait abusif et il faut chercher un remède à cette situation.

Sans même aller jusqu'à supposer un délinquant professionnel, incorrigible, il est certain que le sursis ne peut pas être appliqué deux fois de suite à un même individu. Si la menace n'a pas produit un effet suffisant pour retenir le condamné avec sursis, il est évident qu'on ne peut pas se contenter une seconde fois de ce moyen d'intimidation ; il faut essayer de l'exécution d'une peine. A ce délinquant qui a réitéré son délit, sans être encore un délinquant d'habitude, les juges appliqueront une courte peine. Cette courte peine achèvera de le conduire vers la récidive. Ici encore, il serait préférable de recourir à une pratique pénitentiaire différente. Nous ne disons pas qu'il faudra nécessairement être plus sévère, cela peut dépendre des circonstances ; mais en tout cas il faudrait obvier à l'application d'une courte peine toujours funeste.

Enfin, en troisième lieu, il y a de nombreux délinquants primaires, auxquels le système de l'emprisonnement avec sursis ne convient pas et auxquels les juges appliquent indistinctement de courtes peines de prison, pour le plus

grand dommage de l'évolution de la criminalité en France. Ce troisième groupe est plus complexe, il comprend des catégories diverses de délinquants.

Il y a d'abord ceux dont le premier délit révèle déjà une perversité complète et profonde. Bien qu'ils n'aient point été jusqu'alors surpris par la justice, violant la loi pénale, leur vie antérieure, leur défaut d'éducation, leur entourage, tout indique des individus qui n'ont aucun sentiment moral, aucune honnêteté, qui ne seront plus tard retenus par aucun principe, par aucune honte, par aucune crainte. Ce sont des déclassés avant la lettre. Ce serait se leurrer que de se contenter vis-à-vis de ceux-là d'une simple menace. Les juges comprendront qu'ils doivent essayer immédiatement de l'application d'une peine. Mais pourtant ils s'en tiendront souvent à une courte peine de prison. Ils prononceront la peine sans sursis contre ce délinquant primaire qui s'annonce comme un futur professionnel. Mais ils la prononcent courte, parce que, d'ordinaire, ce délinquant aura commencé par un délit peu grave et, d'autre part, les juges, par une propension naturelle, hésiteront à se montrer la première fois trop sévères. Cette courte peine, nous le savons, n'en produira pas moins des effets déplorables. Il faudrait substituer un autre régime pénitentiaire pour cette première catégorie de délinquants. Si le genre de vie antérieur et la perversité de l'agent ne permettent pas de recourir au sursis, le peu de gravité de son délit n'est pas une raison pour s'en tenir à la prison de courte durée qui est une pénalité illusoire ; il faut user de moyens énergiques.

Il y a une seconde catégorie de délinquants primaires, qui ont commis un délit très grave, auxquels les juges, par conséquent, se croient obligés d'appliquer une pénalité immédiate, mais qu'ils ne condamnent pourtant qu'à une courte peine de prison, en raison de leur responsabilité atténuée. Ce seront, tantôt des mineurs, tantôt des majeurs ne paraissant pas jouir d'un état mental normal

En pareil cas, le délit étant très grave, le juge ne peut pas, il est vrai, se contenter d'une menace pour l'avenir ; il y a un fait grave qui demande une répression actuelle. Le juge croit satisfaire le besoin de répression effective qui s'impose, tout en tenant compte de la responsabilité atténuée du délinquant, lorsqu'il prononce une peine légère d'emprisonnement. C'est une conciliation, qui, à nos yeux, ne peut être que détestable. La courte peine ne peut pas concilier l'idée de répression et l'idée d'indulgence, puisqu'elle est non seulement inefficace mais funeste. Il s'agirait donc de trouver un autre moyen pénitenciaire adéquat aux circonstances, et ce moyen est nécessairement en dehors de l'idée de sursis.

Il y a enfin une troisième catégorie de délinquants primaires, auxquels le sursis est légalement applicable, auxquels les juges ne manquent pas même de l'appliquer régulièrement, mais pour lesquels cependant ce procédé ne nous paraît pas conforme à la conception d'un système pénitenciaire complet. Cette catégorie, à l'inverse des précédents, comprend les délinquants que leur éducation, leurs sentiments révèlent comme d'honnêtes gens, qui

n'ont pu faillir que sous la pression des circonstances, ou par une négligence excusable, ou encore sous la hantise d'un mobile généreux.

Ainsi, il arrive par exemple, qu'un jeune homme, à la recherche d'une position, sans argent, sans famille, poussé par la faim, se laisse aller à commettre un léger vol, vol d'aliments. Ce délinquant, je suppose, ne peut pas rigoureusement invoquer l'état de nécessité, soit qu'il n'ait pas réclamé les secours de l'Assistance publique, alors qu'il eût pu le faire, soit qu'il ait pu trouver quelque travail inférieur, s'il avait cherché n'importe quelle besogne. Néanmoins, c'était jusqu'alors un honnête garçon. Tout est, chez lui, favorable, son éducation, sa vie antérieure, les circonstances de son délit.

Ou bien encore, c'est une femme pauvre qui vole un jouet pour son enfant.

Ou c'est un individu, dans la misère, dont un proche parent est très malade, et qui, pour aller le voir, voyage en chemin de fer, sans billet. Ou bien, c'est un agent d'une Compagnie de chemin de fer, employé modèle, qui, dans un moment de fatigue, très explicable par suite des circonstances, a été la cause d'un accident. Nous ne voulons pas multiplier ces exemples ; nous pourrions en trouver une multitude d'autres.

Voilà des cas dans lesquels les juges prononcent très souvent une courte peine de prison avec sursis.

Ils prononcent la prison, parce qu'elle est inscrite dans la loi pour le délit, ou parce qu'en soi, comme dans la

dernière hypothèse, le préjudice a pu être assez grave, et ils croient satisfaire à leur sentiment légitime d'indulgence, à la faveur que mérite le délinquant, en suspendant l'exécution de la peine.

Nous ne croyons pas que ce point de vue soit exact. De même que la courte peine de prison nous a paru tantôt insuffisante, tantôt exagérée, le sursis à l'exécution de la peine n'est pas un palliatif absolu, il y a des cas dans lesquels il est insuffisant, il y en a d'autres dans lesquels il constitue à nos yeux une pénalité trop grave encore. La condamnation à une courte peine de prison avec sursis reste une condamnation à l'emprisonnement. Nous nous sommes efforcés de démontrer qu'elle constituait par conséquent une véritable pénalité et une pénalité sérieuse.

Menacer un homme de la prison, c'est encore lui infliger une certaine tare morale. Nous reconnaissons volontiers que le déshonneur est beaucoup moins grand pour le condamné que s'il devait effectivement exécuter sa peine ; il n'y en a pas moins dans une certaine mesure, par le fait de cette condamnation, déshonneur. On a beau dire que ce n'est pas la peine qui constitue la honte, mais le délit ; la peine sert de critérium du délit, et par conséquent du blâme, pour la masse, c'est-à-dire pour ceux qui ne connaissent pas le condamné, qui ne sont pas au courant de son délit.

Eh bien, la menace d'une courte peine de prison implique un délit qui méritait la prison. Le sursis n'est après tout qu'un artifice de la loi pour tenir un individu sous la

menace de la peine qu'il a encourue, pour retarder le déclassement, qui devrait résulter de son délit. C'est un artifice excellent, un procédé pénitentiaire parfait, mais à condition que le délinquant ait vraiment mérité la prison. à condition que les circonstances soient telles qu'on puisse équitablement lui infliger le blâme moral, le déshonneur qui est encore contenu dans une condamnation conditionnelle à la prison. Cette mère qui a volé un jouet pour distraire son enfant dont l'existence triste et malheureuse n'a jamais été égayée par aucun amusement, aucun plaisir, cette mère misérable, qui voyage sans billet pour aller retrouver son enfant malade, ne méritent certainement pas une peine de prison.

Dès lors, selon nous, elles ne méritent pas davantage la prison avec sursis. La prison avec sursis voudrait dire que la prison eût été la punition du délit, mais que cependant, cette femme n'étant pas foncièrement pervertie, il est de bonne politique de lui remettre provisoirement sa peine. Dans notre espèce, le délit de la femme ne justifie pas une telle appréciation.

De même, la condamnation conditionnelle à un emprisonnement de courte durée, prononcée contre l'agent de chemin de fer, jusque-là employé exemplaire, qui a commis une négligence tout à fait excusable, nous paraît une pénalité exorbitante, qui ne convient pas du tout dans l'espèce. Peu importe que la condamnation ne soit pas exécutée matériellement ; elle contient en elle quelque chose de très grave qui, moralement, atteint profondément le con-

damné : l'idée d'un délit qui méritait le déshonneur de la prison.

C'est là un fait que l'on a l'occasion de constater tous les jours dans la vie. Beaucoup de patrons, de directeurs de maisons de commerce ne voudraient pas d'un employé contre lequel a été prononcée une condamnation conditionnelle à la prison, parce qu'ils en concluraient que cet individu est capable de commettre un délit déshonorant.

Si, en réalité, l'individu en question a commis une infraction très peu grave, parfaitement excusable, il est donc inique de le laisser sous le coup de ce soupçon. La condamnation conditionnelle est dans la plupart des cas portée au bulletin du casier judiciaire, délivré aux particuliers ; quand elle ne l'est pas, elle peut se trouver révélée en fait par d'autres moyens.

Donc, dans tous les cas où le délinquant primaire a à répondre d'un délit peu grave, et surtout dans le cas où il apparaît comme étant resté honnête homme, malgré son délit, la condamnation conditionnelle à une courte peine de prison est bien une pénalité exagérée parce qu'elle implique encore un certain déshonneur que ne mérite pas le délinquant et qui surtout, en l'empêchant de trouver du travail, en le gênant dans ses relations sociales, ne pourrait que le placer dans une situation fâcheuse, dangereuse pour sa moralité à venir.

Ici encore, nous devons chercher autre chose à substituer aux courtes peines d'emprisonnement.

CHAPITRE III

PLAN GÉNÉRAL DE RÉFORMES.

Nous venons de constater, après beaucoup d'autres, les inconvénients de la pratique des courtes peines de prison. Nous avons tâché, mettant à profit les observations et critiques nombreuses déjà formulées par les criminalistes ou les publicistes, de dresser le tableau aussi exact, aussi complet que possible, des griefs relevés contre les courtes peines.

Enfin, nous nous sommes efforcé de démontrer que le seul palliatif jusqu'ici imaginé par le législateur, le sursis à l'exécution de la peine, s'il est excellent dans un certain nombre de cas, n'est du moins qu'un remède très partiel, il n'est pas applicable en toutes hypothèses ; de plus, comme il n'empêche pas que la peine reste, à certains égards, une peine de prison, il conserve encore quelques-uns des inconvénients des courtes peines, donc il n'est pas sans danger.

Si l'on n'y prenait garde, la condamnation conditionnelle à la prison serait facilement considérée par les juges comme une pénalité très légère, inférieure à la prison proprement dite, pouvant convenir aux derniers degrés de l'infraction. Cette utilisation ne ferait qu'accentuer la ten-

dance des tribunaux à employer la prison à tous les degrés de l'échelle pénitentiaire, sauf à en varier la forme et la dose. La condamnation conditionnelle à la prison garde toujours, bien qu'elle les atténue, certains inconvénients de la prison elle-même ; elle implique, quoique à un degré moindre, un certain déshonneur, un fait qui décline ; elle ne convient donc pas pour la répression de tous les délits légers.

Nous n'avons sans doute réuni toutes ces critiques contre la prison légère, la prison à faible dose, que dans le but d'en tirer un enseignement. Le moment est venu de dégager nos conclusions.

Ces conclusions vont nécessairement porter sur deux points différents. Les critiques que nous avons formulées doivent, en effet, nous amener à prononcer une appréciation définitive sur les courtes peines et, d'autre part, à définir la pénalité qui échapperait à ces critiques, qui réprimerait convenablement sans entraîner les inconvénients de la prison.

De ces deux problèmes, qui s'ouvrent à notre étude, il semblerait, au premier abord, qu'un seul puisse faire pour nous difficulté et doive nous retenir.

Nous n'avons relevé contre les courtes peines d'emprisonnement que des griefs ; elles nous ont paru présenter beaucoup d'inconvénients et pas un seul avantage : ne résulte-t-il pas de là que, fatalement, cette pénalité funeste doit disparaître du Code pénal ? Tout notre travail jusqu'ici tend bien à cette conclusion négative.

Si la prison à faible dose est une mauvaise peine, rien de plus facile que de la supprimer d'un trait de plume en élevant le maximum légal, en ne permettant pas au juge de prononcer la prison pour des délits légers, concurremment avec d'autres peines légères, et en ne lui permettant pas pour des délits plus graves, de rendre la prison trop légère, c'est-à-dire trop courte.

La courte peine de prison nous a paru toujours soit insuffisante à cause de sa durée, soit exagérée à cause de sa nature ; le remède indiqué semble bien être tantôt de la remplacer par une peine de prison renforcée, tantôt de la remplacer par une autre peine légère de nature différente.

Cependant aucun des auteurs qui ont étudié la question n'a proposé une mesure aussi radicale. Ceux qui ont critiqué le plus vivement l'abus des courtes peines ne concluent pas pour cela qu'il devrait être interdit au juge d'abaisser la prison au-dessous d'un certain minimum, sauf à lui à prononcer une autre peine pour les petits délits.

Il y a là un fait dont nous devons tenir compte et qui va nous obliger à suspendre notre première conclusion.

Pour justifier, malgré leurs inconvénients, le maintien des courtes peines, les auteurs invoquent les nécessités de la répression. Au fond, leur idée est qu'en notre matière comme en toute question sociale, il n'est pas permis de détruire avant d'avoir reconstruit. Les criminalistes et les philanthropes éminents qui ont réfléchi les premiers au problème qui nous préoccupe et ont constaté les résultats funestes des courtes peines, ne se sont pas crus autorisés

à proposer de porter la moindre atteinte à l'édifice légal, tant qu'ils n'auraient pas trouvé les matériaux d'une construction nouvelle.

Et, remarquons-le, ce motif, qui paraît *à priori* essentiellement contingent et provisoire, est peut-être au fond, dans la pensée de certains de ses protagonistes, une raison durable qui s'opposera toujours à la suppression des courtes peines. Beaucoup de ceux qui objectent qu'avant de détruire il faut être prêt à reconstruire, estiment que la courte peine de prison est un mal nécessaire, parce qu'on ne trouvera jamais de pénalité convenable pour la remplacer.

L'objection est considérable, elle mérite assurément d'être creusée avec soin ; elle constitue, croyons-nous, la pierre angulaire du problème des courtes peines.

Si la question des courtes peines n'a pas progressé, comme elle l'aurait dû, c'est à nos yeux, parce que l'on ne s'est pas suffisamment arrêté sur ce point capital, sur cette objection essentielle. On a consacré beaucoup d'efforts au perfectionnement d'anciennes pénalités comme l'amende ou à l'organisation de pénalités nouvelles ; ces efforts n'ont pas été inutiles, sans doute, mais nous croyons qu'ils ne peuvent être sainement appréciés à leur valeur réelle tant que n'a pas été résolue la question préalable de savoir dans quelle mesure il est nécessaire d'avoir atteint la perfection des matériaux nouveaux avant de les substituer aux courtes peines. Est-il toujours vrai ici qu'on ne puisse détruire avant d'avoir reconstruit un système différent ? N'y

a-t-il pas des hypothèses dans lesquelles la pratique actuelle est tellement funeste que mieux vaudrait sa suppression absolue plutôt que son maintien, de telle sorte que n'importe quelle pénalité, quelles que fussent ses imperfections, lui serait préférable ? Et, d'autre part, s'il y a au contraire des cas pour lesquels on ne conçoive pas, au moins quant à présent, la possibilité de supprimer la prison ; au lieu de chercher une pénalité nouvelle, ne vaudrait-il pas mieux ici tâcher de corriger les inconvénients du maintien de la prison de courte durée dans la loi ?

En d'autres termes, nous croyons que si l'on veut faire avancer le problème, c'est surtout sur le terrain de la suppression des courtes peines qu'il faut se placer.

On ne trouvera jamais du premier coup des pénalités parfaites à leur substituer. Si donc on s'en tient à cette idée qu'il ne faut pas détruire avant d'être bien sûr du lendemain, on ne fera jamais aucune réforme.

Il est donc essentiel de se demander s'il n'y a pas vraiment des cas dans lesquels il serait permis de supprimer avant d'avoir forgé un nouvel instrument parfait.

D'autre part, s'il est démontré que, dans des cas différents, le maintien de l'emprisonnement de courte durée s'impose jusqu'à l'organisation d'un système nouveau, le mieux ne serait-il pas, en présence des difficultés de cette réorganisation, de nous efforcer de vivre dans ces cas avec la courte peine de prison, en essayant d'en atténuer les mauvais effets et en dirigeant alors tous nos efforts dans le sens d'une utilisation de moins en moins fréquente de cette peine par le juge ?

Tel sera le programme de ce chapitre.

Nous étudierons d'abord, en elle-même, l'objection dressée contre la suppression immédiate des courtes peines.

Nous déterminerons, en second lieu, les cas dans lesquels cette suppression immédiate peut être considérée comme possible.

Nous examinerons, en dernier lieu, les réformes qui permettraient de diminuer l'utilisation judiciaire des courtes peines dans les cas où leur suppression immédiate ne nous aura pas paru, en effet, possible. Ces points tranchés, notre tâche ultérieure sera singulièrement facilitée et nous pourrons beaucoup mieux, dans les chapitres suivants, apprécier les institutions nouvelles qui ont été proposées. Nous saurons à quels cas très limités ces institutions sont actuellement destinées et nous aurons le droit d'être hardis puisque nous ne ferons intervenir ces institutions que dans des hypothèses où l'ancienne pénalité était si funeste que sa suppression s'imposait à tout événement.

SECTION I. — De l'impossibilité de supprimer d'une manière absolue les courtes peines d'emprisonnement.

Contre la suppression absolue des courtes peines d'emprisonnement on invoque les nécessités de la répression.

En réalité cette objection renferme une double affirmation :

Elle implique d'abord cette idée qu'il serait impossible de remplacer toutes les courtes peines d'emprisonnement soit par une peine de prison d'une durée sérieuse, soit

par des pénalités de nature différente, de manière à sauvegarder l'intérêt de la répression.

En second lieu, cette objection laisse entendre implicitement que la courte peine de prison, si détestable qu'elle soit, sert encore néanmoins à la défense sociale. Elle vaut mieux que rien. En dehors des inconvénients que nous avons énumérés, la prison à faible dose aurait donc un avantage qui nous est jusqu'ici demeuré inaperçu.

Nous allons reprendre ces deux points de vue et ils nous amèneront à conclure qu'en effet il est impossible de supprimer d'une manière absolue les courtes peines d'emprisonnement.

§ 1. — De l'inefficacité partielle des pénalités substituées à la prison, au point de vue de la répression des condamnés, à moins de recourir à la contrainte par corps.

Toutes les fois que la prison apparaît funeste à cause de sa courte durée, il serait facile *à priori* de corriger cet inconvénient en élevant le minimum de la peine. En d'autres termes, il serait facile de ne faire figurer la prison dans l'échelle pénitentiaire qu'à titre de peine grave, de plus de trois mois ; mais comme la gravité de la peine doit varier avec la culpabilité du délinquant, il faudrait du moins laisser au juge la latitude de prononcer une peine plus légère, qui serait alors de nature différente ; or, comme le juge, en pratique, montre le plus souvent une grande répugnance à utiliser les longues peines de prison, tout porte à croire que si la réforme se bornait là, il choi-

sirait normalement la peine nouvelle substituée aux courtes peines plutôt que d'élever le taux de la prison. Comme il serait impossible de contraindre le juge à appliquer la peine de prison supérieure à trois ou quatre mois, qui figurerait seule dans le Code pénal, il faut prévoir que la suppression absolue des courtes peines pourrait aboutir, en pratique, à ce que le juge appliquât toujours la pénalité d'un degré inférieur qui aurait été substituée à la courte peine. C'est là une prévision pessimiste, mais il est plus sage d'exagérer les appréhensions que de se laisser duper par les illusions.

Donc la question qui se pose est celle de savoir s'il serait possible de trouver une pénalité de nature différente (1), *toujours efficace*, capable de remplacer la courte peine d'emprisonnement dans toutes les hypothèses où celle-ci est actuellement utilisée.

A cette question, nous sommes obligé de répondre négativement. La seule peine qui pourrait intervenir indistinctement dans toutes les hypothèses aujourd'hui punies de prison légère est l'amende ; or l'amende, dans un très grand nombre de cas est inefficace si son recouvrement

(1) Nous voulons signaler ici la très intéressante théorie de M. Garçon sur les peines parallèles. D'après ce système, le juge aurait le droit non plus seulement de passer d'une peine à une autre de la même échelle, mais de changer la nature de la peine. Il y'aurait une double échelle de peines : peines déshonorantes et peines non déshonorantes. Le juge devra, pour choisir entre ces deux sortes de peines, discerner le mobile qui a guidé le délinquant (Voir M. Garçon à son cours ; et *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 1099 et 1407 et 1897, p. 144 et s.).

n'est pas sanctionné par la menace de la contrainte par corps, c'est-à-dire d'une courte peine de prison.

Il y a, sans doute, d'autres peines légères ; nous en étudierons plusieurs, telles que l'admonition, l'interdiction de séjour, les corvées pénales, mais il est évident *à priori* que de semblables peines ne peuvent convenir que dans des hypothèses particulières, en général lorsqu'il s'agit d'une infraction très légère et d'un délinquant primaire de bonne volonté ; ces peines là ne conviendraient pas dans toutes les hypothèses sanctionnées aujourd'hui de courte prison, puisque déjà, parmi ces hypothèses, il en est certaines pour lesquelles la courte peine de prison nous paraît insuffisante.

D'ailleurs, rationnellement, il est aisé d'apercevoir que nous ne pouvons concevoir que trois sortes de pénalités : des pénalités morales, des pénalités corporelles et des pénalités pécuniaires.

Commençons par les pénalités morales. Pour celles-là, il nous semble qu'il n'y a pas de milieu ; elles sont nécessairement ou très graves ou infiniment légères. Si l'honneur est atteint, elles deviennent tout de suite des pénalités graves qui déclassent le condamné et par conséquent ne conviendraient pas pour remplacer les courtes peines de prison. Si, au contraire, elles consistent dans un simple blâme qui n'entache pas l'honneur, elles deviennent des pénalités très légères et par là d'un caractère évidemment exceptionnel.

Les pénalités corporelles, en second lieu, se rattachent

à peu près toutes à la privation de liberté. Le progrès des mœurs ne permet plus de recourir à des châtiments corporels directs, analogues à ceux qui ont été pratiqués dans les anciennes législations. Nous ne parlons pas de la peine de mort puisque nous nous préoccupons des peines à inscrire aux derniers degrés de l'échelle pénitentiaire. D'ailleurs, la peine de mort tend à juste titre à disparaître des législations modernes. Bien que Tolstoï vante la mort et le fouet (1), nous ne comprenons plus la brutalité sous aucune forme. Ce n'est pas là, suivant nous, un simple raffinement de civilisation ; c'est un progrès qui fait honneur à l'humanité. Mais alors si l'homme ne peut être, à proprement parler, puni dans sa chair, il n'y a plus qu'une forme de pénalité corporelle, c'est le travail forcé. Nous ne citons pas la privation de liberté en seconde ligne, parce qu'en principe le travail forcé et la privation de liberté nous paraissent nécessairement aller de front. Il est tout naturel qu'on inflige un travail au détenu, à la fois pour mieux lui faire sentir sa peine et pour le moraliser, pour faire servir sa peine à son amendement. Mais, à l'inverse, on ne peut pas concevoir en général le travail forcé indépendamment de la privation de liberté. On ne peut pas, d'une manière générale, supposer qu'un condamné acceptera sa peine de bonne grâce et l'exécutera de lui-même ; ce serait se bercer d'une singulière illusion que de créer comme peine *normale* une peine qui reposerait sur le bon vouloir du condamné.

(1) Voir Cuche, *Tolstoï criminaliste*, *Revue pénitentiaire*, mars 1901, p. 531.

Donc on ne peut pas songer à remplacer en toute hypothèse la courte peine de prison par un travail libre. Dès lors que l'on s'adresse au fait de l'homme, si celui-ci ne s'exécute pas volontairement, il n'y a qu'un procédé possible pour l'obliger à l'exécution, c'est la contrainte corporelle.

Nous étudierons plus tard l'institution des corvées pénales libres ; nous verrons qu'il serait très désirable d'introduire cette pénalité dans notre législation ; mais nous pouvons dire dès maintenant *a priori* que cette pénalité ne conviendrait jamais, en toute hypothèse, pour remplacer absolument la prison légère, puisque, en cas de refus d'exécution par le condamné, il n'y a pas *a priori* d'autre sanction concevable que la contrainte corporelle, c'est-à-dire encore la prison.

Instituer les corvées pénales libres en supprimant la prison, ce serait *a priori* subordonner la peine au bon vouloir du condamné et par conséquent sacrifier les nécessités de la répression que l'on nous objecte.

Restent les pénalités pécuniaires ; ou plutôt reste l'amende, car nous pouvons négliger la confiscation dont le caractère est tout exceptionnel.

L'amende, à première vue, paraîtrait devoir être la pénalité générale que nous cherchons pour les derniers degrés de l'échelle pénitentiaire. C'est une peine sérieuse. La fortune est l'un des biens dont l'homme attend le plus de jouissances, l'un de ceux auxquels il s'attache davantage. Frapper l'homme dans sa fortune c'est l'atteindre vive-

ment. L'amende est ainsi de nature à punir et à intimider.

Le degré de la peine peut varier autant qu'on le veut. Il suffit d'augmenter ou de diminuer le chiffre de l'amende pour transformer la peine en une souffrance grave ou au contraire pour l'abaisser à une privation légère. L'amende, qui enlèvera au condamné une partie de sa fortune, lui sera extrêmement sensible, celle qui le privera d'une faible somme ne lui imposera qu'une gêne légère. Sans doute, l'amende qui sera considérable pour un condamné pauvre pourrait être insignifiante pour un condamné riche. Ce n'est pas là une objection, car l'amende peut se proportionner non seulement à la gravité de l'infraction et à la culpabilité de l'agent, mais encore à l'importance de la fortune du condamné. Il est inutile d'insister davantage sur ce point de vue qui est aujourd'hui connu de tout le monde. Manifestement, l'amende est une peine très souple, elle est une de celles qui se prêtent le mieux à l'individualisation.

L'amende par sa nature, par son mode d'exécution et enfin par une faveur traditionnelle n'est pas considérée comme déshonorante. Elle ne décline donc pas le condamné. C'est là un avantage inappréciable. Nous serions heureux que l'effet déshonorant ne fût attaché qu'aux longues peines de prison (peines supérieures à trois ou quatre mois) et réservé par conséquent aux cas tout à fait graves, tandis que l'amende non déshonorante remplacerait toutes les courtes peines de prison.

L'amende n'établit pas le contact corrupteur du con-

damné avec d'autres condamnés. Elle ne sépare pas les membres de la famille, elle n'arrache pas le condamné à son foyer ; ceci encore présente une importance capitale, car nous avons vu (1) tous les inconvénients qu'il y a à emprisonner l'un des époux, tandis que l'autre époux et les enfants demeurent abandonnés à eux-mêmes.

Enfin l'amende, à la différence des corvées pénales, ne suppose pas pour son exécution le fait du condamné. La fortune peut être saisie et vendue et l'amende prélevée en dehors de lui.

Nous n'insistons pas et nous passons encore d'autres avantages de l'amende.

L'amende est la pénalité qui a été le plus étudiée depuis qu'est ouverte la campagne contre les courtes peines. Les criminalistes ont fait ressortir à l'envi les améliorations dont elle est susceptible et tous les avantages qu'elle présenterait, avec une organisation idéale.

Nous n'entendons pas les suivre dans cette voie et nous appesantir à notre tour sur cette organisation idéale car, quoi qu'on fasse et malgré tous ses avantages, il subsistera toujours contre l'amende une objection indiscutable, c'est que l'amende, pour être efficace, suppose un condamné solvable.

L'amende ne s'adresse pas à la bonne volonté du condamné ; elle n'a pas besoin comme les corvées pénales de son fait, mais elle s'adresse à sa fortune et la fortune n'est guère

(1) *Suprà*, p. 29.

plus fréquente chez les condamnés que la bonne volonté. Il y a d'abord des condamnés dont la fortune n'est pas apparente et consiste en des valeurs ou une somme d'argent faciles à dissimuler. Ceux-là qui peuvent cacher leur fortune peuvent donc se soustraire à l'exécution.

L'Etat n'atteindra leur fortune que s'ils veulent bien la laisser voir.

Il y a ensuite beaucoup de condamnés qui n'ont pas de biens du tout. Sans doute ceux-ci vivent néanmoins et par conséquent ils doivent gagner un salaire, ils ont des bénéfices journaliers, mais c'est là une valeur qu'il n'est pas possible d'atteindre dans la majorité des cas. L'amende ne peut s'exécuter sur le salaire lorsque celui-ci est tout entier indispensable à l'existence du condamné et de sa famille. Nous ne voulons pas dire seulement que ce salaire est légalement insaisissable, nous entendons qu'il ne servirait à rien alors de le saisir, car l'Etat doit l'assistance aux indigents, il est obligé de nourrir ceux qui n'ont pas de quoi vivre. L'Etat, qui s'emparerait d'un semblable salaire pour exécuter l'amende, serait, en fait, contraint de le restituer aussitôt au condamné sous forme de secours. La vérité est que l'amende prononcée contre le condamné qui n'a pas de fortune, ou qui n'a pas au moins une source de gains importants supérieurs aux besoins impérieux de l'existence, est une amende irreouvrable.

Tout au plus, en pareil cas, pourrait-elle parfois être exécutée si le condamné insolvable en a la volonté. Peut-être pourrait-il, par un effort, obtenir un surcroît de travail et

un surcroît de salaire pour acquitter l'amendé ; mais cela revient à dire que, dans le cas d'insolvabilité, l'exécution de l'amende est subordonnée à la bonne volonté du condamné. Et encore ici ce bon vouloir serait moins efficace qu'en matière de corvées pénales, car, si le condamné peut toujours accepter de faire le travail qu'on lui impose, il ne lui est pas toujours possible d'augmenter sa production et son gain pour payer l'amende.

Finalement, il y a des cas dans lesquels l'amende ne peut être exécutée directement. Tantôt, lorsque la fortune du condamné est dissimulée ou lorsque celui-ci pourrait, s'il le voulait, augmenter son salaire, elle supposera pour être efficace l'emploi de la contrainte envers le condamné et nous savons qu'il n'y a pas d'autre contrainte que la prison. Tantôt, lorsque le condamné est vraiment dans l'impossibilité de payer, l'amende ne peut par aucun moyen être exécutée ; elle devient une pénalité illusoire. En pareil cas, il faut de toute nécessité ou bien renoncer à punir, ou bien revenir toujours à la prison.

Les corvées pénales et l'amende sont ainsi partiellement inefficaces, si elles ne sont pas sanctionnées et subsidiairement remplacées par la contrainte par corps.

Or la contrainte par corps n'est rien autre chose qu'une courte peine de prison, c'est une peine de prison car elle implique la séquestration du condamné, son internement ; c'est une courte peine car, l'amende ou la corvée pénale figurant dans l'échelle pénitentiaire au-dessous de la prison, il serait injuste de les remplacer au cas d'inefficacité par une longue peine de prison.

Sans doute, la contrainte par corps pourrait être subie dans des maisons spéciales (encore faudrait-il les construire), de manière à distinguer favorablement le contraignable du condamné à la prison ordinaire. Cette contrainte pourrait encore s'exécuter en cellule, pour éviter au contraignable tout contact corrupteur. Quoi qu'on fasse, tout internement d'un individu revêt toujours aux yeux de la foule un caractère déshonorant. La contrainte corporelle, quelle qu'elle soit, déclasse. Cela suffit pour que nous la repoussions au même titre que les courtes peines de prison ordinaires, car c'est cette conséquence qui constitue l'effet le plus dangereux. Nous n'admettons pas une peine qui déclasse sans préparer l'amendement. De plus, la contrainte par corps aura toujours le second inconvénient capital d'enlever le condamné à sa famille.

Nous repoussons donc la contrainte par corps au même titre que la prison. Il ne servirait de rien de supprimer les courtes peines de prison sans supprimer la contrainte par corps.

Mais alors, si nous supprimions à la fois la prison et la contrainte par corps, les pénalités substituées seraient partiellement inefficaces .

Est-ce à dire que les courtes peines de prison soient plus efficaces ?

§ 2. — Les courtes peines de prison ne sont pas moins inefficaces au point de vue de la répression des condamnés.

Les criminalistes qui mettent en avant les nécessités de la répression négligent de prouver comment le maintien des courtes peines de prison est indispensable au besoin de la répression. Cela ne nous paraît pas du tout évident. Il faudrait montrer d'abord que la prison légère satisfait les besoins de la répression.

Que veut-on dire, lorsqu'on invoque les nécessités de la répression ? *A priori*, il semblerait que l'on visât surtout la nécessité de punir le coupable. Est-ce donc que la courte peine de prison satisfait ce besoin ? Lorsqu'il s'agit d'un délinquant d'habitude ou même d'un délinquant qui a déjà passé une seule fois en prison, la courte peine n'est plus capable de produire aucun effet répressif. Pour tous les déclassés, la courte prison n'est rien qu'un séjour agréable dans un immeuble de l'Etat, aux frais publics. Nous avons reconnu l'inefficacité des peines substituées ; à l'égard des délinquants déclassés la courte prison n'est pas moins inefficace. Toute la différence, c'est qu'elle peut toujours être exécutée matériellement, en apparence, mais aucune efficacité répressive réelle ne correspond à son exécution. La prison, il est vrai, punit et punit très sévèrement le délinquant primaire, puisqu'elle le déshonore et le déclassé, mais il suffit que nous ayons démontré l'inefficacité partielle de la prison, pour affirmer qu'*a priori* il

n'apparaît pas que celle-ci satisfasse mieux la répression que l'amende ou les corvées pénales.

Si, à côté de la répression, nous envisageons l'intimidation, nous devons aboutir au même résultat, car l'intimidation dépend de l'effet répressif. La prison légère n'intimide que les délinquants primaires, de même que l'amende n'intimide que les personnes solvables.

On peut encore comprendre d'une autre manière la nécessité de la répression et viser par là la nécessité de redresser, de corriger les délinquants, c'est même là, semble-t-il, le besoin le plus urgent ; il faut avant tout essayer de mettre les délinquants en état de ne plus recommencer. N'est-ce pas pour cela que la loi punit ? Or, si l'on se place à ce point de vue, la prison est complètement et toujours inefficace. Elle punit sans doute les délinquants primaires, mais ce n'est pas une punition qui les corrige et les préserve pour l'avenir, au contraire. Nous ne revenons pas sur une question déjà suffisamment approfondie mais il est certain que la prison légère, loin d'éloigner le condamné du délit, le prépare à la récidive en le déclassant et en brisant chez lui tout ressort moral ; quand encore elle ne le corrompt pas par un contact mauvais.

Les pénalités substituées seraient donc supérieures à cet égard à la prison légère. Elles ne puniraient pas toujours, elles frapperaient le délinquant primaire moins gravement que la prison ; mais en revanche, lorsqu'elles puniraient, elles constitueraient un avertissement salubre, elles infligeraient au condamné une privation dont le souvenir pourrait le préserver désormais de la récidive.

§ 3. — De la fonction sociale proprement dite des peines de prison.

Ainsi, il ne suffit pas, pour justifier les courtes peines de prison, d'invoquer les nécessités supérieures de la répression. Au point de vue du châtiment du coupable et de l'intimidation, la prison n'est pas plus souvent efficace que ne le seraient les pénalités substituées. Au point de vue de son effet salubre pour l'avenir, elle leur est dans tous les cas inférieure.

Ceci nous amène à serrer le problème de plus près. Pour cela, nous devons remonter jusqu'au fondement essentiel de la répression.

Nous le ferons rapidement, mais il faut être fixé sur le but principal de la peine avant de pouvoir affirmer que d'une manière absolue ou bien dans tel ou tel cas, les pénalités substituées ne rempliraient pas le but qui est atteint au contraire, grâce à la courte peine de prison.

Quel est donc le but de la peine ? La science a longtemps oscillé entre l'idée de justice et l'idée d'utilité. Elle semble tendre aujourd'hui à assigner à chacune une part différente. La peine se justifie sans doute par l'idée de responsabilité et de justice mais elle n'a qu'un seul et unique but, qui est la défense sociale. La justice est peut-être la mesure de la pénalité, elle n'en est assurément pas la fin (1).

(1) Alimena, *I Limiti e i modificatori dell'imputabilità*, I, p. 364.

La société n'a pas pour mission d'imposer et de faire régner la morale, mais seulement d'assurer à tous ses membres un ordre juridique. Elle dépasserait son rôle en voulant faire expier le mal en tant que mal. Elle doit se borner à garantir la liberté de chacun par l'organisation et le fonctionnement régulier d'un ordre social. Cet ordre social devra reposer sur la justice et ne pourra par conséquent être protégé que par des mesures justes, mais ces mesures limitées par la justice n'en seront pas moins inspirées par la défense sociale.

Etant donné ce point de départ qui est aujourd'hui admis par la grande majorité des criminalistes, il nous faut analyser rapidement l'idée de défense sociale. La défense sociale comprend-elle uniquement la répression des infractions, c'est-à-dire des actes contraires à l'ordre social ? Et par répression nous entendons à la fois la répression et la correction des délinquants et l'intimidation de ceux qui seraient tentés de les imiter. Au premier abord, il pourrait paraître en effet que menacer, châtier et redresser les coupables soit tout le programme de la défense sociale. Cependant, il n'en est pas toujours ainsi. La peine, au moins dans une catégorie considérable d'infractions, a encore un autre but qui est de rassurer et de raffermir la conscience publique. Il ne suffit pas toujours pour la défense sociale de menacer ou de punir individuellement le coupable ; la peine, dans certains cas, doit encore avoir un effet par rapport à ceux qui ne sont ni coupables ni tentés de le devenir, elle doit les tranquilliser et aussi elle doit influencer sur

leur moralité en les pénétrant davantage de l'immoralité du délit.

Nous allons reprendre à l'instant ces deux fonctions de la peine mais auparavant, afin de les mieux faire comprendre, dégageons immédiatement quels sont les cas dans lesquels la répression individuelle du coupable et l'intimidation sont insuffisantes.

Le droit pénal distingue deux catégories d'infractions : les délits intentionnels et les délits non intentionnels.

En matière de délits non intentionnels (contraventions ou délits) le droit pénal ordonne ou défend un fait et il punit la violation de sa prescription, sans se préoccuper de savoir si cette violation a été consciente ou non, si elle a eu lieu de bonne ou de mauvaise foi. C'est qu'en pareille hypothèse le législateur ne considère qu'une seule chose, c'est que l'abstention ou l'accomplissement *du fait* est indispensable à l'ordre social.

Lorsque, par exemple, le législateur prescrit des mesures d'hygiène, il faut de toute nécessité que chacun s'y conforme, sans quoi il n'y aurait pas d'ordre social possible. Toutes les dispositions qui constituent des infractions non intentionnelles se réfèrent à la police *matérielle* de la société : elles ont pour but d'assurer l'établissement, le fonctionnement dans la société d'un certain état de choses matériel, mais elles n'ont pas d'autre but ; dans ces hypothèses, la loi ne voit pas au delà de la police sociale.

Est-ce à dire qu'en matière de délits intentionnels la loi pénale n'ait plus pour but de garantir le maintien de l'or-

dre juridique organisé et d'empêcher les faits matériels contraires à cet ordre ? Ce but existe sans doute en toute matière, car il n'est en somme que l'expression de la fin assignée par nous au droit pénal. Mais, en matière de délits intentionnels, ce but n'est plus que la fin dernière, lointaine de la peine ; il est masqué par un but plus direct, plus immédiat. La loi ne se contente pas ici de réprimer les empiétements matériels contre l'ordre juridique établi ; elle cherche à atteindre les causes de ces empiétements et à se défendre aussi à leur égard. C'est ainsi que la loi se trouve amenée à punir non plus seulement des faits matériels mais la volonté criminelle. Elle punit cette volonté en cas de tentative, alors même qu'elle n'a réalisé aucun dommage et, suivant la doctrine et la jurisprudence la plus récente, elle la punit alors même qu'elle était irréalisable (1). En d'autres termes, la loi punit la volonté coupable même lorsqu'elle ne se montre pas capable de violer l'ordre juridique. En agissant ainsi, il pourrait sembler au premier abord qu'elle sorte de son rôle et qu'elle se préoccupe non plus de l'ordre juridique, mais de l'ordre moral. Elle se préoccupe en effet de l'ordre moral, mais elle demeure néanmoins dans sa mission, parce qu'elle ne le régit que dans la mesure où il est en rapport avec l'ordre juridique. La loi criminelle ne punit pas toute volonté mauvaise ou immorale, mais seulement la volonté qui manifeste des intentions contrai-

(1) Saleilles, *Essai sur la tentative*, *Revue pénitentiaire* de 1897 et arrêts cités.

res à l'ordre juridique. La violation de l'ordre ayants a cause dans une volonté criminelle, la société doit se défendre tout autant contre la volonté criminelle que contre les faits matériels, puisque cette volonté laissée impunie engendrerait des faits matériels coupables.

Ces deux catégories de délits étant ainsi distinguées, nous pouvons revenir maintenant à notre affirmation et comprendre comment, en principe, la fonction de la peine n'est pas la même dans les deux cas.

Lorsque la société se défend uniquement contre des faits matériels, il lui suffit de châtier, de redresser et d'intimider. Mais lorsqu'elle veut se défendre contre la cause même du crime, contre la volonté criminelle, cela ne suffit plus. Dans le premier cas, en effet, la loi ne voyant pas au delà de la violation de l'ordre juridique, il s'agit de punir le délinquant pour l'empêcher de recommencer et d'intimider les autres par la crainte du châtimement. La loi ne prenant pas en considération la moralité du délinquant ne doit pas ici chercher à influencer sur cette moralité, ni davantage sur la moralité du public en général ; elle ne peut se préoccuper en punissant que d'inspirer une crainte matérielle. Au contraire, lorsque la loi envisage la volonté criminelle, elle se défend en définitive contre l'immoralité dans ses rapports avec l'ordre juridique et par conséquent ici la défense sociale suppose une peine d'un caractère moral. Nous voulons dire qu'en pareil cas la peine n'a pas seulement une fonction de châtimement ou d'intimidation matérielle, mais encore une fonction morale. Cette

fonction ne s'adresse pas seulement au délinquant et à ceux qui seraient tentés de l'imiter, mais au public en général dont elle raffermirait la moralité. La peine a ici pour but de lutter contre un état d'esprit contraire à l'ordre juridique. Plus exactement, comme nous le disions tout à l'heure, la peine doit : 1° tranquilliser le public ; 2° réagir contre l'immoralité du délit.

A. — La révélation d'une volonté criminelle éveille nécessairement l'inquiétude dans la société.

Il subsiste donc un trouble, même après la réparation du dommage matériel issu du délit. Ce trouble, la peine doit le faire cesser en garantissant au public à la fois le châtiment et le redressement du coupable et l'intimidation des volontés qui auraient pu être entraînées par cet exemple.

Remarquons bien que cette fonction de la peine est distincte. Et, en effet, la peine qui en fait rassurera le mieux le public, n'est peut-être pas celle qui punit le plus efficacement le délinquant. Au point de vue qui nous occupe, ce qui importe, ce n'est pas l'efficacité réelle de la peine sur l'individu coupable, c'est l'efficacité qu'elle paraît avoir. La question de préjugé est ici capitale.

Or précisément à cet égard, il n'est pas douteux que la courte peine de prison rassure davantage le public qu'une amende par exemple. Elle apparaît aux yeux de la foule comme une peine plus grave qui doit mieux réprimer le délit. Cela est facile à comprendre. La prison, si courte qu'elle soit, est une peine déshonorante qui décline le

condamné. D'autre part, toute privation de liberté, tout internement paraît devoir être *a priori* fort pénible. La courte peine de prison paraît donc renfermer deux éléments de pénalité très sérieux et très graves. Le public ne se rend pas compte que si le condamné est déjà déclassé, il ne souffrira plus du déshonneur de la prison. Il ne sait pas davantage que pour beaucoup de délinquants l'internement de courte durée est un séjour agréable. Il l'a sans doute entendu dire, mais cela ne détruit pas son préjugé, parce qu'il juge de la peine non pas d'après les autres, mais d'après lui-même.

En définitive, voilà l'idée importante, capitale. Le public, par un sentiment bien naturel, juge de la peine non pas d'après l'effet qu'elle peut produire effectivement sur le condamné, mais d'après l'impression qu'elle lui cause à lui-même.

Justement, la courte peine de prison a cet avantage d'être à l'avance, pour ceux qui n'en ont pas fait la triste expérience, extrêmement redoutable. Au contraire, l'amende, les pénalités substituées qui auraient quelquefois tout autant, sinon plus d'effet que la prison légère sur un habitué de nos maisons départementales, semblent au public des pénalités peu sérieuses en comparaison de la prison et qui ne sont pas de nature à le tranquilliser. C'est qu'au point de vue de l'honnête homme, de l'ouvrier paisible ou du « bourgeois », l'amende ne paraît rien en comparaison de la prison.

Ainsi les mauvais effets de la prison sur le délinquant

qui la subit n'empêchent pas que l'application de la prison tranquillise et satisfait le public.

C'est là un premier fait social que nous n'avons pas le droit de négliger.

B. — En second lieu, la peine doit réagir contre l'immoralité du délit. Elle doit infliger une flétrissure ou un blâme publics au fait délictueux, afin de ne pas laisser s'égarer la conscience publique. La société a le droit d'essayer de constituer à l'aide de la peine une moralité sociale. Elle a le droit d'influer à l'aide de la peine sur l'opinion publique, de façon à faire ranger les faits qu'elle condamne parmi les faits immoraux et blâmables.

C'est là une des fonctions les plus essentielles de la peine, car il y a malheureusement beaucoup de gens qui n'ont pas de moralité individuelle, mais qui se laisseront néanmoins guider par l'opinion publique.

Il y a même des hypothèses dans lesquelles cette fonction sociale sera seule efficace.

Deux exemples vont d'ailleurs nous permettre de mieux dégager l'importance de cette idée. Le premier est tiré de l'hypothèse des crimes et délits dits passionnels. Les jurés ont une tendance très accentuée à acquitter toujours cette sorte de crime. Et, il faut bien l'avouer, si l'on se plaçait au point de vue strict de la répression proprement dite, ils auraient raison.

Le crime passionnel est le résultat non pas d'une volonté pervertie, corrompue, mais de circonstances tout à fait exceptionnelles. La femme abandonnée qui tue, pous-

sée par la jalousie et le désespoir, n'a pas besoin de subir une peine d'amendement. En effet, son crime est tout occasionnel ; cette femme, le plus souvent, n'aura aucun penchant criminel à redresser. Il est certain qu'elle n'a nullement envie de commettre un nouveau délit. Si elle n'avait été entraînée par la jalousie à un accès de colère, elle n'aurait jamais tué, et de semblables circonstances ne se renouvelleront sans doute pas pour elle.

Dans tous les cas, d'autre part, la peine ne l'intimiderait aucunement pour l'avenir. Nous voulons dire que la crainte d'un châtimement matériel n'est guère de nature à combattre l'empirement de la passion. La femme qui est entraînée par la jalousie ne se laissera pas retenir par la pensée d'une souffrance matérielle.

Une seule chose en pareil cas peut la retenir, c'est un sentiment moral. Donc, il n'y a qu'un moyen pour la société de se défendre contre les crimes passionnels, c'est de tâcher d'inculquer un sentiment de répulsion contre ces crimes. C'est de pénétrer la conscience publique de leur immoralité. Le crime commis, au fond il n'y a plus rien à faire ; la défense doit être préventive, elle doit consister à enseigner à chacun qu'il est bas et vil de se venger ; elle doit consister à élever l'opinion publique et à la mettre de son côté. Or, comment la société peut-elle agir ainsi sur la conscience publique, sinon par la peine ?

La société doit punir le crime passionnel, non pas que la peine serve au condamné ni soit efficace à son égard, mais parce qu'en punissant ce crime, elle influe sur la

conscience publique ; elle apprend à chacun, d'une façon extérieure et visible, qu'il n'est ni honnête, ni moral de tuer, même sous l'empire de la passion.

Un exemple analogue nous est offert par une hypothèse intéressante de délit de nécessité. C'est aujourd'hui l'une des questions les plus discutées parmi les criminalistes que celle de savoir s'il peut être permis de tuer pour éviter la mort, si la nécessité peut justifier l'homicide.

L'argument le plus saisissant que l'on ait fait valoir en faveur de l'extension à cette hypothèse de l'excuse de nécessité, est que la peine serait en pareil cas inutile (1). D'une part, il n'y a pas besoin de punir l'individu en vue de l'empêcher de récidiver, car cet homme ne s'est révélé meurtrier que sous la pression de circonstances qui ne se renouvelleront sans doute jamais. D'autre part, la peine ne peut avoir pour but d'intimider à l'avance ceux qui se trouveraient dans une circonstance semblable, car quelle que soit la gravité de cette peine, la menace qu'elle contiendrait serait toujours moins grave que le danger de mort qui assaille l'agent, par hypothèse.

Par exemple un homme, au cours de l'incendie d'un théâtre, a-t-il le droit d'écarter son voisin, de le précipiter dans les flammes, pour passer devant et se sauver lui-même ? L'homme qui aurait ainsi agi n'a pas besoin d'être corrigé, car on ne peut pas prévoir qu'il se retrouve en face d'une éventualité identique une seconde fois. On ne

(1) M. Garçon, *Rev. pénit.*, 1901 (p. 335) ; Compar., 1900, p. 1433.

saurait non plus le retenir par la menace d'un châtement, car que serait ce châtement, en comparaison de la mort imminente dans les flammes ?

Cependant, malgré l'autorité de M. Garçon qui s'est fait le défenseur de cette thèse avec grand talent à la Société des prisons, nous ne pouvons admettre que toute pénalité soit inutile en cette hypothèse.

La peine doit encore intervenir pour exercer sa fonction sociale sur la conscience publique. La brutalité de l'homme qui se sert de sa force pour consommer dans un sinistre le sacrifice des autres en se sauvant seul, doit être blâmée. La peine sera le signe extérieur qui dénoncera l'immoralité d'une semblable conduite. La peine n'est nullement une sanction indifférente, car la conscience publique, en présence de l'acquittement, pourrait s'imaginer qu'après tout cet homme en usant de sa force n'a pas dépassé son droit. La peine raffermira dans l'opinion le sentiment de la moralité et rétablira une juste appréciation de la conduite qui a été tenue.

Ce résultat suffirait à justifier la peine, mais de plus il peut en découler, par voie de conséquence, une sorte d'intimidation morale sur les individus qui se trouveraient placés en présence d'une éventualité analogue. Lorsqu'un homme est menacé de mort, s'il ne sacrifie pas autrui, sa nature morale peut seule le retenir. Or précisément, l'opinion publique aura aidé à constituer cette nature morale ; celle-ci aura subi l'influence des mœurs générales et en sera en grande partie le résultat. Il importe donc

au plus haut point que la loi pénale par le moyen de la peine, inculque dans l'opinion publique l'idée de l'immoralité de l'homicide même nécessaire.

Nous avons choisi ces deux exemples extrêmes dans lesquels la peine ne conserve plus que sa fonction sociale. Mais cette fonction existe dans toutes les hypothèses, dans lesquelles se trouve engagée une question de moralité.

La courte peine de prison, infligée à la suite d'un vol, d'une querelle à un délinquant d'habitude, n'est jamais complètement inefficace. Elle peut l'être pour lui, mais elle n'en a pas moins une utilité en ce qu'elle produit un effet salulaire sur la moralité publique, effet qu'une peine d'amende ou une autre peine substituée ne produirait pas, ces peines étant considérées par le public comme beaucoup moins graves.

§ 4. — De l'impossibilité d'une suppression absolue des courtes peines de prison.

Résumons les conclusions qui se dégagent de nos deux paragraphes :

1° L'amende ou les corvées pénales qui sont les deux seules peines qui théoriquement pourraient être substituées aux courtes peines de prison d'une manière générale, seraient dans certaines hypothèses partiellement inefficaces sur le condamné.

2° Mais, d'autre part, la prison elle-même ne constitue pas toujours une répression efficace ; elle ne produit aucun effet répressif utile sur les délinquants d'habitude et l'effet qu'elle produit sur les délinquants primaires est mauvais.

3° En conséquence, à s'en tenir au point de vue de l'effet produit sur le condamné, l'amende et les corvées pénales, quelle que soit leur inefficacité partielle, sont encore supérieures à la prison légère ; à ce point de vue, il semble même que l'absence de peine vaudrait mieux que la courte peine de prison.

4° Mais la répression et l'intimidation du condamné ne constituent pas toute la fonction de la peine ; celle-ci a encore pour but de réagir contre l'immortalité du délit et d'influer sur la conscience publique.

5° A ce nouveau point de vue, la prison, si courte soit-elle, est de beaucoup la pénalité la plus efficace. La prison apparaît aux yeux de la foule honnête, comme la peine la plus grosse ; c'est elle qui produit l'impression la plus profonde sur le public. L'amende et les pénalités analogues ne produisent, au contraire, aucune impression. C'est un fait facile à constater que l'application d'une amende ne fait pas ressortir aux yeux de la foule l'immoralité d'un délit.

En présence de ces propositions contradictoires, il nous reste à dégager la conclusion, à déterminer quel est le point de vue le plus important. La solution, croyons-nous, doit résider dans une distinction.

Déjà, pour faire apparaître cette dernière fonction de la peine, celle que nous avons appelée la fonction sociale proprement dite, nous avons remarqué qu'il existait des délits dans lesquels la loi prenait la moralité en considération, d'autres dans lesquelles celle-ci était en quelque sorte indifférente.

Sans vouloir encore, pour le moment, préciser d'une manière définitive les termes de la distinction, nous pouvons déjà faire état de cette division générale.

En principe, lorsque la loi punit le fait matériel seul, sans se préoccuper de l'intention qui a pu en être la cause, il nous semble évident que la fonction de la peine est essentiellement de réprimer l'individu coupable.

Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une infraction intentionnelle, la loi veut avant tout atteindre la volonté criminelle, cause morale de tout le dommage. En pareille matière, il nous paraît aussi utile d'agir sur la moralité du public en général que sur la volonté individuelle du coupable.

Or nous sommes en face de pénalités diverses qui toutes seraient partiellement inefficaces à l'égard du condamné, tandis qu'une seule, la peine de prison, est susceptible d'être efficace à l'encontre de la conscience publique.

Une conclusion s'impose ; c'est qu'il est impossible dans ces délits intentionnels de supprimer les courtes peines de prison d'une manière absolue. Les autres peines, qui, tout compte fait, sont préférables eu égard au condamné, devront être appliquées souvent par le juge, mais il faut que la prison soit parfois prononcée afin que ne se produise pas un affaissement de la moralité publique.

Sans doute, les longues peines de prison, supérieures à trois ou quatre mois, conviendraient tout aussi bien que les courtes peines pour produire cet effet et en même temps elles seraient efficaces sur le condamné ; or nous savons que pour les délinquants d'habitude les longues peines seraient parfaitement justifiées.

Cela est vrai, mais nous ne pourrions pas imposer au juge de prononcer ces longues peines ; si nous supprimions les courtes peines, il serait à craindre que le juge ne prononçât pas plus souvent qu'aujourd'hui des peines supérieures à trois mois et remplaçât alors toutes les courtes peines actuellement prononcées par l'amende ou des pénalités équivalentes.

C'est là un aléa qu'il nous paraîtrait fort dangereux de courir, car quelle que soit, tout compte fait, la supériorité de l'amende sur la prison, cette pénalité ne produit aucune impression sur la conscience publique. Il est pourtant indispensable que la peine réagisse contre l'immoralité du délit.

Finalement, nous concluons qu'en principe il faut maintenir les courtes peines dans les délits intentionnels.

Sauf alors à préciser maintenant, dans une seconde section, le sens précis de la distinction, le domaine exact des infractions à propos desquelles les courtes peines peuvent être supprimées et de celles qui doivent rester menacées de prison.

Et sauf encore à rechercher, dans une troisième section, quels moyens on pourrait employer pour engager le juge à concilier davantage tous les intérêts en présence, à faire une application plus convenable de notre système pénitentiaire. L'idéal serait que le juge renonçât de lui-même autant que possible aux courtes peines, en les remplaçant tantôt par une pénalité de nature différente, tantôt par une peine de prison d'une durée plus longue.

SECTION II. — De la suppression des courtes peines de prison en matière de délits non intentionnels et en matière d'infractions commises par les mineurs.

Nous venons de dégager une règle. Il s'agit maintenant de la préciser et de rechercher en outre si elle ne comporte pas d'exceptions.

Nous allons ainsi rechercher dans un premier paragraphe comment il faut entendre, à notre point de vue, les délits non intentionnels, à propos desquels nous demandons la suppression absolue des courtes peines de prison. Nous verrons ensuite dans un deuxième paragraphe qu'exceptionnellement la prison légère pourrait être supprimée en matière d'infractions commises par des mineurs, fussent-elles des infractions intentionnelles.

§ 1. — De la suppression des courtes peines de prison en matière de délits non intentionnels.

Au premier abord, on ne comprendra peut-être pas pourquoi nous ouvrons ce paragraphe spécial, ni pourquoi, ayant affirmé, en principe, la possibilité de supprimer les courtes peines en matière de délits non intentionnels (contraventions ou délits), nous nous sommes réservé de préciser la portée de la distinction établie.

Nous remarquons d'abord que l'idée de supprimer la prison dans les délits non intentionnels n'est pas nouvelle. Elle a été exprimée plusieurs fois. Ce qu'il peut y

avoir de particulier dans l'opinion que nous avons soutenue, c'est la démonstration scientifique qui a été tentée. Or les criminalistes qui ont proposé de supprimer la prison en matière de délits non intentionnels ne l'ont jamais fait sans apporter à leurs propositions certaines réserves. Les uns excluent des délits particuliers comme le délit de chasse, et d'autres, nous pourrions dire tous, excluent la récidive de contravention. Il y a là un fait qui suffirait pour nous contraindre à vérifier l'application de notre principe. Mais, d'autre part, la réflexion eût suffi à nous conduire à cette réserve prudente.

En réalité, la distinction que nous avons établie est fondée sur ce que dans certaines infractions la moralité joue un rôle, tandis que dans d'autres elle est indifférente. Nous n'avons fait intervenir la division légale des délits en délits intentionnels et délits non intentionnels que comme un indice ou un argument en faveur de notre opinion. Nous avons pu aussi accepter provisoirement cette division comme base de discussion, puisque les délits intentionnels sont ceux à propos desquels la loi tient compte de l'intention criminelle, c'est-à-dire de la moralité du délit, les délits non intentionnels ceux à propos desquels la loi ne se préoccupe pas de la moralité. Mais il n'en est pas moins vrai que la distinction que nous avons établie en principe n'est pas nécessairement d'accord avec cette division. En effet, notre distinction est fondée sur le rôle de la moralité, en soi, dans l'infraction et non pas sur l'importance que la loi lui attribue ou lui dénie plus ou moins arbitrairement.

La question qui se pose est alors celle de savoir si l'application de notre principe, si la suppression absolue des courtes peines, doit être restreinte aux délits dans lesquels la moralité est indifférente et si la prison doit, au contraire, être maintenue en ce qui concerne les délits qualifiés par la loi de non intentionnels mais qui n'en peuvent pas moins être en fait des délits inspirés par une intention criminelle.

Prenons des exemples pour éclairer ces considérations abstraites :

L'article 155, alinéa 1^{er}, du Code pénal punit d'un emprisonnement d'un mois à six mois les officiers publics « qui délivreront ou feront délivrer un passe-port à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus ».

L'article 155, alinéa 2^e, punit d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus les mêmes officiers publics, lorsqu'ils auront fait délivrer un passe-port à une personne prenant un nom supposé, mais lorsqu'ils auront agi consciemment étant instruits de la supposition de nom.

Le délit de l'article 155, alinéa 1^{er}, est un délit non intentionnel, non pas seulement parce que la loi ne s'y préoccupe pas de l'intention mais encore parce qu'il suppose essentiellement l'absence de volonté criminelle, d'intention criminelle. Le faux commis par l'officier public, en matière de passe-ports, ne tombe sous le coup de cet alinéa que s'il n'est pas conscient. Aussitôt que ce faux devient in-

tentionnel, l'article 155, alinéa 1^{er}, cesse d'être applicable et l'article 155, alinéa 2, intervient.

Voilà une hypothèse, à laquelle la règle que nous avons dégagées s'applique directement. Ici et dans les cas analogues il faut sans hésitation supprimer la prison. La peine, dans cette hypothèse et autres semblables, ne peut pas avoir pour but de rassurer la conscience publique, ni de réagir contre l'immoralité du délit, puisque ce délit n'est pas et ne peut pas être la conséquence d'une volonté criminelle. Il est le résultat d'une négligence, d'une faute d'attention : il n'est pas et ne peut pas être l'effet d'une intention perverse. La seule fonction de la peine en pareil cas est une fonction de répression individuelle. Il s'agit de châtier le coupable de sa négligence et aussi d'éveiller son attention, d'exciter son zèle à l'avenir. Et sans nous préoccuper de savoir si, dans l'exemple tout particulier que nous avons choisi, la prison n'est pas manifestement exagérée *a priori*, quel que soit le délit, nous avons le droit de dire que la prison légère n'est pas la peine adéquate à un semblable but. Elle châtie mal et elle prépare à la récidive au lieu de redresser. Toutes les fois qu'il n'est pas nécessaire de flétrir le délit, d'en faire ressortir l'immoralité aux yeux du public par une peine qui fasse impression et fortifie le sentiment de moralité de la foule et tant qu'il ne s'agit essentiellement que de l'efficacité de la peine sur le condamné, n'importe quelle peine vaut mieux que la prison, puisque sur le condamné la prison ne produit que des résultats déplorables.

Mais il y a d'autres délits non intentionnels, à propos desquels la loi ne se préoccupe pas de l'intention et qui n'en ont pas moins le plus souvent leur source dans une volonté criminelle consciente.

Il en est ainsi, par exemple, de deux délits très pratiques, du délit de chasse et du délit de pêche. Dans l'hypothèse du délit de chasse ou du délit de pêche, comme dans d'autres hypothèses analogues, c'est d'une manière tout arbitraire que la loi écarte la préoccupation de l'intention criminelle. En matière de chasse ou de pêche, l'individu qui contrevient à la défense de la loi le fait presque toujours consciemment, avec la volonté de violer la loi. Nous sommes justement en présence d'infractions qui ont leur source dans la volonté criminelle ; seulement la loi refuse de s'en apercevoir ou de s'en préoccuper. Elle n'envisage rien que le fait matériel, sans vouloir connaître l'intention qui l'a provoqué, sans en permettre la discussion.

Comment allons-nous appliquer en pareil cas les idées que nous avons dégagées ?

Faut-il tenir compte davantage de la nature des choses ou du point de vue légal ?

En soi, si l'on regarde le fond des choses, il semble qu'il y a lieu en pareil cas de réagir contre un état d'esprit contraire à la prohibition de la loi.

Le délit de chasse et le délit de pêche ont le plus souvent leur source dans une volonté antisociale ; il semble donc qu'il soit nécessaire d'influer de temps à autre sur la moralité sociale en matière de chasse et de pêche, par une peine de nature à faire impression.

Si ces deux délits ne pouvaient plus être punis de prison, la foule n'en conclurait-elle pas que ce sont là des peccadilles qui n'ont rien de contraire à l'honnêteté, de sorte que le métier de braconnier pourrait passer pour conforme à la morale sociale. N'en résulterait-il pas, par suite de cet affaïssement des consciences, une augmentation de ces délits.

Au fond, quelle différence y a-t-il entre celui qui en une nuit tue deux ou trois chevreuils élevés à grands frais sur une terre gardée et celui qui vole une chèvre ou un mouton dans une étable ? Dans un cas comme dans l'autre, il y a une atteinte à la propriété d'autrui et le degré d'immoralité des deux délits nous paraît tout à fait voisin.

Malgré cela, nous estimons que les courtes peines d'emprisonnement devraient être supprimées en matière de délits de chasse ou de pêche ou tous autres délits non intentionnels. C'est que la loi n'a pas dû ranger sans raison les délits de chasse, de pêche et autres parmi les délits non intentionnels. Si elle les a rangés dans cette catégorie, c'est qu'elle a dû juger qu'il n'était point utile en pareil cas de se préoccuper de l'intention pour la défense sociale.

Pour nous en tenir aux délits de chasse et de pêche, il est facile de se rendre compte que malgré le rôle réel joué par l'intention dans ces délits, la défense sociale n'est point intéressée à raffermir à leur égard, au même degré qu'en ce qui concerne le vol, la moralité sociale.

Nous ne ferons point intervenir la considération que le

droit de chasse ou de pêche est moins important au point de vue social qu'une autre propriété. En effet, la considération capitale est que le mobile du braconnier ou du pêcheur est dans la plupart des cas tout différent de celui du voleur. Le voleur en s'emparant du bien d'autrui obéit à un mobile cupide. Le braconnier, le pêcheur, en portant atteinte au droit de chasse ou de pêche d'autrui, obéissent bien souvent à un goût naturel, à une passion pour ces divers exercices. Il n'est pas fréquent qu'ils songent d'abord l'un ou l'autre au gain qu'ils pourront réaliser ; ils envisagent essentiellement d'ordinaire la satisfaction de se livrer à cet exercice favori. Il y a bien de nombreuses exceptions ; le mobile cupide se joindra bien aussi à cet autre sentiment ; mais d'une façon générale, c'est la passion pour la chasse ou la pêche en elles-mêmes qui, aux yeux de la foule, paraîtra les inspirer.

Or, non seulement ce mobile en soi est moins vil, moins bas que le mobile cupide, mais surtout la société n'a pas le même besoin de se défendre contre lui. C'est là un mobile qui suppose un tempérament particulier, des conditions spéciales ; il n'est pas de nature à se répandre et à se propager dans la population aussi facilement que le mobile qui guide le voleur. Le mobile cupide, au contraire, est tout prêt à germer dans la conscience de chacun de nous, il est de nature à provoquer toutes espèces d'infractions ; la société doit donc le combattre, le flétrir, réagir contre tout état d'esprit qui tendrait à l'excuser dans la conscience publique, puisqu'il est la cause et la source

d'un nombre indéfini de délits. Aucune de ces considérations ne peut intervenir en ce qui concerne le mobile qui au fond inspire la violation des lois sur la chasse et la pêche.

Ce n'est donc pas sans raisons que la loi a rangé les deux délits que nous avons pris pour exemples, parmi les délits non intentionnels.

Leur immoralité au point de vue social est à peu près indifférente. Or évidemment on pourrait faire un raisonnement analogue à propos de tous délits non intentionnels.

Lorsque le législateur range dans cette catégorie certains délits, malgré que la violation de la loi de la part du délinquant y puisse être consciente, c'est qu'il estime qu'il n'y a pas utilité pour la défense sociale, dans l'espèce, de combattre l'immoralité de ce délit. Nous n'avons aucun motif pour ne pas tenir compte de cette appréciation du législateur.

Toutefois, nous devons provisoirement formuler encore une réserve. La distinction entre les divers délits non intentionnels dont nous avons dû nous préoccuper, pourrait peut-être jouer un rôle à propos de la dernière difficulté qu'il nous faut prévoir, celle de la récidive.

Nous avons remarqué que la plupart des criminalistes qui ont demandé la suppression des courtes peines en matière de délits non intentionnels, réservaient tous la récidive de ces délits. Que devons-nous penser de cette restriction ? Faut-il maintenir la prison légère pour la répression de la récidive des contraventions ou délits non intentionnels ?

La solution nous semble facile en ce qui concerne une première catégorie d'hypothèses. Pour nous, sans hésitation, la prison légère ne doit jamais intervenir en ce qui concerne les délits qui par leur nature même ne peuvent pas être intentionnels. Lorsqu'il s'agit d'un délit qui par sa définition même suppose une erreur, une faute d'attention, une négligence de la part du délinquant, nous n'admettons pas que la récidive, si répétée qu'elle puisse être, en soit jamais punie de prison.

Nous rappelons, pour ne pas multiplier les exemples, le cas de l'officier public qui par négligence délivre un passe-port à une personne sous un nom supposé, dans l'ignorance où il est de sa vraie personnalité. Cette ignorance est un élément substantiel du délit de l'article 155, alinéa premier. En pareil cas ce délit aura beau être répété un grand nombre de fois, cette répétition ne révélera jamais que la profonde incurie de l'agent ; elle ne sera à aucun degré le signe de son immoralité, puisqu'à aucun moment l'agent n'a conscience du dommage qu'il réalise. Lorsque le délit ne suppose pas une volonté dirigée vers un but immoral, coupable, la prison ne convient pas plus pour la centième infraction que pour la première.

Nous ne nous préoccupons pas de la gravité du délit en soi, puisque nous raisonnons abstraitement, mais le centième délit n'impliquant pas plus que le premier une volonté poursuivant un but immoral, cela nous suffit pour affirmer qu'il n'y a jamais lieu de se préoccuper que de la répression individuelle du délinquant ; il n'y a pas besoin

de réagir par une peine faisant impression sur la propagation de l'immoralité dans le public. Et nous savons qu'au point de vue de la répression individuelle la courte peine de prison ne produit jamais que des résultats néfastes. La peine pécuniaire ou autre fût-elle inefficace, — elle le sera rarement tout à fait, au moins il sera rare qu'une série de pénalités prononcées successivement soient toutes inefficaces — vaudrait mieux au point de vue de l'avenir du condamné que la courte peine de prison. Si la peine pécuniaire ou autre peine analogue n'est pas tout à fait suffisante pour corriger l'agent de sa négligence, de son incurie, de sorte qu'il recommence à commettre la même infraction non intentionnelle, c'est un mal sans doute, mais pas bien grave après tout, en comparaison de ce que serait l'inconvénient de la courte peine de prison. Celle-ci par le déclassement du condamné, par la corruption de la prison conduirait le délinquant à commettre des délits intentionnels !

Entre les deux inconvénients il faut choisir le moindre et ne pas hésiter à repousser ici toute application de la prison légère.

La question est au contraire extrêmement embarrassante en ce qui concerne la récidive des délits qualifiés par la loi de non intentionnels mais pour lesquels l'absence d'intention n'est pas substantielle, de sorte qu'en fait ils peuvent être le résultat d'une volonté parfaitement consciente de la culpabilité de l'acte commis. Nous avons fait observer que si de semblables délits étaient qualifiés de non

intentionnels, cela provenait nécessairement de ce que, dans l'espèce, il ne paraissait pas nécessaire au législateur de se défendre contre l'immoralité spéciale de l'intention.

Mais est-ce que ce raisonnement va demeurer vrai en cas de récidive, en cas d'exécution répétée de l'infraction par le même individu ?

Au premier abord il pourrait sembler que oui, car si l'immoralité spéciale du délit n'est pas en fait dangereuse pour l'ordre social, si sa propagation n'est pas à craindre, ce caractère ne changera pas avec la répétition du délit par le même individu. Il pourrait sembler qu'il n'y a pas davantage à se préoccuper de la conscience publique mais seulement de la meilleure répression individuelle du coupable. Néanmoins, il faut tenir compte d'une autre considération. Indépendamment de l'immoralité particulière au délit et du mobile qui l'inspire, la répétition constante du même délit par le même individu contient une immoralité nouvelle ; elle implique une résistance à la loi et une résistance que dans l'espèce nous pouvons supposer voulue, puisque le délit est en fait susceptible d'être intentionnel. Cette immoralité nouvelle a besoin d'être combattue au regard de la conscience publique ; il faut réagir contre cette résistance intentionnelle à la loi, dans l'intérêt de la moralité sociale. Entre les deux considérations contradictoires que nous venons de dégager, l'hésitation est permise.

Peut-être le mieux serait-il de supprimer malgré tout d'une façon absolue les courtes peines de prison, et de permettre seulement en cas de récidive répétée plusieurs fois

une longue peine de prison. Sans doute, nous savons combien le juge répugne à utiliser les peines de prison supérieures à trois ou quatre mois pour les délits légers. Mais il n'y a pas dans l'espèce un grand danger à mettre le juge dans l'alternative de prononcer ou une peine de prison sérieuse ou une peine pécuniaire, puisqu'en général il n'est pas nécessaire ici de faire impression sur le public et que le point de vue de la répression individuelle demeure le plus important.

Finalement, après cet essai de démonstration scientifique, nous concluons à la suppression absolue des courtes peines de prison en matière de délits non intentionnels.

§ 2. — De la suppression absolue des courtes peines d'emprisonnement en matière d'infractions commises par les mineurs.

Nous venons de préciser la portée de notre système en ce qui concerne les délits non intentionnels. Nous allons maintenant limiter sa portée en ce qui concerne les délits intentionnels, en dégageant une exception.

Nous pourrions être beaucoup plus bref, car nous rencontrons peu de contradictions en ce qui concerne l'exception à laquelle nous songeons.

S'il est une classe de délinquants pour laquelle la courte peine d'emprisonnement soit funeste, ce sont les mineurs. Nous entendons bien entendu par mineur le mineur de la loi pénale, âgé de moins de 16 ans. La courte peine de

prison produit à son égard les résultats les plus déplora-
bles. Elle déshonore et décline l'enfant au début de sa vie,
à l'époque où il s'agissait au contraire pour lui de trouver
une place dans la société. Elle lui fait perdre dès ses pre-
mières années toute crainte de la peine, tout sentiment de
honte. Elle le corrompt plus vite et plus facilement qu'un
autre.

Mais surtout, et c'est là le point capital, le point le plus
important à retenir, elle n'est jamais plus injuste qu'à l'é-
gard de l'enfant. La société qui inflige à l'enfant une courte
peine de prison fait faillite à tous ses devoirs. Nous avons
déjà dit plus d'une fois que, pour nous, la société n'avait
pas le droit d'abaisser et de déclasser sans chercher ensuite
à redresser et à reclasser. Cela est vrai surtout à l'égard
du mineur. Le délinquant est alors à un âge qui permet
plus facilement d'espérer l'amendement, d'espérer une ré-
forme morale. De plus, indépendamment même de son
délit, il est à un âge auquel il a le droit de recevoir une
éducation de la société.

Nous considérons donc que le système des articles 66
et 67 du Code pénal constitue une injustice et, de plus,
manque complètement de logique. Lorsque le mineur de
16 ans a agi sans discernement, le tribunal peut l'envoyer
dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année
(art. 66).

Lorsqu'il a agi avec discernement, le tribunal ne peut
plus l'envoyer dans une maison d'éducation, il doit lui
infliger une peine atténuée (art. 67).

En fait, nos tribunaux (1), par une méconnaissance singulière des vœux et des indications de la science pénitentiaire, appliquent très souvent une légère peine de prison (2). Ils répugnent à envoyer les enfants dans les maisons d'éducation correctionnelle dont ils ont une opinion pessimiste.

Rien n'est plus faux que la conception de la loi. C'est précisément lorsque le mineur a agi avec discernement qu'il a le plus besoin d'éducation et de correction, et nous disons que cette correction, la société n'a pas le droit de s'en désintéresser. Elle ne peut pas se contenter d'un châtiment. A l'égard d'un enfant elle a le devoir strict d'entreprendre sa réforme et son éducation.

Nos tribunaux évitent d'envoyer les enfants dans des maisons de correction ; ils sont remplis de préjugés vis-à-vis de ces maisons qu'ils croient être des lieux de perdition, de corruption. Il en était peut-être ainsi autrefois, mais de véritables progrès ont été réalisés ; ces maisons valent mieux que leur réputation et si des reproches peuvent encore pratiquement leur être adressés, elles ne peuvent certainement dans tous les cas être pires pour

(1) Voir la circulaire du garde des sceaux, du 4 janvier 1889, *Revue pénitentiaire* de 1889, p. 227.

(2) En 1896, 124 hommes et 24 femmes de moins de 16 ans ont été condamnés à moins de six jours de prison ; 458 hommes et 107 femmes l'ont été de six jours à un an.

En 1897, 144 hommes et 25 femmes de moins de 16 ans ont été condamnés à moins de six jours de prison ; 392 hommes et 118 femmes l'ont été de six jours à un an (compte général de la justice criminelle pendant les années 1896 et 1897, p. 27).

l'enfant que la prison légère. La prison a le tort de rendre aussitôt l'enfant au milieu où il a vécu et qui l'a déjà corrompu. Elle le corrompt davantage encore ; elle lui fait perdre pour l'avenir toute crainte de la peine. Elle ne peut avoir sur l'enfant aucun effet utile. Ce n'est pas les quelques jours de prison qui lui seront infligés qui pourront le corriger, le ramener dans la bonne voie ; bien au contraire. Il en sortira, non seulement sans être amendé, mais même plus mauvais qu'auparavant. « Et que reste-t-il à l'enfant de cette épreuve ? le simple fait déplorable, démoralisant, incurable d'avoir été un prisonnier. Toute sa vie, que sera-t-il ? Un condamné libéré, avec menace au moindre incident d'être un récidiviste » (1).

Pour tous les mineurs, il faudrait donc une peine de correction et d'amendement, sauf à organiser cette peine de différentes manières et à la rendre plus répressive pour ceux qui ont agi avec discernement. « Ce qu'il faut pour la correction de l'enfant et même dans l'intérêt de la répression, c'est un régime qui garantisse le présent et qui redresse l'avenir, c'est l'éducation » (2).

Nous voudrions que le juge ne pût pas condamner un mineur à une courte peine de prison. Et alors, que risquerait-on ? De voir prononcer des acquittements, ils vaudraient mieux pour l'enfant que la courte peine corruptrice. Or, en matière de délits commis par des mineurs, le point de vue du mineur est le seul qui nous intéresse.

(1) Herbette, *Revue pénitentiaire*, eod. loc.

(2) Herbette, *Revue pénitentiaire*, eod. loc.

Ici par exception, nous n'avons pas à tenir compte de l'action de la peine sur la conscience publique. L'âge du délinquant imprime au délit un caractère spécial et par conséquent une moralité toute particulière. L'absence de répression d'un semblable délit ne peut avoir d'inconvénient au regard de la moralité sociale, parce que dans cette hypothèse nul n'envisagera l'immoralité du délit en soi, chacun ne considérant que la personnalité et l'âge du délinquant.

Or, si nous ne nous préoccupons que du mineur, il ne faut pas craindre de mettre le juge dans l'alternative d'acquitter ou de prononcer un internement de longue durée. Le mineur a tout à perdre, rien à gagner à la prison légère. Mieux vaut encore pour lui l'acquittement, mais il y a lieu d'espérer que dans cette alternative les magistrats recourront davantage à la longue peine d'amendement (1).

(1) « Des soins attentifs, une éducation ferme et sagace peuvent sauver de la chute irrémédiable le plus grand nombre des petits malheureux que notre société regarde tomber dans l'immoralité en attendant qu'elle les rejette comme un méprisable rebut. Plus les exemples et les instincts mauvais ont agi sur eux, plus il faut à l'éducateur cette force que rien ne remplace, le temps. Or c'est précisément contre les natures dangereuses qu'on prononce l'emprisonnement, c'est-à-dire une punition à court délai au lieu de l'éducation à long terme. » Herbet, *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 262.

SECTION III. — Des remèdes contre l'abus judiciaire des courtes peines d'emprisonnement dans les hypothèses où la prison de courte durée doit être maintenue.

Nous venons de conclure à la suppression absolue des courtes peines de prison en matière d'infractions non intentionnelles et en matière de délits commis par des mineurs. Nous n'avons pas osé étendre cette solution aux délits intentionnels et cela surtout dans la crainte que le juge ne comprît pas qu'il devrait remplacer les courtes peines tantôt par des pénalités de nature différente tantôt aussi par une peine de prison supérieure à trois ou quatre mois. Nous avons craint que le juge ne prononçât pas plus souvent que par le passé des peines sérieuses de prison, même à l'égard de délinquants d'habitude et qu'il ne résultât alors de l'application trop fréquente de l'amende ou de peines analogues qui ne sont pas de nature à faire impression sur la conscience publique, un affaïssissement de la moralité.

Mais nous répétons ici que notre idéal serait de voir le juge renoncer de lui-même aux courtes peines et de le voir utiliser convenablement tantôt l'amende ou les peines similaires, tantôt la prison supérieure à trois ou quatre mois (avec ou sans sursis).

Il nous reste à indiquer quelques réformes qui nous paraissent propres à faciliter la réalisation de cet idéal et qui devraient influencer sur l'application des peines par le juge.

Nous apercevons trois semblables réformes : la création du jury correctionnel, la concession au juge de la faculté de prononcer une sentence indéterminée, enfin l'établissement de maisons spéciales dans lesquelles le juge pourrait envoyer les vagabonds.

Nous n'insisterons pas sur ces réformes qui ont été très minutieusement étudiées. Nous voulons seulement rappeler, pour être complets, leur rapport avec le problème des courtes peines.

§ 1. — Du jury correctionnel.

Le jury est une des institutions les plus discutées. Tandis que d'éminents criminalistes demandent son extension aux matières correctionnelles, d'autres voudraient le voir supprimer absolument. Il semble bien pourtant que le jury compte plus de partisans que d'adversaires. Récemment encore, la question ayant été posée devant la Société des prisons, nous avons vu se dessiner une tendance marquée en faveur du maintien du jury (1). Ses adversaires se sont heurtés à la réalité des faits. Si l'on peut reprocher au jury des défaillances, des acquittements injustifiables, les tribunaux correctionnels encourent une critique plus grave, celle d'énervier complètement la répression par l'abus des courtes peines.

(1) Voir le rapport de M. Cruppi et la discussion très intéressante qui a suivi. *Revue pénitentiaire* de 1899, p. 1174, et suiv., et *Revue* de 1900, p. 3 et s. Voir surtout les observations présentées, par M. Garçon, *Revue* de 1899, p. 1193.

Le jury acquitte plus souvent que les magistrats mais il sait aussi être plus sévère. Or cette pratique semble de plus en plus répondre aux conceptions de la science pénitentiaire. Les petites peines ne produisent que de mauvais effets. Il faut être très sévère à l'encontre des délinquants tout à fait pervers, il faut user au contraire de peines qui ne compromettent pas l'avenir, comme l'amende, à l'égard des délinquants occasionnels.

Dès lors, il est permis de croire que l'introduction d'éléments laïques donnerait à nos juridictions correctionnelles plus de souplesse ; elle pourrait arrêter l'abus judiciaire des courtes peines. Cette idée, émise à la Société des prisons, y a rencontré une faveur manifeste (1).

Il serait possible d'ailleurs d'organiser le jury correc-

(1) Voir les observations présentées à la séance de la Société des prisons de décembre 1899 (*Revue pénitentiaire* de 1900, p. 3 et s.) par MM. Roux et Mourral, MM. Larnaude et Flandin. « Il ne semble pas, dit M. le professeur Roux, que la réunion de deux citoyens à un magistrat unique, pour rendre la justice soulève les mêmes objections que l'adjonction de douze citoyens à la Cour d'assises. Au surplus, les jugements des tribunaux correctionnels ne pouvaient pas ne pas y gagner en prestige, car l'impartialité et l'indépendance des sentences ne pourraient pas être mises en doute. Ils y gagneraient aussi en mansuétude et en sévérité. La voix de l'humanité s'élevant au-dessus des raisonnements juridiques aurait plus de chance de se faire entendre, si des citoyens jugeant avec leur gros bon sens étaient associés à un magistrat. La sévérité y trouverait également son compte, car il faut bien croire que l'habitude de juger incline vers l'abus des courtes peines, puisque, pour y remédier, le législateur a pris des mesures de défiance contre les magistrats... Mais ce qui est surtout digne de considération, c'est que dans leurs rapports avec un magistrat éclairé, comme devra l'être nécessairement le président des échevins, les citoyens formeront, par l'exercice de la responsabilité, leur éducation civique dont jusqu'à présent on paraît s'être assez peu préoccupé. »

tionnel d'une manière différente du jury criminel ; ainsi, l'idée d'échevinage paraît réunir en matière correctionnelle l'adhésion unanime. La juridiction correctionnelle pourrait ainsi se composer d'un magistrat et de deux ou trois jurés. Cette réunion ne soulève pas les mêmes critiques que l'échevinage criminel car : 1° l'adjonction des jurés constituerait déjà un progrès en matière correctionnelle, tandis que la réunion de la Cour au jury serait un recul en matière criminelle ; et 2° il importe davantage de sauvegarder l'indépendance des jurés en matière criminelle qu'en matière correctionnelle, les procès correctionnels soulevant beaucoup moins de passions.

Nous ne voyons, pour nous, qu'une objection grave contre cette adjonction de deux jurés laïques aux magistrats correctionnels, c'est la difficulté pratique de recruter les jurés. Nous ne la croyons pas néanmoins insurmontable. Nous croyons que l'on devrait en effet choisir les jurés parmi les fonctionnaires retraités, les notables plus ou moins inoccupés, les anciens commerçants.

Il y aurait là pour eux une occupation intéressante et nous ne pensons pas qu'ils refusent leur concours. Nous ne verrions d'ailleurs aucun inconvénient à donner une certaine permanence à leur fonction ou plutôt à les faire revenir assez fréquemment en fonctions. Ils n'acquerraient pas pour si peu l'esprit professionnel et pour venir siéger quelques semaines tous les ans, par exemple, ils n'en apporteraient pas moins au tribunal l'esprit du dehors, leur habitude de raisonnement exempte de routine, de préjugés de carrière.

Cette réforme, si elle est admise, est, d'après nous, celle qui remédierait le mieux à l'abus des courtes peines par le juge.

§ 2. — Des sentences indéterminées.

La concession au juge de la faculté de prononcer une peine d'amendement constituerait un second remède.

Cette seconde réforme à laquelle nous faisons allusion se rattache à une conception qui a constitué pendant quelque temps la base d'un système pénitentiaire nouveau et qui a joui d'abord d'une grande faveur : celle des sentences indéterminées (1).

D'après cette conception, toute peine devant corriger et redresser en même temps qu'elle châtie, le juge ne devrait jamais prononcer une peine de prison d'une durée fixe, mais une peine indéterminée, devant durer jusqu'à l'amendement du condamné.

Aujourd'hui, cette théorie ainsi présentée sous cette forme absolue est à peu près abandonnée.

Elle se heurte en effet à deux objections capitales.

a) D'abord, sous cette forme absolue, la solution ne serait pas compatible avec nos idées sur la liberté. Nous ne pouvons plus admettre une peine arbitraire. Pour chaque délit le maximum doit être fixé à la fois par la loi et par le juge.

Tout ce que l'on pourrait tolérer, c'est que la loi et le juge fixassent un maximum élevé de façon que le con-

(1) Sur ce sujet : rapport de M. Saleilles, Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, 1900, voir aussi Levy, Thèse citée.

damné pût, en fait, être gardé en prison le temps nécessaire, sauf à le renvoyer avant l'expiration, s'il est déjà amendé.

Mais dès lors que ce système admet la fixation d'un maximum par le juge, il faut craindre la tendance du juge à appliquer toujours de courtes peines. Ce système est très bon à titre de recommandation pour le juge d'élever le maximum de façon à donner plus de latitude à l'administration pour la bonne exécution de la peine dans un sens efficace pour le condamné, mais ce n'est plus qu'une recommandation.

b) La deuxième objection, la plus grave, c'est qu'en principe, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de critérium de l'amendement du condamné. Il est impossible de dire que l'on gardera le condamné en prison jusqu'à sa complète correction morale, car il n'y a pas moyen de discerner cette correction.

On n'en pourra avoir la preuve que lorsque le prisonnier aura été rendu à la liberté, en le voyant à l'œuvre, mais il est impossible d'en juger dans la prison. Toutefois cette objection, vraie en général, cesse peut-être de l'être dans une hypothèse particulière, lorsque la criminalité du délinquant provient d'une tare pathologique.

Nous faisons allusion ici à ces anormaux dont la science pénitentiaire s'est tant préoccupée depuis un certain nombre d'années et qui ont donné lieu à la théorie et à la pratique de la responsabilité atténuée.

Parmi les délinquants, il y en a beaucoup qui sont dégénérés. Cette vérité que l'école anthropologique a beaucoup

aidé à mettre en évidence s'est facilement propagée dans la foule et dans le milieu judiciaire. Les tribunaux prononcent très souvent une courte peine de prison sur le fondement d'une dégénérescence. Ils adoucissent la prison, ils diminuent la durée de la peine parce qu'il leur paraît injuste de condamner un dégénéré avec la même sévérité qu'un homme normal. Ils tiennent compte de la responsabilité atténuée du délinquant pour rendre légère et courte sa peine d'emprisonnement.

Cette conclusion nous paraît absolument fausse. Nous ne nions ni l'anormalité, ni la responsabilité atténuée, mais nous prétendons qu'il est absurde d'en déduire une diminution de peine.

La peine doit avant tout défendre la société, et la société n'a pas d'adversaires plus terribles que les anormaux et les dégénérés. Sans doute nous reconnaissons que la défense sociale ne peut pas être injuste, qu'elle doit être tempérée par la justice, aussi, nous nous bornons à demander après d'éminents criminalistes l'application d'une pénalité spéciale aux anormaux. Or c'est ici que la conception des sentences indéterminées va pouvoir trouver son utilité et son domaine.

La guérison des anormaux peut être constatée. Rien n'empêche par conséquent de soumettre les dégénérés à un régime médical et moral d'amendement.

Voici donc ce qui pourrait être fait. Il conviendrait d'organiser des établissements pénitentiaires nouveaux spécialement aménagés pour recevoir des anormaux et pour

préparer leur guérison physique en même temps que leur reclassement social.

Le juge sera libre d'envoyer dans ces établissements les individus qui lui paraîtraient ne pas jouir d'une pleine responsabilité ; il les y enverrait pour un temps maximum fixé par lui et qui serait nécessairement élevé.

Cette réforme qui est en général aujourd'hui préconisée comme la seule application pratique des sentences indéterminées (sauf ce que nous avons dit des mineurs, pour lesquels la peine d'amendement devrait être la seule admise, nous l'avons vu) ne constituerait pas sans doute un remède absolu contre les courtes peines. La longue peine d'amendement ne pourrait être que facultative pour le juge et elle demeurerait toujours exceptionnelle.

Néanmoins l'abaissement de la pénalité ayant une de ses causes principales dans la conception de la responsabilité atténuée, on pourrait attendre du juge une utilisation assez large du régime d'amendement que nous préconisons et qui éviterait bien souvent l'application des courtes peines.

§ 3. — Des maisons de refuge pour les vagabonds.

La troisième réforme que nous voulons indiquer part d'une idée toute voisine de celle qui précède. De même que nous demandons la création de « *reformatoires* » appropriés pour les anormaux et les dégénérés, établissements qui enlèveraient un certain nombre de clients à la prison de courte durée, nous désirerions voir créer des maisons spéciales pour les vagabonds.

Les vagabonds sont peut-être les clients les plus nombreux de cette prison de courte durée.

Nous ne prétendons pas proposer la suppression des peines de prison en matière de vagabondage. Il y a là un délit extrêmement dangereux, qui trouble profondément la tranquillité publique (1); d'autre part, l'envoi de tous les vagabonds dans des maisons spéciales serait impossible.

Les courtes peines de prison ne sont jamais bonnes pour eux; elles achèvent au contraire de les corrompre. Mais il y a des cas dans lesquels l'application de la prison se conçoit pour eux, dans lesquels une longue peine serait excellente, c'est lorsqu'il s'agit d'un vagabond jeune et solide, capable de travailler.

Seulement il vient un moment où le vagabond déjà vieux est à peu près incapable de tout travail; il lui est devenu impossible de changer de vie. A ce moment les juges comprennent l'injustice de la longue peine de prison et se contentent de prononcer une courte peine. Notre vagabond va ainsi de prison en prison, alternant un court séjour dans la maison de l'Etat avec une petite période de voyage et

(1) « Le nombre croissant des chemineaux, des nomades errant de village en village, les menaces et parfois les violences à l'aide desquels ils prélèvent sur le paysan un lourd impôt, les délits et les crimes commis par cette armée de trente mille hommes contre laquelle les forces combinées de la gendarmerie et de la police soutiennent mollement une lutte inégale, la faiblesse des parquets et des juges, tout a concouru à jeter l'inquiétude dans les populations. On a constaté que notre société est impuissante soit à châtier le mendiant et le vagabond coupable soit à assister, à relever fraternellement le mendiant malheureux » (Exposé des motifs de la proposition de loi présentée par M. Cruppi et rapportée plus bas).

de liberté. Cette situation est à la fois dangereuse et contradictoire.

Le remède consisterait précisément à créer des maisons spéciales (1), sortes de refuges pour cette classe de vagabonds. Le juge aurait la faculté d'y envoyer les vagabonds quand il voudrait.

Et alors nous serions en droit d'espérer du juge la pratique suivante : ou bien le juge estimerait que le vagabond est capable de travail, capable de changer de vie, de se reclasser, et alors il devrait lui infliger une peine de prison sérieuse, longue, pour préparer son redressement. Ou bien le juge estimerait le vagabond irrémédiablement incapable de modifier son existence et alors il ne devrait pas recourir à la prison légère mais à la maison spéciale de refuge.

L'existence de ces maisons en obligeant le juge à réfléchir davantage et en le poussant à condamner plus sévèrement les vagabonds valides, diminuerait à la fois l'application des courtes peines et la progression du vagabon-

(1) Voir la proposition de loi relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir ou à réprimer le vagabondage ou la mendicité, proposition présentée par M. Cruppi à la Chambre des députés, séance du 25 janvier 1899 (Annexe n° 651).

« Tendre la main à l'ouvrier victime du chômage, d'une infortune privée ou d'une crise industrielle ; lui prodiguer ainsi qu'à l'invalidé et à l'infirme tous les secours matériels et moraux que la cité doit à ses enfants. Frapper au contraire avec fermeté, parquer et priver des moyens de nuire le vicieux, l'incorrigible, l'antisocial ; tel est le problème » (Exposé des motifs).

dage. Ce sont les courtes peines qui font en grande partie le vagabondage.

La création de maisons de refuge ne serait pas seulement juste à l'égard des vagabonds invalides ; elle serait un progrès énorme pour la défense sociale si elle faisait entrer le juge dans la voie des longues peines de prison pour les vagabonds valides.

DEUXIÈME PARTIE

DES PÉNALITÉS QUI POURRAIENT ÊTRE SUBSTITUÉES AUX COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT.

La conclusion générale qui se dégage de notre première partie, c'est que les courtes peines d'emprisonnement doivent, autant que possible, être toujours remplacées, tantôt par une peine de prison plus longue (avec ou sans sursis), tantôt par une pénalité de nature différente.

Il nous reste, dans cette seconde partie, à étudier les pénalités qui pourraient être substituées à la prison légère.

Théoriquement, ces pénalités seront applicables dans une double série de cas : 1° lorsqu'il s'agira d'un délinquant non encore perversi définitivement et qui a besoin d'être averti, intimidé, châtié, plutôt que redressé ; 2° lorsque le délit se présentera dans des conditions matérielles ou morales qui le rendent peu important, de telle sorte qu'il suffît, pour le réprimer, soit d'un blâme, soit d'une souffrance légère. Les pénalités substituées devront donc aller depuis le simple avertissement ou blâme jusqu'au châtiment.

Mais ce châtiment devra être tel qu'il puisse être infligé

au condamné sans compromettre son avenir, sans le réduire à ce point qu'il devienne difficile pour lui de vivre et de faire vivre sa famille honnêtement dans la société.

Dans la double série de cas que nous prévoyons, nous allons jusqu'à dire qu'il vaudrait mieux ne pas punir et courir ainsi la chance d'un renouvellement de ces infractions légères par le délinquant impuni que de punir d'une peine mal organisée, mal appropriée, qui désunirait la famille de ce délinquant, qui ferait désormais de celui-ci un déclassé, n'ayant plus de place dans la société honnête. L'absence de peine vaudrait mieux car elle laisserait le délinquant persévérer dans ses contraventions et ses peccadilles, tandis qu'une peine exagérée et mal conçue pousserait le délinquant à des délits plus graves et même aux pires crimes.

Nous en avons fait la preuve ; nous n'avons plus à y revenir, mais cela devait être rappelé au début de notre seconde partie.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ADMONITION ET DU PARDON.

SECTION I. — De l'Admonition.

Parmi les pénalités qui ont été proposées pour remplacer les courtes peines d'emprisonnement, l'admonition occupe une place importante. Ce n'est pas une institution nouvelle ; elle existait déjà en droit romain et elle a été admise dans bien des législations étrangères.

En pratique, lorsqu'un inculpé a de très bons antécédents, lorsque sa faute est très légère, les magistrats du parquet, faisant preuve de la plus grande indulgence, se bornent quelquefois à l'admonester sans poursuivre. Il s'agirait de transformer cette habitude en règle introduite dans la législation. L'admonition serait alors solennellement prononcée à l'audience par le tribunal.

Les avis les plus divers ont été émis sur l'opportunité de l'introduction de cette peine dans la loi française ; elle a donné lieu à de nombreuses discussions ; les uns prétendant qu'elle pourra rendre les plus grands services ; les autres, au contraire, ne lui reconnaissant aucune valeur et la considérant comme une mesure dérisoire (1).

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, 1888, p. 146 ; rapport de M. A. Ri-

Voyons rapidement l'histoire de l'admonition ; nous étudierons ensuite quel est son caractère, quels avantages elle présente :

§ 1. — Historique.

L'admonition est une peine très ancienne. Elle remonte au droit romain. Au Digeste, elle est appelée *severa interlocutio*. Elle servait en particulier à remplacer la peine des verges contre l'individu dont l'imprudence avait causé un incendie. Au Code on la retrouve également (1).

Le droit canonique l'avait adoptée ; mais la *monitio* n'était pas alors une peine mais un simple avertissement. La *monitio* devait avoir lieu avant toute poursuite.

vière : « M. le conseiller Petit est convaincu que la prononciation solennelle d'une admonition adressée par le tribunal à un individu non encore perversi, comparaisant pour la première fois en justice, produirait sur lui et sur tout le public, une salutaire, profonde et suffisante impression. »

« Au contraire, M. Béranger, ajoute le même rapport, ne pourrait voir sans crainte adopter une mesure tellement bénigne qu'elle laisserait en somme l'admonesté sortir du prétoire la tête parfois très haute, presque en triomphateur, en face de la victime, privée de toute réparation effective. »

(1) Digeste, Loi 3, p. 1, I, 15. « Cognoscit præfectus vigilum de incendiariis, effractoribus, furibus, raptoribus, receptatoribus, nisi si quæ tam atrox, tamque famosa persona sit, ut præfecto urbi remittatur. Et quia plerumque incendia culpa fiunt inhabitantium : aut fustibus castigat eos qui negligentius ignem habuerunt aut severa interlocutione comminatus, fustium castigationem remittit. »

Code, Loi 19. 2. 12. « Interlocutio præsidis, quæ indicta est, infamem eum de quo quæris, fecisse non videtur, cum non specialiter ob injuriam vel admissam vim condemnatus sit, sed ita præsidis verbis gravatus et admonitus ut ad melioris vitæ frugem se reformat. »

Pour que la désobéissance aux règles morales qui entraînait la punition fût constatée, il fallait qu'il y ait eu mépris de l'admonition (1).

L'ancien droit français connaissait l'admonition. On la trouve définie au *Répertoire* de Merlin « sorte de punition qui se prononce en matière de délit et qui consiste dans une réprimande que le juge fait à l'accusé, en l'avertissant d'être plus circonspect à l'avenir et de ne plus retomber dans la même faute que celle pour laquelle il a été admonesté, à peine d'être puni plus sévèrement ».

L'admonition ne notait pas d'infamie celui à qui elle était adressée, et, à cause de cela, on pouvait la prononcer sur une simple information, sans qu'il fût nécessaire de procéder au récolement et à la confrontation des témoins.

Le blâme au contraire était infamant. C'était, en matière criminelle, la réprimande qu'adressait le juge à un coupable « en suite d'une sentence ou d'un arrêt (2) ».

Le Code pénal de 1791, dans la crainte probablement qu'une place trop importante ne fût laissée à l'arbitraire du juge, supprima en même temps que le blâme l'admo-

(1) Voir Mendelssohn Bartholdy, *De monitione canonica*; Suarez, *De censuris ecclesiasticis*.

(2) *Répertoire* de Merlin, I, p. 213. II, p. 176.

L'admonition n'était pas très fréquemment employée dans l'ancien droit. On l'appliquait surtout comme peine disciplinaire, ainsi que le témoignent les différents exemples rapportés dans Merlin. Un commis du greffe criminel du parlement encourut l'admonition le 30 juillet 1625; on lui enjoignit de ne plus contrevenir aux règlements sur le fait de sa charge.

nition et le Code pénal de 1810 la laissa également de côté.

L'admonition n'existe donc plus en France. Toutefois la une commission nommée pour rechercher les améliorations qu'il y aurait à apporter au Code pénal a introduit dans le chapitre VI une institution qui ressemble à l'admonition : le pardon.

L'article 66 est ainsi conçu : « Dans tous les cas où soit en vertu des dispositions de la loi pénale, soit par suite de la déclaration de circonstances atténuantes, le juge serait autorisé à n'appliquer qu'une amende, il pourra, si le prévenu n'a pas encore été condamné pour crime ou délit, ne pas prononcer de condamnation. Il avertira le prévenu qu'en cas de nouvelle infraction, il ne devra plus compter sur l'immunité pénale. Le prévenu absous sera condamné aux dépens et, s'il y a lieu, à tous dommages-intérêts au profit de la partie civile (1). »

§ 2. — Législations étrangères.

L'admonition est entrée dans plusieurs législations étrangères. Elle figure comme peine correctionnelle à l'article 26 du Code espagnol (2). En 1871, elle apparaît en Allemagne ; mais seulement pour les mineurs de 12 à 18 ans. L'article 57 du Code de l'Empire d'Allemagne est ainsi conçu : « lorsqu'un individu, âgé de plus de 12 ans et

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 176.

(2) Le Code Espagnol admet une réprimande publique (portes ouvertes) et une réprimande privée (portes fermées).

de moins de 18 ans, sera condamné pour avoir commis dans cet intervalle un acte punissable avec le discernement nécessaire pour en comprendre le caractère délictueux, il y aura lieu de lui appliquer les dispositions ci-après, etc. etc. ; 4° en cas de délit ou de contravention, le tribunal pourra, dans les cas les moins graves, se contenter d'infliger au prévenu une réprimande. » En 1877, l'article 30 du Code pénal Russe fut rédigé ainsi : « les peines correctionnelles déterminées par la loi sont les suivantes... 7° les réprimandes dans l'audience du tribunal, les observations et les exhortations de la part des tribunaux ou des autorités administratives » et l'article 40 : « les réprimandes devant le tribunal, suivant le degré de culpabilité peuvent être plus ou moins sévères ; les plus sévères sont faites toutes portes ouvertes. »

Le Code pénal Portugais de 1886 contient des dispositions à peu près semblables (1) et en 1889, le nouveau Code pénal Italien a maintenu l'admonition qui était admise en Italie par des législations antérieures (2). L'article 26 du nouveau Code Italien énumère un certain nombre

(1) Voir *Congrès pénitentiaire de Paris*, 1895, II, p. 606 et s.

(2) L'admonition, réprimande prononcée par le juge, existait dans l'ancien Code sardo-napolitain (art. 47 ets.) ainsi que dans l'ancien Code sub-alpin ; elle intervenait d'une manière isolée ou conjointement avec d'autres mesures répressives. C'était une véritable peine, figurant au casier judiciaire. Il faut citer également l'ancien Code Toscan, qui avait admis l'admonition sous le nom de réprimande judiciaire. Il ne faut pas confondre avec l'admonition répressive du Code sardo-napolitain, l'admonition préventive, avertissement, établi par la loi du 20 mars 1865, sur la sûreté publique et infligée par les préteurs aux vagabonds. Voir Lacoïnta, *Code pénal d'Italie*, notes, p. 23 et 24.

de conditions nécessaires pour l'application de l'admonition. La peine édictée par la loi doit être d'une certaine nature ; les circonstances atténuantes doivent être admises et l'individu ne doit pas avoir encouru auparavant certaines condamnations déterminées. Ces conditions sont indiquées dans l'article 26 ainsi conçu : « quand la peine édictée par la loi n'excède pas un mois de détention ou d'arrêt, trois mois de confinement ou trois cents livres de l'une ou l'autre espèce d'amende, si les circonstances atténuantes sont admises et que le coupable n'ait jamais encouru de condamnation à la suite de délit et n'ait pas été atteint, à raison d'une contravention, d'une peine supérieure à un mois d'arrêt, le juge peut déclarer qu'à la peine par lui prononcée est substituée la réprimande judiciaire.

« La réprimande judiciaire consiste dans un avertissement approprié à la situation particulière de la personne et aux circonstances du fait, avertissement qu'au sujet des prescriptions de la loi violée et des conséquences de l'infraction commise, le juge adresse au coupable en audience publique. Si le condamné ne se présente pas à l'audience fixée pour la réprimande ou s'il ne la reçoit pas avec respect, la peine portée par la sentence, à raison de l'infraction commise, devient applicable. »

Le législateur espère que le délinquant réfléchira d'une façon sérieuse et que l'indulgence dont les juges ont fait preuve à son égard, l'engagera à ne pas récidiver ; mais, craignant cependant que cela ne suffise pas, la loi a édicté que le condamné s'obligerait à payer une somme d'argent

au cas où il retomberait une seconde fois dans un délai déterminé. Le juge peut même exiger le concours d'une ou de plusieurs cautions. »

C'est ce que dit l'article 27 : « dans le cas prévu à l'article précédent, le condamné doit s'obliger personnellement, et lorsque le juge l'estime opportun, même avec le concours d'une ou de plusieurs cautions idoines et solidaires, à payer une somme déterminée à titre d'amende, au cas où, dans un délai fixé par la sentence, délai non supérieur à deux ans, quant au délit et à un an relativement aux contraventions, le condamné commettrait une nouvelle infraction, sauf l'application, à raison de la nouvelle infraction, de la peine édictée par la loi. Il appartient au juge de statuer sur l'idonéité des cautions. Si le condamné ne se soumet pas à l'obligation précitée ou ne présente pas de cautions idoines, la peine portée dans la sentence, à raison de l'infraction commise, devient applicable. »

L'admonition était inscrite avant 1871 au Code pénal Thuringien, et ce dernier décidait que pour donner plus d'autorité à la prononciation de cette peine, pour la rendre plus sévère, elle serait prononcée, si le juge le décidait ainsi, devant tous ceux qui étaient impliqués dans l'affaire (1). L'article 17 était ainsi conçu : « la réprimande a lieu non seulement dans le cas où la prison ou l'amende sans restriction sont indiquées comme minimum de la peine et où

(1) Voir Congrès de Paris, II, 1895, p. 622.

l'action coupable reprochée à l'accusé ou sa participation sont d'une importance si minime, ou lorsqu'il existe des circonstances atténuantes si plausibles que tout autre peine paraîtrait comme excessive. L'admonition est donnée, soit verbalement dans la salle du tribunal, soit par écrit. L'admonestation verbale peut être aggravée en y faisant assister les personnes impliquées dans l'acte criminel (personnes lésées) ».

En dehors de toutes les législations qui viennent d'être citées, d'autres encore contiennent l'admonition, notamment celle de plusieurs cantons de la Suisse (4). C'est donc une peine très répandue.

§ 3. — Etude critique de l'admonition.

La question de l'admonition a été plusieurs fois à l'ordre du jour, pendant ces dernières années, dans les congrès pénitentiaires ; elle a été l'objet de nombreuses discussions.

Au Congrès international de Rome, en 1885, la question fut discutée très vivement, sans aboutir à une décision ferme. On en vota le renvoi au prochain congrès pénitentiaire.

La discussion reprit au Congrès de Saint-Pétersbourg, en 1890 ; il y eut onze rapports sur la question de savoir « sous quelles conditions et dans quelle mesure il conviendrait d'admettre dans la législation un système d'admoni-

(4) Voir Lacointa, *op. cit.*, p. 24, notes.

tions ou remontrances adressées par le juge au coupable, et tenant lieu de toute condamnation ».

En 1895, le Congrès international tint ses séances à Paris. La huitième question soumise à ses délibérations était la suivante dans sa première partie : pour quels genres d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions, et dans quelle mesure conviendrait-il d'admettre dans la législation le système des admonitions, etc., etc. C'était donc identiquement la même question qu'à Saint-Petersbourg.

Durant les diverses séances de ces congrès, on a soutenu et combattu tour à tour l'admonition par de nombreux arguments. Les critiques les plus vives ont été formulées contre elles : c'est une peine dérisoire a-t-on dit d'abord, une peine dont tous les coupables se moqueront. « Si l'accusé ne veut pas prendre cette peine au sérieux, il peut l'accueillir le sourire aux lèvres, d'un air de défi, et s'en aller, se moquant de la faiblesse bienveillante de la justice (1). » L'admonition, a-t-on dit, n'aurait pas pour effet de grandir l'autorité de la justice ni de faire respecter ses décisions. — Mais le juge pourrait très bien empêcher ces mauvais résultats de se produire. Il n'userait de l'admonition « qu'à l'égard de ceux qui par leur bonne conduite antérieure, leurs regrets et leur attitude respectueuse, s'en seraient montrés dignes (2) ». Dans le cas où le juge se serait trompé et verrait sa déclaration accueillie par le pré-

(1) Congrès de St-Petersbourg, II, p. 484 ; rapport de M. Von Liszt.

(2) Congrès de St-Petersbourg, II, p. 551 ; rapport de M. Petit.

venu avec des marques de dédain et une attitude moqueuse et inconvenante, il pourrait appliquer aussitôt à la place de l'admonition, la peine supérieure fixée à côté d'elle dans la loi, lorsque l'admonition est une peine substituée, comme dans le nouveau Code Italien (... si le condamné ne la reçoit pas avec respect, la peine qui aurait été infligée pour l'infraction commise sera appliquée). Si l'admonition était fixée comme une peine unique, le juge aurait alors la faculté de prononcer la peine immédiatement supérieure dans l'échelle des peines.

On reproche à l'admonition d'avoir une efficacité inégale et incertaine. Comme effet moral, elle aurait, dit-on, les résultats les plus inégaux, suivant le caractère des individus auxquels elle serait appliquée.

Pour ceux dont le sentiment de l'honneur est vif elle sera une peine trop dure, exagérée dans sa sévérité. Quant aux autres, qui n'ont aucun sentiment de dignité, ils ne seront pas touchés par cette peine ; ils resteront impunis. Elle serait « très sensible aux consciences délicates, sur les autres, elle glisserait sans les atteindre » (1). « L'admonition est un pardon avec humiliation pour le pardonné repentant ; pour celui qui ne l'est pas, c'est le pardon avec humiliation pour la justice (2). »

Aux criminalistes qui faisaient cette objection au congrès de St-Pétersbourg, M. Pessina répondit très bien : « l'admonition a son contenu de souffrance ; et c'est l'hu-

(1) Congrès de Paris, 1895, II, p. 609.

(2) Voir *Revue pénitentiaire*, 1899, p. 618, et janvier 1891.

miliation qu'on inflige au condamné, en le forçant à recevoir en public le reproche de son acte illégitime. L'efficacité différente qu'elle exerce est un mal qui accompagne toutes les espèces de pénalités (1). »

Et, en effet, le reproche qu'on adresse à l'admonition à savoir qu'elle atteint les uns et pas les autres, ou les uns moins que les autres, ce reproche pourrait être adressé à toutes sortes de peines. On ne peut jamais être certain d'arriver à une égalité parfaite et de produire le même résultat chez deux délinquants au moyen de la même peine, surtout quand cette peine est comme l'admonition, exclusivement d'ordre moral. On critique beaucoup l'admonition, parce qu'elle entraîne l'humiliation du prévenu ; est-ce une critique bien juste ? C'est bien plutôt à l'amour propre qu'à l'honneur que l'admonition porte atteinte, ce qui est un résultat très utile dans l'intérêt d'une prévention efficace, et c'est précisément pour éviter le déshonneur au prévenu que le juge ne l'a pas condamné à la prison. On ne peut, en tous cas, comparer l'admonition à la prison au point de vue de l'humiliation, de la flétrissure, qui retombent sur le condamné.

L'admonition, dit-on encore, est une conception généreuse, faisant honneur à ses partisans, mais elle ne remplit pas le but que doit remplir la peine. A supposer qu'elle ait un effet répressif, elle ne le produirait que dans certains cas absolument spéciaux, alors que la peine, ayant

(1) Congrès de St-Petersbourg, I, p. 188.

pour but de combattre la criminalité, devrait agir sur tous les condamnés ou au moins sur une grande majorité. L'intérêt social de la répression ne trouve donc pas ici satisfaction, encore moins l'exemplarité de la peine. L'admonition n'est nullement exemplaire ; elle ne produira aucune impression et sera au contraire une sorte d'excitation à commettre le délit.

Toutes ces affirmations sont-elles fondées ? Il est permis de ne pas le croire et de penser que l'effet produit par l'admonition peut être d'une tout autre nature. Nous croyons que tous ceux qui auront entendu prononcer la réprimande applaudiront à cet acte de justice du tribunal qui vient de faire preuve d'indulgence à l'égard d'un délinquant qui en était véritablement digne. « On objecterait à tort, disait M. Petit, dans son rapport au Congrès de Saint-Petersbourg, que l'admonition ne serait pas exemplaire. En effet, après les débats publics qui auraient établi soit l'insignifiance du délit, soit des particularités atténuant dans la plus large mesure la culpabilité du prévenu, l'admonition serait accueillie avec une unanime satisfaction, comme un acte d'excellente justice, en parfait accord avec le caractère de la faute commise et le degré d'immoralité de son auteur (1).

Nous croyons que l'admonition serait efficace ; ce n'est pas d'ailleurs une peine nouvelle et l'expérience du passé est là pour montrer tous les services qu'elle a rendus. Du reste, lorsqu'un individu a été acquitté par le tribunal,

(1) Congrès de St-Petersbourg, II, p. 550.

alors qu'il était poursuivi à raison d'un premier délit, il est bien rare de le retrouver de nouveau devant la justice pour répondre d'une autre infraction. Le sentiment de gratitude qu'a fait naître l'indulgence des juges le retient souvent dans le droit chemin. De plus, la honte d'avoir comparu en justice, la crainte d'une condamnation qu'il a évitée une première fois, mais qu'il n'éviterait certainement pas une seconde, contribuent beaucoup à le préserver d'une rechute. Ces considérations donnent bien à penser qu'il en serait de même si, au lieu d'acquitter le prévenu, les juges prononçaient l'admonition. Cet avertissement porterait des fruits.

L'admonition permettrait de se conformer d'une façon parfaite à la loi, d'en faire une équitable application. Ainsi une action est commise, elle tombe littéralement sous le coup de la loi pénale, ; mais elle est d'une minime importance et les circonstances du fait sont absolument spéciales. Que doit faire le juge ? Il se prend à douter. Doit-il suivre les termes de la loi et appliquer une peine qui n'est nullement en rapport avec le délit, ou bien doit-il acquitter ? En prenant ce dernier parti, il n'applique pas la loi mais il agit conformément à la justice. Est-ce qu'en pareille circonstance le juge ne serait pas heureux de pouvoir se servir de l'admonition (1), et n'est-ce pas la solu-

(1) Il semble que dans bien des circonstances, le juge manifeste très clairement ce sentiment. En pratique, après avoir condamné à une peine, à une amende par exemple, un prévenu très digne d'intérêt, le président fait souvent, à Paris du moins, appeler l'avocat et lui conseille de

tion du problème ? La justice serait satisfaite et la loi respectée.

L'admonition, avertissement solennel adressé par le juge à l'accusé, contient en elle-même les qualités nécessaires pour la faire inscrire parmi les peines. Si l'effet général de la peine peut être considéré « comme une action psychologique, capable de réveiller le sentiment du devoir dans la société, restaurer la notion du droit aux yeux du coupable, ainsi que des autres membres du corps social, la peine de l'admonition, concentrant en elle l'élément de réprobation du devoir violé, s'inspire d'un principe qui entre dans tous les autres moyens de peine (1) ».

Mais, dit-on, l'individu lésé a droit à la répression, et il ne trouve pas satisfaction dans l'admonition ; c'est une critique qui a été souvent formulée. Mais ce n'est pas dans l'intérêt d'un individu lésé, mais dans l'intérêt de la société que la justice doit agir ; ce qui doit lui importer surtout, ce sont les conséquences de son action au point de vue social. Si une légère condamnation de prison peut avoir des conséquences fatales ce n'est pas pour venger la victime du délit qu'il faut la prononcer.

Beaucoup de criminalistes apprécient favorablement l'admonition et fondent sur elle un sérieux espoir en vue

rédiger un recours en grâce, qu'il s'engage à apostiller. La peine prononcée joue alors le rôle de l'admonition.

Cette façon d'agir n'est-elle pas une preuve que le besoin de l'admonition se fait sentir et que cette peine comblerait une véritable lacune de la loi.

(1) Congrès de St-Petersbourg, II, p. 569.

d'une diminution de la criminalité. « Donner à la justice, relativement à des infractions peu graves, la faculté de substituer un solennel avertissement à la peine encourue, quand il y a dans la cause des circonstances atténuantes, et si le passé du prévenu le permet, c'est l'exciter au relèvement ; dans ces limites, la mansuétude peut être plus efficace que la rigueur (1). »

Finalement, l'institution de l'admonition nous apparaît comme le complément nécessaire de la loi Bérenger. L'application de la loi Bérenger ne supprime pas, en effet, la prison, elle rend seulement conditionnelle la peine de prison. Il nous semble qu'il existe beaucoup de cas dans lesquels ni la gravité du délit, ni l'individualité du délinquant ne justifient soit l'idée de malhonnêteté impliquée dans toute condamnation à la prison même conditionnelle, soit encore la menace d'une peine de prison.

§ 4. — Organisation de la peine et domaine d'application.

L'admonition, d'après nous, a sa place marquée dans l'échelle des peines, nous voudrions la voir entrer dans la loi pénale.

a) L'admonition, qui est une véritable peine, doit être inscrite au casier judiciaire, mais non mentionnée sur le bulletin délivré aux administrations et aux simples particuliers.

b) C'est une peine très appropriée aux délinquants mineurs ; elle peut être appliquée à tous les délinquants pri-

(1) Lacoïnta, *Code pénal d'Italie*, Introduction, p. XLII.

maires pour des délits minimes, en cas de circonstances atténuantes.

c) L'exécution de l'admonition doit être fixée d'une façon précise, et avoir lieu solennellement, pour faire impression sur le délinquant.

d) Si la déclaration faite par le juge est accueillie par le délinquant avec dédain et manque de respect, le juge lui appliquera la peine supérieure.

e) L'admonition pourrait entraîner le paiement des frais et la partie lésée pourrait intenter, en se basant sur elle, une action en dommages et intérêts.

Voilà comment nous croyons que l'admonition peut être organisée. L'admonition doit être une peine, mais d'une nature particulière ; elle ne doit pas laisser de traces capables de porter préjudice à celui qui en a été l'objet. Elle serait inscrite au casier judiciaire (n^{os} 1 et 2), parce qu'il est nécessaire qu'il en reste un souvenir durable. Il faut qu'une indication utile soit donnée aux magistrats pour le cas où l'admonesté commettrait un nouveau délit. Il avait été averti après une première faute ; malgré cet avertissement, il retombe encore, il mérite par conséquent d'être plus sévèrement traité.

L'admonition devrait être employée, comme nous l'avons dit, pour des délits minimes et en cas de circonstances atténuantes. Infligée pour une faute grave, elle serait disproportionnée. Il faut que la situation du prévenu soit telle qu'il se recommande par lui-même à toute l'indulgence du tribunal. L'admonition est une mesure de

faveur, qui serait réservée aux délinquants primaires seuls. Elle pourrait être inscrite dans la loi comme peine principale pour certains délits très peu graves : mais nous la comprenons surtout comme peine substituée à une autre peine plus importante ; ce serait au juge à décider si, dans l'espèce, la peine supérieure est nécessaire à la répression, ou bien si l'admonition ne suffirait pas et ne serait pas plus salutaire. Elle serait par exemple très utilement appliquée dans certains cas d'appropriation du bien d'autrui si l'objet dérobé est insignifiant, si la faute est très légère. De même, dans un autre genre d'idées, il arrive qu'un individu dont le passé est absolument intact, dont la conduite a toujours été irréprochable, le caractère et l'existence très paisibles, se trouve par hasard faire partie d'un groupe où une conversation de plus en plus animée dégénère en querelle. Entraîné, provoqué par des paroles injurieuses et par des menaces, il se laisse aller à des violences, qui s'expliquent facilement en raison des circonstances. Est-ce que pour ces coups, pour ces blessures mêmes dont cet individu s'est rendu exceptionnellement et pour ainsi dire involontairement coupable, la peine de l'admonition n'est pas tout à fait indiquée ? Le juge lui fera des reproches de s'être laissé ainsi entraîner à la colère et aux violences, le mettra en garde contre le retour de pareils actes, et l'avertira que si le fait venait à se reproduire, ce serait d'une peine sévère qu'il serait frappé. Aucune peine autre que l'admonition

ne pourrait avoir dans l'espèce un meilleur effet, de plus salutaires résultats (1).

Un individu, qui est en état de légitime défense, use du droit incontestable de se protéger lui-même ; mais il en use à l'excès. L'admonition serait encore ici une très bonne peine.

Elle servirait aussi très bien pour les cas d'imprudence, dans lesquels la culpabilité de l'individu est presque absente, et qui ressemblent à peu près à des cas de force majeure.

Il y aurait un moyen pour le juge de renforcer l'admonition, lorsque cela lui paraîtrait nécessaire, ce serait de lui adjoindre un cautionnement. Le délinquant serait forcé de verser une certaine somme, déterminée par le juge ; celui-ci fixerait d'avance un délai et avertirait le prévenu que si, le délai expiré, il n'a pas commis de nouveau délit, la somme déposée lui sera remise, mais que, s'il vient à en commettre un, il perdra définitivement cette somme, ce qui constituera pour lui une amende, en plus de la peine principale à laquelle il pourra être condamné et qui sera probablement sévère, en raison de la clémence dont il a été l'objet tout d'abord.

Le cautionnement a été souvent compris parmi les pé-

(1) « L'admonition permettrait au juge de s'abstenir de prononcer ces amendes ou ces emprisonnements de courte durée, que, pour obéir à sa conscience et à la loi, il regrette plus d'une fois d'être dans la douloureuse nécessité d'infliger. » Congrès de St-Petersbourg, II, p. 549 ; rapport de M. Petit.

nalités qu'on pourrait substituer aux courtes peines d'emprisonnement.

Au nombre des mesures proposées, à la première session de l'Union internationale de droit pénal, pour remplacer ces peines, nous voyons figurer le cautionnement (1). Il a été signalé au législateur comme digne d'être sérieusement pris en considération.

Le cautionnement paraît au premier abord très recommandable. Le délinquant sera retenu dans le droit chemin, à défaut d'autres mobiles et d'autres sentiments plus élevés, d'abord par la crainte de la condamnation qu'il a été sur le point d'entendre prononcer contre lui et aussi par la crainte de perdre définitivement la somme déposée.

Cependant une critique grave s'élève tout de suite contre le cautionnement. Pour le fournir, il faut, sinon être riche, du moins posséder une certaine fortune ; et cette mesure apparaît donc comme applicable seulement aux classes aisées. Or la loi pénale ne doit renfermer aucune disposition qui soit empreinte d'un caractère d'inégalité. « Il est de la plus haute importance au point de vue du prestige, des effets salutaires de la loi pénale, que la fortune ne crée aucun privilège, aucune faveur » (2).

L'objection a été formulée au Congrès de Bruxelles et

(1) Voir *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, I, p. 162 et 163.

(2) Rapport sur la 1^{re} session de l'Union internationale, *Revue de droit international*, 1890, p. 287.

on a répondu que, sans doute, tous les délinquants ne seraient pas en mesure de fournir un cautionnement, mais que d'autres viendraient en aide à ceux qui ne le pourraient pas. « Le cautionnement peut être employé, disait M. von Liszt, lors même que le délinquant est sans fortune. Le patron ou le maître peuvent être disposés dans certains cas à le fournir pour des serviteurs ou des ouvriers dont la conduite générale ne laisse rien à désirer ; de cette manière s'établiraient ainsi des rapports de protection tutélaire, qui ne seraient pas sans importance au point de vue social (1). »

Il est bien difficile de généraliser ainsi et beaucoup de délinquants ne trouveront probablement pas à leur disposition un maître ou un ami prêt à verser une caution pour eux.

Ce n'est peut-être pas cependant une objection insurmontable, et il y aurait peut-être un moyen d'employer le cautionnement, en le faisant varier d'après la fortune des délinquants. A ceux qui appartiennent à une classe aisée, le juge demanderait une somme plus forte qu'à ceux qui vivent de leur modeste salaire, somme proportionnée à leur fortune. Ce système soulève il est vrai à son tour beaucoup d'objections (nous retrouverons plus loin les mêmes objections à propos de l'amende) et nous convenons qu'il est très difficile à mettre en pratique.

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, I, p. 162.

Le cautionnement existe en Angleterre, c'est la *recognition to keep the peace*. Au lieu d'infliger une peine ordinaire, le juge anglais, dans les cas de querelles, de violences, force les délinquants à déposer une certaine somme qui ne leur sera rendue que si, dans un délai fixé, les querelles ne se sont pas renouvelées.

Cette pratique produit de bons résultats. « Dans la plupart des cas le juge rétablit la paix et calme les ressentiments bien mieux qu'en envoyant en prison (1). »

On pourrait peut être, à l'imitation de ce qui se passe en Angleterre, employer le cautionnement seul, pour réprimer certains délits particuliers mais nous comprendrions surtout le cautionnement réuni à l'admonition ; ces deux mesures se compléteraient très bien l'une l'autre. Ainsi sont réunies dans le nouveau Code pénal Italien, l'admonition et la promesse de bonne conduite (2).

Nous croyons que l'admonition, ainsi organisée et ré-

(1) Prins, *Criminalité et répression*, p. 104.

(2) Il est intéressant de rappeler ici la caution de *no offender* du Code mexicain, promesse de ne pas commettre le délit dont on avait l'intention de se rendre coupable, et promesse garantie par une caution. La violation de l'engagement constitue une circonstance aggravante du délit. De plus, si une personne est suspecte en raison de ses antécédents, on peut exiger d'elle une promesse de bonne conduite, qui la rendra passible des peines de la récidive, si elle vient à violer sa promesse.

D'après le projet du Code pénal suisse, en cas de menaces dont on peut craindre la réalisation, ou lorsqu'un individu condamné pour un délit a manifesté son intention de récidiver, on peut exiger de lui une promesse de bonne conduite avec obligation de fournir à l'appui une sûreté suffisante (Voir Gallet, *La notion de la tentative punissable*, Thèse, 1898, p. 229).

glementée, complétée, dans certains cas peut-être, par le cautionnement, serait une peine très efficace. Ce serait un très utile remède contre les courtes peines de prison. Elle éviterait au délinquant qui a toujours été jusque-là sans reproche, la honte d'une condamnation qui compromettrait son avenir. L'admonition serait probablement très bien accueillie, si elle prenait place dans la loi pénale. « La restauration de cette antique mesure, dit M. Bonneville de Marsangy, assurerait à la justice répressive ce qui lui manque le plus dans ce siècle, la popularité. »

« Le citoyen est d'autant plus porté à se courber sous l'autorité de la loi, qu'il trouve dans sa conscience et sa raison plus de motifs d'en être fier » (1). Nous croyons que le seul avertissement donné par le juge sera écouté et sera utile. L'admonition aura un pouvoir répressif très réel.

SECTION II. — De l'admonition et de l'institution d'une excuse absolutoire judiciaire.

Nous venons de voir ce que pourrait être l'admonition prononcée par les juges en audience publique. Mais nous pouvons concevoir une admonition sous une forme diffé-

(1) Congrès de Rome, I, p. 180 ; rapport de M. Teichmann.

« Si les infractions sont tellement légères, les antécédents de l'inculpé tellement honorables, ses regrets si sincères que pour lui le juge trouve encore excessive la limite extrême du minimum, pourquoi forcément infliger à cet inculpé une peine de prison ou d'amende, alors qu'il serait assez puni par l'admonition publique » (Bonneville de Marsangy, *Amélioration de la loi criminelle*, II, p. 218).

rente. On pourrait peut-être atteindre le même résultat en donnant un avertissement au délinquant, « sans lui infliger l'inutile humiliation d'un débat public (1) ».

Les magistrats du parquet examinent les plaintes et les procès-verbaux établis par les officiers de police judiciaire et peuvent classer l'affaire, parce qu'ils estiment que le délit n'est pas constitué ou qu'il n'y a aucun intérêt à donner suite à l'affaire. En général, le délinquant ne sait pas ce qui s'est passé. L'innovation consisterait en ceci. Le représentant du ministère public notifierait la décision de « sans suite » et ferait appeler le délinquant. Il l'avertirait qu'en raison de circonstances toutes spéciales, en raison de ses bons antécédents, il ne sera pas poursuivi, mais que les pièces de l'enquête resteront avec la mention de l'avertissement donné, et qu'en cas de nouveau délit une peine sévère lui sera certainement infligée. Cette admonition laisserait peut-être quelquefois un souvenir moins vif au délinquant que celle qui serait prononcée par le tribunal ; elle ferait peut-être moins d'impression. Et puis, inspire-t-elle la même confiance, est-elle entourée des mêmes garanties que l'admonition prononcée dans la solennité de l'audience ? Quoi qu'il en soit, elle aurait le grand avantage de permettre au coupable de se soustraire à la comparaison en justice et d'éviter la honte du débat public.

C'est aussi la préoccupation d'épargner au délinquant vraiment digne d'indulgence et de faveurs cette humiliation

(1) Voir Congrès de Paris, 1895, II, p. 610.

de la comparution en justice qui a donné naissance à la récente proposition rapportée dans un chapitre précédent. Lorsqu'il est à peu près certain que les juges feront au délinquant application de la loi de sursis, pourquoi traduire celui-ci devant le tribunal si un résultat analogue peut être atteint, tout en supprimant le débat public ? D'après le système proposé, le juge d'instruction rendrait, comme nous l'avons vu, une ordonnance de renvoi avec sursis (*suprà*, p. 58).

Nous répétons ce que nous avons déjà dit plus haut : Une loi qui appliquerait ce système et créerait cette extension de la loi de 1891 serait une loi excellente ; mais cette nouvelle institution verrait forcément son application limitée par suite du droit de citation directe.

Toute personne qui a été lésée par un délit a le droit, pour obtenir réparation de ce préjudice, de citer directement le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle. Voilà donc, par le fait de la partie lésée, le délinquant traduit en justice : s'il est digne d'indulgence le tribunal lui accordera le bénéfice du sursis, mais si, dans la circonstance, la prison conditionnelle ne convient pas (et nous avons vu qu'il en est ainsi dans de nombreux cas), il faudra avoir recours alors à l'admonition ou à une institution qui lui ressemble mais ne se confond pas du tout avec elle, le « pardon », tel que l'a établi l'article 66 du projet de Code pénal français.

D'après cet article, le juge pourra ne pas prononcer de condamnation si le prévenu n'a pas été primitivement condamné pour crime ou délit. Il avertira le prévenu que, s'il

vient à commettre une nouvelle faute, il se verra alors appliquer une peine. Il y a certainement une ressemblance entre ce pardon et l'admonition, nous jugeons cependant les deux institutions très différentes. Par exemple d'après l'article 66 du Code Italien, le prévenu doit être réprimandé, il recevra une sérieuse et sévère admonestation ; c'est bien plus grave que le simple avertissement de l'article 66 du projet français, par lequel le juge annonce au prévenu que son délit ne sera pas puni mais qu'un second délit recevrait un châtiment. L'admonition, elle, est une véritable peine.

En somme le juge qui peut déjà, au moyen des circonstances atténuantes, réduire la peine à quelque chose d'insignifiant ne pousserait-il pas trop loin l'indulgence en pardonnant tout à fait ?

« Non, a-t-on dit : l'essence de la mission judiciaire est de constater la faute, et, la faute constatée, d'appliquer la loi qui mesure, comme il paraît juste et utile, la répression et l'indulgence dont l'absolution est le dernier terme. Le sentiment public comprendra parfaitement le pardon et l'approuvera, pourvu que les tribunaux insèrent avec soin dans leurs motifs les faits sur lesquels il est fondé : ce seront les explications fournies dans chaque espèce qui donneront à cette institution toute sa valeur (1). »

Les conditions imposées par l'article 66 du projet, pour que le pardon soit possible, sont très précises. La prévenu ne doit être passible que d'une amende (c'est une condi-

(1) Etude sur le projet de réforme du Code pénal, par M. Le Poitevin, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 176.

tion qui peut être réalisée dans tous les cas pour les délits) et il doit n'avoir encouru auparavant aucune condamnation.

Ces deux conditions ne se retrouvent pas dans un nouveau système se rapprochant beaucoup du précédent, et qui a fait l'objet d'une proposition de loi récemment déposée à la Chambre des députés et ayant pour objet de compléter l'article 463 du Code pénal.

Cette proposition a été soumise à la commission de législation criminelle. « Son auteur estime, dit le rapporteur de la commission (1), que c'est à tort que la loi pénale ne poursuit l'amendement du coupable que par le châtement. « Il pense que dans bien des cas, la clémence, cette vertu si haute et si douce à appliquer, serait d'une efficacité plus grande que la sévérité même atténuée ; et que la seule comparution devant le tribunal, les observations ou réprimandes, adressées publiquement par le magistrat, seraient pour certains prévenus suivant leur nature, leur éducation, leur délicatesse de sentiment, la sincérité de leur repentir et les circonstances de la cause, une punition morale suffisamment grave pour réprimer l'infraction commise et en éviter à tout jamais le retour. Il voudrait que la loi donnât au juge, qui restera souverain appréciable de son application, le pouvoir d'absoudre purement et simplement le coupable, estimant que cette faculté serait une atténuation salutaire aux rigueurs parfois exces-

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 3 avril 1900, n° 1576 ; proposition de M. Morlot.

sives de notre droit écrit qui enserre le juge au point de le contraindre à condamner, alors même qu'il est convaincu que la condamnation amènera vraisemblablement l'irréremédiable chute de celui auquel il l'inflige. »

Les deux paragraphes suivants ont en conséquence été proposés pour compléter l'article 463 (1) : « en outre, même si les faits qui font l'objet de la poursuite sont établis, le juge aura toujours le pouvoir d'absoudre par une décision motivée, quand cet acte de clémence lui apparaîtra comme le plus sûr moyen d'arriver à la moralisation du coupable.

Les frais de poursuite resteront dans ce cas à la charge du prévenu absous, mais pour leur recouvrement, il pourra, s'il est indigent, être dispensé de la contrainte par corps par la même décision. » En somme cette proposition de loi tend à créer une excuse absolutoire judiciaire.

La commission de législation criminelle n'a pas cru devoir l'adopter ; elle n'a pas trouvé nécessaire la création de cette excuse, estimant que les circonstances atténuantes et le sursis permettaient aux magistrats de se montrer aussi miséricordieux que possible envers le coupable digne d'intérêt (2).

Les conditions exigées par l'article 66 du projet du Code

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, 1893 ; projet de Code pénal.

(2) La proposition a été soumise à la 1^{re} section de la Société des prisons. Elle y a trouvé des partisans, notamment M. Le Poittevin. M. Petit l'a énergiquement repoussée ainsi que M. Tarde qui considère qu'elle ne tendrait qu'à étrangler la justice. En majorité la 1^{re} section l'a repoussée (Voir le rapport déjà cité de P. Lerebours-Pigeonnière, *Revue pénitentiaire*, mars 1901, p. 329).

pénal ne sont pas reproduites dans ce texte que l'on propose d'ajouter à l'article 463. Le pardon de la proposition Morlot est donc plus large que celui de l'article 66 ; il n'est pas limité comme ce dernier ; il peut profiter même au délinquant qui a déjà encouru une condamnation. Le juge recevrait évidemment par là un pouvoir extrêmement étendu et dont en tous cas il ne devrait pas abuser. Exercé avec tact et modération, ce pouvoir pourrait peut-être donner d'heureux résultats. Ce système nouveau du pardon ou de l'absolution séduit beaucoup. En effet pourquoi forcer le juge à prononcer une condamnation, même la plus légère, s'il est dans l'intérêt de la justice de n'en prononcer aucune, et si la plus faible punition peut amener de fâcheuses conséquences ? Mais, en réfléchissant, on se prend cependant à douter et on est peut-être tenté de s'en tenir à la peine de l'admonition, comme le dernier degré de l'indulgence du juge. En effet, absoudre c'est de la part du juge déclarer que l'individu qui a été amené devant le tribunal a bien agi et qu'on n'a rien à lui reprocher. N'y a-t-il pas à cela quelque chose de choquant ? La loi a fixé d'une manière certaine et précise que telle action, accomplie dans certaines conditions, constituait un délit. Un individu vient à commettre cette action ; il est arrêté, traduit devant le tribunal, et ce dernier, la preuve étant très bien établie, reconnaît parfaitement le fait et cependant il absout ; il renvoie le délinquant sans lui infliger la moindre peine. Nous ne pouvons pas ne pas voir entre la prescription de la loi et la décision du juge, une contradiction fâcheuse.

CHAPITRE II

DE L'AMENDE ET DES CORVÉES PÉNALES.

SECTION I. — De l'amende et de la contrainte par corps.

Lorsqu'on recherche les diverses pénalités qui pourraient utilement remplacer les courtes peines de prison, on pense tout naturellement à l'amende. C'était la peine de droit commun, pendant très longtemps dans l'ancienne France. « A tout méfait n'échet qu'amende », disait Loysel. Bentham l'appelait la peine par excellence. Nous la trouvons inscrite très fréquemment dans la loi pénale.

L'étude complète de l'amende demanderait de longs développements, mais nous ne voulons entrer ici dans aucun détail. C'est de toutes les peines celle qui a été le plus souvent et le plus sérieusement étudiée, surtout depuis que la lutte contre les courtes peines d'emprisonnement est ouverte.

Nous croyons du reste avoir suffisamment montré par ce que nous en avons déjà dit précédemment, que l'amende est en elle-même une très bonne peine, quoiqu'on lui ait reproché d'être dans certains cas inefficace.

Contentons-nous de rappeler quels avantages appréciables elle présente, nous en avons déjà cité quelques-uns dans un précédent chapitre.

Nous avons dit que l'amende était une peine sérieuse. D'abord elle frappe le délinquant dans ses biens, dans sa fortune, or la fortune est une chose à laquelle il tient essentiellement. « Priver un individu d'une partie de sa fortune, n'est-ce pas lui ravir l'espoir des jouissances qu'il comptait se procurer avec elle ? On lui impose des privations et par là on lui cause une souffrance (1). »

La peine de l'amende est très intimidante, très corrective. Punir d'une amende celui qui a agi par cupidité (2) c'est le punir par où il a péché, c'est un châtiment qui lui sera très pénible. Donner de l'argent sera pour lui la chose la plus douloureuse. Un paysan s'est emparé, dans un champ, d'instruments de labour appartenant à son voisin. Si les juges le condamnent à la prison, la peine sera probablement courte, parce que c'est un premier délit, ce sera une peine de quinze jours, d'un mois de prison. On lui permettra de purger sa condamnation à l'époque où ce sera une moins grande gêne pour lui, par exemple en hiver. Il viendra là se faire nourrir et chauffer pendant un mois sans aucun souci, sans aucun travail, et il en sortira plus ou moins perverti, dans tous les cas familiarisé avec la

(1) Labbe, *Amende pénale et amende fiscale*, Thèse Lille, 1894, p. 51. « Celui qui l'a ressentie se corrigera très probablement ; quand une mauvaise action se présentera à son esprit, il verra immédiatement se dresser devant lui la rude privation qu'il a endurée ; . . . il ne recommencera pas ; on s'habitue à la prison ; on ne saurait s'habituer à l'amende. Ainsi sera atteint le but que la société doit rechercher en infligeant une peine » (Labbe, *op. cit.*, p. 52).

(2) Le mobile de cupidité est très répandu, c'est un de ceux qui provoquent le plus de délits. Il faut une pénalité appropriée.

prison, il retournera alors chez lui, en n'emportant un souvenir ni terrifiant ni pénible du petit séjour qu'il vient d'y faire. Supposons au contraire que ce paysan, au lieu d'encourir une courte peine de prison, soit condamné pour le même fait à une peine d'amende de cinq cents, de mille francs ; elle sera très pénible pour lui, bien plus pénible que la précédente. S'il parvient à s'acquitter de cette dette, il gardera toujours très présent, le souvenir des sacrifices qu'elle lui aura coûtés. Cette amende sera véritablement intimidante. Si son champ est saisi, c'est pour lui un désastre complet (1).

Voilà un des principaux caractères de l'amende, un de ses principaux avantages. Ajoutons à cela celui de ne pas pervertir par un contact nuisible entre les condamnés et de ne pas déshonorer, car, à tort ou à raison, le délinquant qui n'encourt qu'une peine d'amende évite, à la différence du prisonnier, la flétrissure de l'opinion publique.

L'amende est une peine extrêmement souple, elle peut se plier à l'infini à toutes les nécessités de la répression. On peut la faire varier de façon à l'adapter rigoureusement aux divers degrés de culpabilité des délinquants et de gravité des délits. Le juge peut en faire une peine très sévère, très sensible au condamné ou au contraire ne lui imposer qu'une très légère privation, en abaissant au plus bas minimum possible le taux de l'amende.

L'amende a encore le très grand avantage de ne pas sé-

(1) Ces idées ont été développées et ces exemples cités par M. Gargon, à son cours.

parer le condamné de sa famille ; nous avons vu les graves inconvénients qu'engendre cette désunion. Mais l'amende, a-t-on dit, et c'est un des plus graves reproches qu'on lui adresse, sera très inégalement ressentie. Ecrasante pour l'un, elle pèsera très peu sur l'autre. Légère au riche, elle constituera une peine très sévère pour le travailleur, pour celui dont l'unique ressource est le salaire de chaque jour. Le remède tout indiqué contre ce défaut de l'amende, le seul moyen de la rendre équitable, c'est de la proportionner à la fortune du délinquant, théoriquement ce serait parfait, mais c'est certainement très difficile à réaliser en pratique.

Il faudrait permettre pour cela au juge de fixer arbitrairement l'amende, or cet arbitraire du juge est très dangereux ; le juge pourrait être porté dans certains cas à exagérer la peine. On dit : il faut que le juge arrive à connaître la fortune du délinquant, mais c'est un résultat qui n'est pas facile à atteindre. C'est une recherche très délicate ; où le juge puisera-t-il les éléments de cette appréciation ? (1) Voilà bien des objections ; nous ne les croyons pas insurmontables. La perspective d'inquisitions fait naître, nous le savons, bien des oppositions et des craintes, mais les « gens dont nous scruterions la fortune, disait M. Leveillé à la Société des prisons, sont, après tout, des

(1) Toutes ces objections se présentent en matière d'impôt sur le revenu. Si cet impôt était admis, la question que nous discutons serait bien facilitée.

individus ayant commis des infractions, nous avons le droit de peser ce qu'ils valent (1).

Certains criminalistes ont nié cette nécessité d'élever le taux de l'amende suivant la fortune des délinquants, ou plutôt ils ont vu dans cette appréciation de la fortune des délinquants quelque chose de contraire aux principes du droit pénal. « On ne doit pas tenir compte, disait M. Faustin Hélie, de la position pécuniaire des délinquants pour l'application de l'amende, parce que la loi n'a pas fait de la richesse une circonstance aggravante de la peine. »

Quoi qu'il en soit, le principe contraire a déjà plusieurs fois triomphé. La loi pénale en Espagne et en Belgique, donne au juge le conseil de faire une estimation de la fortune des délinquants, afin de fixer plus équitablement le taux de l'amende.

De nombreux criminalistes recommandent ce système, et voyant en lui un moyen de répression absolument conforme à la justice désireraient le voir entrer dans la loi pénale (2).

Seulement, il serait dangereux, à notre avis, de laisser le juge absolument libre d'élever l'amende, suivant les ren-

(1) *Revue pénitentiaire* de 1893, p. 878.

M. Leveillé ajoute : « Il y a un article 192 au titre du mariage, qui décide que lorsqu'un mariage n'a pas été précédé des publications voulues, les époux et les parents sont passibles d'une amende qui doit être proportionnée à leur fortune. Le principe de l'amende variant avec la fortune des coupables est donc introduit dès 1804 dans notre Code fondamental, dans notre loi civile, nous pourrions donc nous engager plus avant encore dans cette voie. »

(2) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 712, 717, 731, 878.

seignements qu'il peut avoir recueillis sur la situation pécuniaire des délinquants.

Le mieux serait de limiter cet arbitraire en inscrivant dans la loi un maximum ; mais ce maximum devrait être plus élevé que celui qui est fixé par le Code pénal. Les peines d'amende sont en général trop faibles. Ce taux maximum empêcherait des exagérations de se produire et laisserait en même temps au juge une liberté d'appréciation suffisante.

On pourra ainsi faire de l'amende une pénalité aussi parfaite que possible, on pourra lui faire subir toutes sortes d'améliorations, mais tout cela ne pourra produire d'effet qu'à une condition, c'est que les condamnés soient solvables.

C'est en présence d'individus insolvable que le problème de l'amende est le plus difficile à résoudre. Contre eux, cette peine est inefficace.

Que faut-il faire pour remédier à cette situation ?

Est-ce à dire que, aussitôt que le délinquant est insolvable et dès qu'il faut une peine plus sévère que l'admonition, il faille déjà revenir à la prison, c'est-à-dire à la courte peine de prison ?

Tous nos développements antérieurs tendent à montrer que cette inefficacité ne doit pas nous y faire revenir, or, c'est ce que fait actuellement la loi, en définitive. La contrainte par corps est attachée à toutes les condamnations à l'amende (1) (art. 52, 467, C. pén.). La contrainte par

(1) Dalloz, *Contrainte par corps*, n° 609.

corps soulève de nombreuses critiques. Nous en avons précédemment indiqué quelques-unes. La contrainte est en général de courte durée et elle entraîne tous les inconvénients, tous les dangers des courtes peines d'emprisonnement : c'est comme si le délinquant avait été condamné directement à une courte peine. De quelque façon que soit subie la contrainte par corps, sous quelque régime spécial qu'elle soit exécutée, fût-ce dans une prison particulière et en cellule pour éviter le contact corrupteur entre les condamnés, elle n'en conserve pas moins dans tous les cas un caractère déshonorant. Comme tout internement elle entraîne pour celui qui la subit une flétrissure, elle décline.

Les jurisconsultes discutent (1) la question de savoir si la contrainte par corps est une pénalité subsidiaire, une peine de prison substituée à l'amende reconnue inefficace ou si elle n'est pas un mode de contrainte en vue de faire payer l'amende.

En droit, il est certain que ce n'est pas une peine de prison subsidiaire puisqu'elle n'est pas toujours appliquée dans les cas d'insolvabilité, mais en fait, quand elle est appliquée, il est certain qu'elle apparaît toujours aux yeux du public comme une peine de prison subsidiaire et le bon sens de la foule en somme a raison de la considérer ainsi ; elle n'est que cela en pratique.

Le juge avait infligé une peine, la contrainte par corps

(1) Voir Labbe, *op. cit.*, p. 77 et s.

a le grave défaut d'en changer la nature. En réalité d'une peine pécuniaire elle fait une peine corporelle (1).

C'est de plus « une peine injuste parce qu'elle est inégale, trop douce pour qui, comme le vagabond, voit dans la prison un lieu meilleur où l'on peut aux frais de l'Etat vivre dans l'oisiveté, trop dure au contraire pour le travailleur, délinquant d'un jour, auquel elle imprime une flétrissure dont la pauvreté seule est la cause » (2).

A tous ces défauts de la contrainte par corps il faut ajouter celui-ci qui n'est pas le moins grave. La peine pécuniaire transformée ainsi en emprisonnement ne remplit aucunement son but. Toute condamnation à l'amende doit en effet, pour remplir son but, atteindre le patrimoine du délinquant, assez profondément pour être vraiment répressive et empêcher par là même le retour de nouvelles infractions. Elle doit enrichir l'Etat, créancier de l'amende.

Or la contrainte par corps n'aboutit à aucun de ces résultats ; elle est pour l'Etat absolument désastreuse. Elle met à sa charge des frais énormes, puisqu'il est forcé de nourrir une foule de gens, la plupart du temps des individus oisifs, ou qui, lorsqu'ils travaillent, ne travaillent que pour eux (3).

(1) « Les peines pécuniaires ne sont des peines recommandables que dans la mesure où elles peuvent être exécutées comme peines pécuniaires. L'amende ne doit jamais se transformer en peine d'emprisonnement (M. van Hamel, *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, III, p. 314).

(2) Pilon, *Des corvées pénales*, Caen, 1898, p. 11.

(3) « Aujourd'hui, le débiteur de l'amende peut, s'il le veut, reposer sa paresse, ou bien, s'il préfère travailler, l'argent qu'il amasse est

Les résultats de la contrainte par corps sont donc déplorables pour l'Etat.

Vis-à-vis des individus solvables les résultats sont déjà assez faibles. En 1881 la contrainte par corps a été exercée contre 7.984 personnes solvables et 4.704 seulement se sont libérées ; 3.280 ont préféré subir la contrainte plutôt que de payer (1).

Contre les insolvable on peut dire que le résultat est négatif. Les frais que l'Etat s'impose sont absolument faits en pure perte. Si quelques-uns se libèrent, ce sont de très rares exceptions (ce qui est du reste naturel, s'ils sont vraiment des insolvable).

Voilà donc l'Etat forcé de nourrir, d'entretenir tous ces condamnés pendant un temps souvent assez long et cela pour n'aboutir à peu près à rien ; et cet entretien lui coûte fort cher. En moyenne un prisonnier revient par jour à l'Etat à 0 fr. 60 ; il n'y a qu'à multiplier par le chiffre énorme de jours de contrainte pour se rendre compte des frais que cette dernière entraîne (2).

pour lui et non pour l'Etat » (Pilon, *op. cit.*, p. 14). « Si encore l'Etat tirait quelque profit de leur travail ; mais non leur séjour en prison est improductif et pour lui et pour lui seul.

« L'application de la loi de 1867 revient à leur ouvrir pour un certain temps un atelier dans lequel ils gagnent peu mais sont défrayés de tout. Ensuite, ils sortent avec un petit pécule qui ne doit rien à personne ; n'est-ce pas l'Etat-Providence celui qui enrichit ainsi ses débiteurs ? » (Mémoire de M. Drioux lu à la Société des prisons, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 1030 et 1032. Voir aussi *Revue*, 1893, p. 1060).

(1) Labbe, *op. cit.*, p. 84.

(2) Pilon, *op. cit.*, p. 15, 16 et 18.

En 1890, il était dû à l'Etat pour amendes : 5.177.422 francs et pour

Nous avons vu très succinctement ce qu'est la contrainte par corps, injuste et mauvaise pour l'individu et pour la société. La conclusion logique que nous devons en tirer, c'est que la contrainte ayant tous ces défauts devrait disparaître. Elle n'atteint nullement son but, elle est nuisible; il faut la supprimer. C'est ce qui vient tout récemment, à la Chambre des députés, de faire l'objet d'une proposition pour laquelle l'urgence a été déclarée. Après avoir dit que l'œuvre de la justice ne doit pas être un châtiment aveugle mais une recherche éclairée de la cause d'un délit par l'examen des conditions de la vie du coupable, l'auteur de la proposition de loi ajoute dans l'exposé

frais à recouvrer : 7.537.006 francs ; la contrainte par corps en effet est aussi employée pour le remboursement des frais de justice avancés. 18.151 condamnés ont subi la contrainte dont 14.316 insolvable.

2.093.276 francs ont été recouvrés d'une part, soit 41 0/0 des amendes et 3.030.936 francs d'autre part, soit 40 0/0 des avances de frais.

En 1895 (compte général de la justice criminelle pour 1895, p. 154), il y a eu 5.933 solvables détenus et 26.658 insolvable.

En 1896 (compte général pour 1896, p. 152) il y a eu 6.083 solvables détenus et 25.492 insolvable.

En 1897 (compte général pour 1897, p. 152), il y a eu 5.443 solvable détenus et 25.479 insolvable.

5.443 dont : 4.025, moins de 15 jours.

658, de 15 jours à 1 mois.

357, de 1 mois à 2 mois.

144, de 2 mois à 3 mois.

102, de 3 mois à 4 mois.

77, 4 mois et plus.

25.479 dont : 17.932, moins de 15 jours.

3.210, de 15 jours à 1 mois.

2.371, de 1 à 2 mois.

531, de 2 à 3 mois.

415, de 3 à 4 mois.

433, 4 mois et plus.

des motifs : « Parmi les nombreuses réformes en ce sens, l'abolition de la contrainte par corps nous semble une des plus urgentes. La contrainte par corps est la mesure la plus injuste qui soit. Elle est faite contre les malheureux, contre les pauvres.... Quand le travailleur a de la prison, c'est pendant l'emprisonnement le manque d'argent pour les siens, c'est-à-dire le manque de pain.... et comme le malheureux ne peut pas payer les frais de justice et l'amende, il faut qu'il retourne en prison par contrainte par corps, il faut qu'il laisse encore les siens privés de son salaire. C'est alors la misère sans issue ; c'est la mère de famille sans espoir, c'est l'enfant sans nourriture et sans vêtements. Et que retire donc la société de la contrainte par corps, de cet emprisonnement pour dettes ? Rien, sinon un surcroît de dépenses puisqu'elle doit payer les frais d'arrestation et la nourriture du prisonnier contraint (1). »

La contrainte par corps est-elle destinée à disparaître promptement ? Nous croyons qu'on ne peut que vivement le désirer. Mais alors sa disparition accomplie, qu'est-ce que nous mettrons à sa place ? Laisserons-nous ces condamnations à l'amende inexécutées, sans aucune sanction ? N'est-il pas possible d'imaginer d'autres moyens de coercition que la contrainte ? Et d'abord, à supposer que nous n'en trouvions aucun, cela d'après nous, vaudrait encore mieux que d'en appliquer d'aussi peu efficaces et d'aussi

(1) Proposition de loi déposée le 26 mars 1901 à la Chambre des députés, par M. Albert Poulain, *Journal officiel*, p. 938.

nuisibles que la prison (1). Un premier moyen a déjà été proposé ; il consisterait en ceci : on pourrait par une déclaration de faillite, frapper les individus condamnés à l'amende et ne se libérant pas ; ils seraient réputés faillis envers l'Etat et déchus de certains droits comme le droit d'être juré, le droit de vote. Ce serait certainement une privation très vivement ressentie par beaucoup ; ils se sentiraient abaissés, humiliés par cette déchéance et feraient tous leurs efforts pour se libérer de leur dette, afin de reconquérir leurs droits (2).

Et pourquoi n'ajouterait-on pas aussi à l'amende, comme cela a été également proposé, la publicité du jugement de condamnation par la voie de l'affichage ou par la voie de la presse. Cette mesure qui ne peut avoir lieu qu'exceptionnellement, en vertu d'un texte spécial (3) pourrait être dans certains cas dans la main du juge, un très bon instrument de répression (4).

Nous voulons enfin indiquer un système qui pourrait dans bien des cas, à notre avis, faciliter le paiement de l'amende. Un individu est condamné à une amende ; il

(1) Voir *Revue pénitentiaire*, 1887, p. 313.

(2) « On se demande en vérité pourquoi l'on hésiterait à appliquer au condamné correctionnel une déchéance temporaire de droits dont on frappe journellement des négociants qui la plupart sont des débiteurs malheureux et de bonne foi » (Bonneville de Marsangy, *Revue pénitentiaire*, 1887, p. 312).

(3) Diffamation, loi du 26 mai 1819.

(4) M. le Dr Félisch dont nous étudierons les théories à propos des corvées pénales, propose comme moyen de coercition contre les insolubles de leur interdire l'entrée des cabarets. Nous n'avons pas beaucoup de confiance dans l'efficacité de ce moyen.

manque absolument pour l'instant des ressources nécessaires pour se libérer. La loi ne devrait-elle pas, d'abord, permettre d'accorder au condamné un certain temps pour acquitter sa dette, permettre de lui accorder des délais ? il trouvera peut-être d'ici là des ressources suffisantes. Nous croyons que la faculté de payer par acomptes devrait être également accordée au condamné à l'amende et qu'elle pourrait être profitable (1).

Enfin ne serait-il pas possible que quelqu'un vint au secours du condamné et lui donnât, sous forme de prêt par exemple, la somme nécessaire pour acquitter sa dette ?

C'est un rôle charitable qui conviendrait parfaitement aux sociétés de patronage. Nous ne croyons pas qu'il y ait un texte de loi défendant de venir ainsi en aide aux condamnés (2). Nous ne croyons pas qu'en agissant de la sorte on se rende complice du délit qu'a été commis. Il a cependant été soutenu qu'il y avait là une complicité punissable parce qu'on empêche ainsi l'effet du jugement de se produire. La peine, dit-on, devait apporter au condamné une souffrance, être pénible pour lui, intimidante. L'effet est bien changé si le condamné trouve quelqu'un pour payer à sa place, pour lui avancer la somme suffisante.

(1) Voir *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, I, p. 159 et s.

Voir aussi les conclusions du rapport de M. Correvon, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 986.

(2) Il a été seulement défendu par la loi de faire des souscriptions pour payer les amendes. Voir la loi du 27 juillet 1849, art. 5 et la loi du 29 juillet 1881, art. 40.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas voir là un acte de complicité. Du reste, en pratique, il est très difficile d'empêcher cela ; on a beau infliger personnellement une amende à un individu, on ne sait jamais, à cause de la nature fongible de l'argent, si c'est lui qui paie ou si on paie pour lui (1).

Le but poursuivi, c'est de faire faire au condamné à l'amende un effort pour s'acquitter. Or nous croyons qu'on obtiendrait bien plus facilement cet effort de sa part en vue de rembourser la société de patronage qu'en vue de se libérer envers l'Etat, Le condamné se montrera peu empressé de payer à l'Etat tandis que, si une société lui a avancé la somme nécessaire, il se croira tenu de faire tout ce qui est en son pouvoir pour la lui rendre. Cet intermédiaire de la société de patronage pourrait avoir ainsi une très grande efficacité.

L'amende, nous venons de le voir très rapidement, soulève des difficultés ; mais ces difficultés ne sont pas pour nous, à la suite des idées que nous avons développées dans la première partie de notre thèse, décisives contre cette peine, et elles ne sont pas bien graves à nos yeux.

Il y a certainement une catégorie d'individus qui ne ressentira pas l'amende. Nous venons d'indiquer brièvement que cette catégorie est moins nombreuse qu'on ne le croit.

L'amende peut atteindre toute une catégorie d'insolva-

(1) Voir *Donation et complicité*, par G. Pfizer, L. Kahn, *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 1150.

bles. D'abord beaucoup d'insolvables, s'ils ont la volonté de s'acquitter, pourront y parvenir en recourant à des sociétés de patronage, en effectuant des corvées pénales, comme nous allons le voir tout à l'heure.

En second lieu, ressentiront encore l'amende les insolubles qui seront sensibles à des privations de droits civiques ou électoraux, privations pouvant sanctionner le non-paiement de l'amende. L'inefficacité de l'amende n'existera donc qu'à l'égard des insolubles de mauvaise volonté et qui d'autre part ne sont pas assez *socialisés*, assez sensibles à l'opinion publique pour souffrir de privations de droits civiques.

Mais alors, nous déclarons nettement que, d'après notre conception, cette inefficacité à leur égard nous importe peu. Les délinquants de cette sorte sont déjà pervers ; ils appartiennent au milieu dans lequel se recrutent les délinquants. Leur appliquer une courte peine de prison serait funeste. Ce serait leur corruption immédiate et complète.

Nous sommes de ceux qui croient qu'il y a beaucoup d'hypothèses dans lequel il vaut mieux une peine inefficace ou l'absence de peine qu'une peine mauvaise. La prison légère serait un remède pire que le mal ; il vaut mieux s'abstenir de tous remèdes que d'empirer le mal par un remède administré mal à propos.

De deux choses l'une alors, ou bien ces délinquants ne récidiveront pas ou bien n'ayant pas été corrigés, redressés, ils récidiveront ou ils commettront un délit plus grave.

Le moment viendra alors de leur appliquer, non plus une amende ou de la prison légère, mais une longue peine de prison. Mais remarquons bien que cette récidive ou ce délit plus grave ne devront pas être imputés à l'inefficacité de l'amende. L'amende n'est d'abord inefficace qu'au regard des condamnés dont le caractère est déjà anti-social. Mais surtout cette récidive eut été provoquée bien plus vite, si dès le premier délit l'individu avait été complètement corrompu par une courte peine de prison.

En appliquant une première fois une amende à un individu qui ne paraît pas devoir, au premier abord, la ressentir, on fait sans doute au fond œuvre vaine ; mais c'est que l'on doit toujours espérer que l'individu même perverti ne recommencera pas faute d'occasion. On ne risque rien d'attendre jusqu'au moment où la longue peine de prison s'imposera.

Tout a été dit avant nous sur l'amende, ce qui nous permet de ne pas insister sur l'organisation de cette peine. Les criminalistes hésitent encore au sujet de la suppression de la contrainte par corps ; ils sont embarrassés par les défauts de l'amende.

Ces difficultés n'existent pas pour nous. Toutes les fois qu'il n'y a pas lieu de chercher à faire impression sur la conscience publique, l'amende quelles que soient ses défauts, vaut mieux au point de vue individuel du délinquant qu'une peine funeste comme la prison de courte durée ou que la contrainte par corps. L'amende suffit jusqu'au moment où il devient nécessaire de prononcer une longue peine de prison.

SECTION II. — Des corvées pénales.

Nous venons de montrer dans la section précédente la grande valeur pénale des peines pécuniaires. Ces peines atteignent le condamné dans un de ses biens les plus chers, sans avoir aucun inconvénient. Elles ne le déclassent pas, elles ne le corrompent pas, elles ne le séparent pas de sa famille. Le seul revers de ces peines, c'est qu'elles ne sont pas toujours susceptibles d'atteindre le condamné. Lorsque celui-ci n'a pas de biens apparents, saisissables, l'Etat n'a aucun moyen coercitif pour exécuter lui-même directement la condamnation. Donc, pour toute la catégorie des condamnés insolvable, au sens large du mot, le paiement de l'amende ne pouvant pas être obtenu de force par l'Etat, ce paiement *dépend en quelque sorte de la bonne volonté du condamné*. Le fait doit être affirmé nettement et bien compris.

Mais nous avons ajouté que l'Etat avait des moyens de provoquer cette bonne volonté. Si l'Etat ne peut pas se payer lui-même directement, lorsque le condamné est insolvable, il peut du moins par l'emploi d'une pression indirecte, amener le condamné à le payer volontairement.

Parmi les modes de pression indirecte, nous avons répudié le plus vigoureusement qu'il nous a été possible, la contrainte par corps.

Nous n'admettons pas que cette pression puisse être réalisée par le moyen funeste de la prison.

Nous avons au contraire préconisé des moyens d'un caractère moral, comme la privation du droit d'être juré (nous devrions dire plutôt de la possibilité de remplir la fonction de juré), du droit de vote, comme l'affichage, comme la privation ou la publicité dans la presse du nom des condamnés à l'amende qui n'ont pas payé ; ce sont des moyens qui diminuent légèrement la situation sociale du condamné *sans pour cela le déclasser*.

C'est ici que se présente la question des corvées pénales. Par son importance, elle eût mérité d'être traitée dans un chapitre spécial, mais nous l'avons fait entrer dans le chapitre de l'amende parce qu'en réalité elle est intimement liée à la question de l'amende ; il s'agit ici d'une forme de paiement de la peine pécuniaire.

C'est une question très délicate, car il n'est pas jusqu'au rôle, jusqu'à la fonction essentielle des corvées pénales, qui ne soient contestés. La corvée pénale, qu'il est à peine besoin de définir, consisterait dans le « paiement » à l'Etat d'une prestation en nature, en travail, à la place d'une prestation en argent.

Mais quel serait le rôle de la corvée pénale ? Le législateur devrait-il organiser cette forme de peine, parce qu'il pourrait en obtenir plus facilement l'exécution, parce qu'elle pourrait donner lieu à des moyens de pression qui n'existent pas au cas d'amende ?

Ou bien devrait-il organiser la corvée pénale dans un esprit tout différent, en vue d'aider, de secourir la bonne volonté du condamné qui désirerait s'acquitter de l'amende

pour éviter les petites pénalités subsidiaires ou simplement le mauvais renom d'un condamné insolvable, pour éviter le discrédit qui résulte d'une saisie par l'Etat ou d'un affichage comme débiteur récalcitrant ?

La corvée pénale serait-elle une peine que l'on pourrait imposer aux condamnés et qui dès lors tiendrait lieu de l'amende pour tous les condamnés récalcitrants ? Nous aurions alors un cycle complet et parfait de peines pécuniaires, l'amende en argent pour les solvables, la corvée pénale pour les insolvable.

La corvée pénale doit-elle être au contraire un mode de paiement de faveur, permis au condamné qui voudrait payer, mais qui n'a pas d'argent ?

Nous avons voulu signaler dès le début cette difficulté, avant même d'avoir pour ainsi dire défini la corvée pénale ; nous croyons qu'elle est capitale et que c'est elle qui constitue le fond du problème.

Mais après cette simple allusion, nous devons reprendre la question dans tous ses détails. Nous commencerons d'abord par en faire l'historique. L'idée d'introduire dans notre système pénitentiaire les corvées pénales n'est pas nouvelle et elle est déjà entrée dans une certaine mesure dans la pratique ; nous ne pouvons mieux faire pour indiquer l'intérêt et les difficultés du sujet que de tracer l'évolution de la doctrine et des législations.

§ 1. — Histoire doctrinale et législative.

L'idée d'introduire les corvées pénales dans la loi a fait son apparition, il y a déjà plusieurs années ; elle a fait rapidement son chemin et elle a pris place aujourd'hui parmi les réformes les plus importantes et les plus demandées. C'est en 1872, au Congrès de Londres, que l'on proposa pour la première fois (1) d'assurer le recouvrement des amendes pénales contre les insolvable par un travail sans détention, par des prestations personnelles. Après avoir entendu un rapport de M. de Foresta, les criminalistes réunis à Londres se montrèrent en assez grand nombre partisans de l'idée nouvelle. Malheureusement, ils cherchèrent dès le début à aborder la question pratique et ils n'aboutirent à aucun résultat ; ils furent arrêtés par les difficultés d'organisation.

La question n'avait donc fait aucun progrès ; elle fut posée de nouveau au Congrès de Rome, en novembre 1885 (2) et y fit l'objet d'un rapport. Des enquêtes avaient été faites auprès de plusieurs comités locaux d'Italie ; il fut donné connaissance des résultats de ces enquêtes (3) et l'étude des

(1) Les prestations en nature avaient été recommandées auparavant par M. Bonneville de Marsangy. Voir *Amélioration de la loi criminelle*, II, p. 304.

(2) Actes du Congrès de Rome, I, p. 179 et s. et II, 2^e partie, p. 417.

(3) Actes du Congrès, I, p. 203 et s. (comités d'Udine, de Ferino, de Palerme).

corvées pénales fut renvoyée à plus tard, après avoir été l'objet d'une longue discussion.

Le 7 août 1889 s'ouvrit à Bruxelles la première session de l'Union internationale de droit pénal. Deux rapports y furent faits sur notre question, par M. von Liszt et M. Garofalo, rapports suivis d'une discussion ; on vota le renvoi du débat à la session suivante (1). Les jurisconsultes des Pays-Bas, réunis à Zusphen le 5 juillet 1890, reprirent la même question et elle fut de nouveau examinée au mois d'août de la même année par l'Union internationale de droit pénal, dans sa deuxième session tenue à Berne (2). Après avoir entendu les rapports de MM. Baumgarten et Zürcher, on discuta pendant longtemps et on n'aboutit qu'au renvoi de la question au Congrès suivant. Ce Congrès s'ouvrit à Christiania en 1891 et on tomba à peu près d'accord sur l'utilité de la réforme proposée. Dans la séance du 26 août, on conclut à la nomination d'une commission de cinq membres, chargée de déterminer les moyens d'organisation pratique des prestations de travail. C'était déjà un progrès réalisé (3). Mais au Congrès de

(1) Voir *Bulletin de l'union internationale du droit pénal*, 1889, p. 44 et s. et p. 52 et s. M. Foinitzky et von Liszt proposèrent de renvoyer le débat au Congrès de St-Petersbourg.

(2) Voir le compte rendu de la 2^e session de l'Union internationale, Berne, 12 au 14 août 1890. Rapport de M. Baumgarten (*Bulletin de l'Union*, 2^e année, p. 53) et S. M. Zürcher, p. 76, Discussion, p. 218.

(3) Voir *Bulletin de l'union internationale de droit pénal*, III, p. 204 à 216, p. 313. La commission était composée de MM. Aschrott, Prins, Beichmann, Simon van der Aa et Franck.

Le Congrès de Halle-sur-Saale, en 1891, demanda que l'amende fût

Paris, en 1895, à Lisbonne en 1896, il n'est plus question des corvées pénales.

L'idée cependant s'était répandue et elle fut reprise en 1893 par la Société générale des prisons. Un rapport sur les peines qui pourraient dans certains cas être substituées à l'emprisonnement, donna lieu à une intéressante discussion et les corvées pénales reçurent un accueil favorable ; on proposa d'émettre un vœu, tendant à la constitution d'une commission interministérielle chargée de rechercher les moyens d'organiser le remplacement facultatif de l'amende par les prestations en travail, au profit de l'Etat, des départements ou des communes (1).

Au Congrès des juriconsultes allemands qui a été tenu à Brême, en 1895, parut un rapport très documenté sur les corvées pénales, œuvre du Dr Felisch et à la suite de ce rapport un vœu était formellement émis pour que désormais les amendes irrécouvrables soient non pas converties en prison mais acquittées en travail (2).

Telles sont, rapidement indiquées, les diverses étapes que la question des corvées pénales a parcourues. Nous l'avons suivie de congrès en congrès ; laissons maintenant toutes ces discussions et tous ces rapports et voyons ce qu'ont été les corvées pénales au point de vue pratique ;

transformée en un travail lorsqu'il était impossible de la recouvrer en argent.

(1) Voir le rapport de M. Boullaire et la discussion qui suit, *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 705 et s., 801 et s., 1024 et s.

(2) Congrès de Brême, 9-13 septembre 1895, *Verhandlungen de dreiundzwanzigsten deutschen Juristentages*, VIII.

elles ne sont pas restées en effet dans le domaine théorique et nous allons les retrouver dans plusieurs législations.

En proposant de recouvrer l'amende par des prestations, le Congrès de Londres de 1872 n'avait pas ouvert une voie nouvelle. La même idée s'était fait jour en France, vers 1859, et l'article 240 du Code Forestier en contient une application directe depuis sa modification, accomplie par la loi du 18 juin 1859 ; il autorise le délinquant à acquitter l'amende en faisant des travaux pour le compte de l'Etat (1).

La loi du canton de Vaud du 17 mars 1875 repose sur le même principe que l'article 240. Elle décide que l'individu, condamné à l'amende, qui ne veut pas ou ne peut pas la payer, peut se faire inscrire afin d'être employé à diverses sortes de travaux publics (2).

(1) Art. 240 : « L'administration pourra admettre les délinquants insolubles à se libérer des amendes, restitutions, réparations civiles et frais, au moyen de prestations en nature consistant en travaux d'entretien et d'amélioration dans les forêts ou sur les chemins vicinaux. » Voir *Journal officiel*, 1893, p. 5375. Voir aussi dans la loi de 1872 relative à la situation des déportés un texte décidant que des journées de prestations pourront servir à payer l'amende.

(2) Art. 17 de la loi du 17 mars 1875, canton de Vaud. « La peine de l'amende, lorsqu'elle n'est pas acquittée en argent, est convertie en journées de travail au profit de l'Etat. Si l'amende est indépendante de toute autre peine, le condamné qui ne peut ou ne veut la payer en argent peut se faire inscrire chez le receveur de l'Etat pour être employé à des travaux publics. Avis en est donné par le receveur au voyer du district et à l'inspecteur forestier de l'arrondissement qui peuvent requérir le condamné pour des ouvrages d'entretien et de construction de routes, d'endiguement ou sylviculture, etc., etc. » Voir l'article 28 du Code du canton de Neuchâtel.

Plus récemment, le Code pénal italien du 30 juin 1889 introduisit également dans son article 19 le système des prestations en nature (1).

L'avant-projet de Code pénal suisse étend les corvées pénales au recouvrement de toutes les amendes, en décidant que « le condamné insolvable sera astreint à acquitter sa dette en faisant pour le compte de l'Etat des travaux autant que possible en rapport avec ses aptitudes » (2).

En France, une proposition de loi a été déposée le 12 mai 1885 (3) sur le bureau du Sénat; elle contenait dans un article 5 l'application des corvées pénales. Ce projet était relatif aussi au sursis conditionnel; on laissa tout à fait de côté la réforme introduite dans l'article 5. On ne peut que le regretter car cette réforme était excellente. « En prononçant une condamnation à l'amende, disait cet article, les tribunaux peuvent ordonner que le paiement en sera

(1) Le Code pénal italien, art. 19, décide « qu'à la détention peut être substituée, quant à l'exécution, sur la demande du condamné, la prestation d'un travail déterminé, au service de l'Etat, de la province ou de la commune, et 2 journées de travail équivalant à 1 jour de détention ».

(2) Le texte de cet avant-projet a été publié, accompagné d'une traduction de M. A. Gauthier en 1896 par la *Zeitschrift f. g. Staatsrechtswissenschaft*. Voir aussi Etude sur l'avant-projet du Code pénal suisse, *Revue de droit international*, 1897, p. 130.

A cette énumération, il faut ajouter le Code pénal russe de 1885 et noter aussi que le projet de Code pénal norvégien, élaboré par Getz en 1888, remplaçait la contrainte par corps par un travail pour le compte de l'Etat ou de la commune jusqu'à ce que l'amende fût acquittée.

(3) Proposition de loi présentée par MM. Michaux, Naquet, etc., relativement au pardon, au sursis, à l'exécution des peines en cas de premier délit, à l'emprisonnement et à l'amende, *Journal officiel*, Sénat, séance du 12 mai 1885.

fait par fractions moyennant telle garantie ou caution qu'ils détermineront. Ils pourront aussi convertir l'amende en journées de travail si le condamné le demande ou s'il est insolvable, sans que le nombre des journées puisse toutefois dépasser le nombre de jours de contrainte par corps qu'aurait subi le condamné en cas de non-paiement de l'amende.

Voilà ce que sont les corvées pénales dans la pratique ; elles sont entrées déjà dans plusieurs législations ; elles prennent une extension de plus en plus grande. Leur domaine est certainement destiné à s'élargir encore.

§ 2. — Position du problème.

L'historique que nous venons brièvement d'esquisser nous a montré que les criminalistes, en même temps qu'ils songeraient à créer une peine de travail, étaient surtout préoccupés de la difficulté d'organiser cette peine.

A la vérité, nous croyons qu'ils ont eu le tort, en général, de ne pas diviser la difficulté ; ils ont eu le tort de ne pas définir assez nettement ce problème. Nous avons fait pressentir au début de notre étude qu'il était possible d'envisager la question sous des aspects différents et de donner plus ou moins d'étendue à l'institution projetée. Le problème de l'organisation des corvées pénales ne se présente pas de la même façon, nous allons le voir, suivant le rôle considérable ou borné que l'on doit assigner à cette institution.

Au cours de notre historique nous avons fait allusion au rapport très important présenté au XXIII^e congrès des jurisconsultes allemands, sur les corvées pénales par M. le D^r Felisch, « Landgerichtsraths à Berlin » (1). Nous devons faire remonter à M. le D^r Felisch le mérite d'avoir nettement introduit dans notre problème les distinctions nécessaires.

M. le D^r Felisch divise son rapport en deux parties, du moins il distingue très nettement deux questions très différentes. Il se demande : 1^o s'il convient d'organiser des travaux qui seraient mis *facultativement* à la disposition du condamné qui ne *peut* pas payer l'amende ; 2^o s'il convient d'organiser des corvées pénales qui seraient *obligatoires* pour celui qui ne *veut* pas payer l'amende (2).

Cette question du rôle et du domaine d'application éventuels des corvées pénales constitue, suivant nous, la difficulté primordiale, essentielle qu'il faut résoudre avant tout.

Cependant il paraîtrait plutôt résulter de l'histoire doctrinale que nous venons de tracer, que le point qui doit préoccuper le plus la science pénitentiaire parce qu'il est le plus embarrassant, le plus délicat, c'est celui de la possibilité d'une organisation pratique des corvées pénales. Il pourrait paraître que nous avons tort de nous préoccu-

(1) M. le D^r Felisch occupait cette fonction en 1895. Si nous ne nous trompons, il a été appelé depuis à la présidence du *Landgericht*.

(2) *Verhandlungen des dreiundzanzwzigsten deutschen Juristentages*, p. 277.

per du domaine d'application éventuel des corvées pénales, avant d'avoir recherché si nous croyons possible de les organiser.

Il n'en est rien ; la question à résoudre la première est bien celle du rôle des corvées pénales. Comment en effet discuter l'organisation pratique des corvées pénales avant d'être fixé sur le rôle qu'elles doivent remplir ?

Il faut avouer que, malgré tous les travaux et toutes les discussions dans les sociétés savantes ou les congrès, travaux et discussions que nous avons énumérés, la question des corvées pénales n'a guère avancé. Eh bien, cela provient justement, nous croyons, de ce que les criminalistes, hypnotisés en quelque sorte par la question de l'organisation pratique, n'ont pas pris soin de préciser nettement à l'avance le domaine éventuel de l'institution dont ils s'occupaient. Ils apercevaient bien, vaguement et ils indiquaient bien, en passant, que les corvées pénales pouvaient être appelées à jouer un rôle plus ou moins étendu, mais ils trouvaient prématuré de s'appesantir sur cette question de limites avant d'avoir trouvé le dernier mot de l'organisation pratique. L'échec relatif de ces discussions est la preuve manifeste du vice de leur méthode.

La question de l'organisation dépend en effet de celle du rôle des corvées pénales. Toute organisation doit être adéquate au but de l'institution. Il sera d'autant plus facile de réaliser l'institution que nous aurons limité davantage son application. Une foule d'objections pratiques ont été élevées jusqu'à présent contre les corvées

pénales, qui proviennent de ce que l'on supposait que les corvées, une fois organisées, pourraient être appelées à une application très extensive. La science pénitentiaire a été embarrassée par ces objections et elle n'a pas su y répondre toujours d'une manière décisive, parce qu'elle n'avait pas pris soin d'étudier d'abord la question d'application et de poser les principes qui, suivant nous, s'opposent justement à cette application extensive des corvées pénales.

Donc, nous estimons que la question primordiale, la difficulté essentielle du problème est celle du rôle éventuel des corvées pénales. C'est le point que nous allons examiner d'abord et sur ce terrain nous allons essayer de prouver que rationnellement et en dehors de toute difficulté d'application pratique, les corvées pénales ne doivent être appelées qu'à un rôle très limité.

Nous croyons qu'elles doivent constituer un moyen de libération offert *facultativement* à la bonne volonté du condamné à l'amende. Nous protestons au contraire contre l'idée d'en faire un mode de pression pour obliger le condamné à payer l'amende sous une forme indirecte. Mais reprenons et discutons ces deux points de vue différents.

I. — *De la corvée pénale facultative.*

La corvée pénale, telle que nous la concevons, doit en définitive consister en un travail mis par l'État à la disposition du condamné à l'amende qui voudrait s'acquitter sous cette forme.

En d'autres termes, lorsqu'un condamné à l'amende manque de ressources pour payer l'État, nous voudrions que l'État lui fournisse du travail ; ce travail constituerait justement la ressource dont il a besoin pour s'acquitter.

Tenons-nous-en pour l'instant à cette première conception et voyons quelle en est la valeur théorique.

Elle nous semble de nature à soulever une double observation :

A. D'abord on pourrait se demander si l'institution des corvées pénales, étant ainsi limitée, présente une utilité réelle.

Est-ce que, au fond, tout individu, qui a la volonté sincère et persistante de travailler, ne trouve pas toujours du travail chez les particuliers ? En quoi cette offre de travail par l'État servira-t-elle au condamné de bonne volonté qui désire payer l'amende ? Ce condamné que nous supposons pauvre, ne sera-t-il pas, dans l'immense majorité des cas, employé à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture ? ou bien, s'il est provisoirement sans travail, ne suffit-il pas de le recommander à une société de patronage qui lui procurera un emploi dans l'industrie privée ?

Il y a là une objection qui n'a pas été suffisamment creusée. Voyons dans quelle mesure et pourquoi il peut être nécessaire de venir en aide au condamné insolvable mais de bonne volonté qui désire payer l'amende.

Si nous exceptons les mendiants et les vagabonds, il n'y a aucun individu qui soit, à proprement parler, dénué de ressources ; il faut bien que tout individu ait quelque

chose pour vivre. Donc, hormis le mendiant, le vagabond, chacun gagne au moins le salaire nécessaire à son existence, souvent aussi le salaire nécessaire pour faire vivre sa famille. Mais cette ressource, provenant du travail quotidien, est quotidiennement absorbée par les nécessités de l'existence ; quiconque a un peu observé la vie de l'ouvrier sait qu'il l'organise d'après son gain de chaque jour. L'ouvrier, dans l'immense majorité des cas, s'habitue à un genre de vie proportionné à son salaire.

Supposons donc qu'une amende vienne à être infligée à un individu vivant ainsi de son travail, ce qui est fréquent. Comment la paiera-t-il ?

Deux cas doivent être distingués : celui de l'ouvrier salarié travaillant chez un patron, celui du petit artisan travaillant pour son compte.

Lorsque l'amende atteint un salarié proprement dit, l'État a un moyen de recouvrer contre lui le montant de l'amende ; il peut saisir entre les mains du patron un dixième du salaire de l'ouvrier (Loi du 12 janvier 1895, art. 1^{er}). L'État pourrait ainsi à la longue obtenir le paiement complet de l'amende. Est-ce à dire que ce système soit pleinement satisfaisant, qu'il suffise et qu'il n'y ait rien à faire en pareil cas ?

M. le D^r Felisch est, en effet, d'avis que l'institution des corvées pénales n'a pas à intervenir dans cette hypothèse, que le système des retenues entre les mains du patron est préférable toutes les fois qu'il est possible (1).

(1) Voir *op. cit.*, p. 365, 1.

Nous ne sommes point convaincus par cette affirmation. D'abord il y a des cas dans lesquels le salaire intégral est indispensable pour les besoins de l'existence de l'ouvrier et de sa famille et nous dirons alors qu'il serait dangereux d'en prélever une partie, si faible soit-elle, pour payer l'amende. Sans doute, la loi, en permettant la saisie d'un dixième, est partie de cette idée juste qu'il est généralement possible à l'ouvrier de restreindre un peu son genre de vie. L'ouvrier, en fait, organise sa vie d'après son salaire ; diminuez son salaire, il trouvera le moyen de diminuer son genre de vie. La preuve, c'est qu'il arrive chaque jour que les charges d'un ouvrier se modifient alors que son salaire reste stationnaire. L'ouvrier qui vivait tout juste sur son salaire avec sa femme, aura un ou plusieurs enfants et il les fera vivre avec le même salaire. Pourtant ce tassement du salaire a des limites. La présomption de la loi que les neuf dixièmes du salaire ont seuls un caractère alimentaire n'est pas toujours exacte. Il y a donc des cas, lorsque le salaire sera peu élevé ou bien la famille nombreuse, dans lesquels nous trouvons que l'Etat ferait mieux de recourir à un autre mode de recouvrement de l'amende, s'il en trouve un.

D'autant plus que l'Etat n'est pas un créancier ordinaire. On comprend que la loi permette dans tous les cas la saisie d'un dixième lorsqu'il s'agit d'un créancier ordinaire, lequel de son côté peut se trouver dans le besoin.

Ajoutons deux autres considérations encore. Lorsque le salaire intégral de l'ouvrier sera nécessaire pour les be-

soins de son existence et de celle de sa famille, si l'Etat saisit 1/10 que se passera-t-il ? Il se produira ceci que notre individu n'ayant plus tout à fait assez d'argent pour se nourrir lui et les siens, tombera à la charge de l'assistance publique pour tout ce qui lui manque. Il sera obligé d'aller demander du pain au bureau de bienfaisance de sa commune. En pareil cas, la caisse publique prélevant d'une main l'amende sera obligée de la restituer à l'ouvrier de l'autre main sous forme de secours. A quoi aura servi alors la saisie du salaire ?

La deuxième observation que nous voulons présenter, c'est qu'il est dangereux d'enlever à l'ouvrier une partie du salaire qui lui est indispensable pour vivre. La misère est mauvaise conseillère. Il est possible que l'ouvrier ne trouve pas tout de suite des secours ; privé d'une partie de son gain ordinaire, manquant de pain, il sera peut-être tenté de voler.

Enfin nous pourrions encore remarquer que ces deux considérations pourront être vraies en fait, alors même que l'ouvrier eût pu réduire son genre de vie. Peut-être n'aura-t-il pas su s'y prendre pour le réduire ? L'habitude est une seconde nature, elle est difficile à modifier. L'ouvrier privé d'une partie de son gain ne trouvera plus qu'il a assez pour vivre, il se fera donner des secours par le bureau de bienfaisance, ou bien il sera induit à voler.

Finalement, nous ne disons pas que, vis-à-vis du salarié, l'Etat ne doit pas recourir à une saisie aux mains du patron, mais nous relevons contre ce mode de recouvrement des inconvénients.

Le salaire intégral est en somme bien souvent nécessaire à la vie de l'ouvrier et nous disons qu'il est dangereux et contradictoire pour l'Etat de mettre lui-même l'ouvrier dans le besoin au nom de la défense sociale. Nous cherchons avant tout à ce que les peines légères ne soient pas funestes dans leurs effets. Nous avons vu qu'une peine inefficace valait mieux qu'une peine capable de solliciter le condamné à la récidive. Nous craignons que la retenue d'une partie du salaire normal ne place l'ouvrier dans une situation inquiétante, capable de faire naître des tentations de commettre un délit. Et alors nous disons ceci : au lieu de solliciter l'ouvrier salarié à réduire son genre de vie, ce qui peut être impossible pour lui et ce qu'il est dangereux dans tous les cas de lui imposer, ne vaudrait-il pas mieux solliciter de lui un supplément de travail.

Ou mieux ne serait-il pas bon de mettre l'ouvrier à même de choisir ? Ne conviendrait-il pas de ne lui imposer la réduction du salaire que s'il n'accepte pas de bonne volonté le supplément de travail qui lui est proposé ?

Et ici, nous revenons à l'objection formulée au début. Quelle peut être l'utilité réelle d'un travail offert par l'Etat ? Est-ce que tout ouvrier de bonne volonté ne trouve pas de travail dans l'industrie privée ?

Nous répondons maintenant : oui, l'ouvrier aura en général du travail dans l'industrie privée, mais ce travail lui sert à vivre.

Avant de payer l'amende, il faut que l'ouvrier vive. Or, comme son salaire ordinaire de l'industrie privée suffit

souvent tout juste à sa vie, s'il veut payer l'amende il faut qu'il trouve un supplément de travail.

Ce supplément de travail, les particuliers ne le lui fourniront pas toujours et même ordinairement l'industrie privée ne le lui offrira pas. A Paris, ce supplément de travail pourrait encore se trouver parce qu'il s'y rencontre des travaux de toutes sortes à effectuer. Dans certains cas l'ouvrier pourrait arriver à y trouver l'emploi d'heures supplémentaires de travail. Nous croyons que cela sera rarement vrai en province et surtout à la campagne. Là, le salarié, en dehors des conditions ordinaires de travail qui le font vivre, ne trouvera guère à remplir de ces métiers occasionnels qui, après sa journée finie, lui rapporteraient un excédent de bénéfice pour payer l'amende.

Voilà une première hypothèse dans laquelle nous voudrions que l'Etat offrît au salarié qui a la volonté de s'acquitter de son amende, le moyen de la payer en effectuant, en dehors et en plus de son travail ordinaire, un travail pour le compte de l'Etat. Il est inexact de prétendre que cette offre n'aurait pas d'utilité.

Nous avons distingué de cette hypothèse celle du petit artisan travaillant pour son compte, afin de réfuter d'une manière distincte l'objection soulevée dans le cas d'un salarié, à raison de l'existence d'un salaire saisissable par l'Etat.

Mais il va de soi maintenant que le raisonnement que nous avons proposé en ce qui concerne le salarié, convient à propos de l'artisan. Celui-ci également peut avoir besoin

de son gain intégral pour vivre, de sorte qu'il ne pourra payer l'amende qu'à l'aide d'un supplément de travail.

D'autre part, cet artisan non plus n'obtiendra pas en général ce supplément de travail des particuliers. Les offres de travail ne peuvent pas augmenter parce qu'il est condamné à l'amende. Les conditions du travail dans un endroit donné sont à peu près invariables pour un artisan.

Il y aurait donc utilité à ce que l'Etat prît l'initiative de cette offre de travail.

B. Nous avons ainsi réfuté la première objection dirigée contre les corvées pénales facultatives, mais nous avons prévu une seconde objection. Il est facile d'en présenter la cause. Si l'Etat commande certains travaux aux condamnés à l'amende et les fait effectuer par eux, les condamnés évinceront ainsi d'autres travailleurs. N'y a-t-il pas là un nouvel argument théorique contre les corvées pénales ?

Nous devons signaler ce point de vue, mais l'objection ne nous retiendra guère. Elle n'est autre, sous une forme différente, que l'objection sans cesse renouvelée contre le travail des prisonniers (1), et cette objection a été maintes fois réfutée.

L'Etat a de nombreux travaux à faire, pourquoi n'aurait-il pas le droit de les faire effectuer par les condamnés à l'amende plutôt que par d'autres ouvriers ? Il est tout

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, II, p. 220 et 221, III, p. 311.

naturel qu'un créancier cherche à se procurer une créance sur son débiteur pour se payer par compensation.

Les travailleurs non délinquants n'ont pas plus de droit, après tout, de réclamer pour eux la commande de l'Etat que les travailleurs délinquants. Aucun citoyen n'a plus de droit qu'un autre à être chargé de ce travail ; à ce point de vue encore l'Etat est libre de choisir.

Enfin, il ne faudrait pas objecter que le travailleur non délinquant est plus intéressant que le condamné à l'amende. Il y a une considération qui domine cette observation et qui en détruit la portée, c'est que l'intérêt individuel des travailleurs non délinquants à participer à tous les travaux de l'Etat est bien peu de chose en comparaison de l'intérêt de chacun de nous et de la société entière à ce que les peines soient exécutées et rendues efficaces.

Si l'offre d'un travail au condamné à l'amende doit rendre pour lui la peine efficace, il y a là un intérêt qui prime tous les autres.

Nous résumons la démonstration que nous venons de faire au regard de la corvée pénale facultative.

Nous posons le principe que l'Etat doit avant tout et par tous les moyens chercher et faciliter le paiement volontaire de l'amende.

Il le doit d'abord parce qu'il est très difficile, à l'encontre des condamnés qui n'ont pas une fortune acquise, d'imposer directement l'exécution de la condamnation.

Il le doit en second lieu, parce qu'au point de vue pénal, la peine volontairement acceptée a, croyons-nous, plus de

valeur, plus d'efficacité que la peine subie. L'effort de volonté réalisé par un condamné pour payer l'amende, constitue l'acte le plus salubre pour le redressement du délinquant. Or pour tous les condamnés qui n'ont pas une fortune acquise, qui vivent au jour le jour de leur travail, ce paiement volontaire est bien difficile à réaliser. Dès qu'ils y mettent un peu de bonne volonté, l'Etat doit les aider. Il n'a pas d'autre moyen que de leur offrir un supplément de travail.

Est-ce à dire que ce mode de paiement doive être offert à tous les condamnés à l'amende ? Nous n'allons pas jusque là. Nous exceptons d'abord tous ceux qui ont une fortune acquise, une épargne sur laquelle l'Etat peut mettre la main. En pareil cas, l'utilité de l'offre peut paraître insuffisante.

Nous admettrions encore que l'on exceptât les ouvriers qui ont un salaire très élevé, tel qu'il peut manifestement être saisi à concurrence d'un dixième sans compromettre les besoins du condamné. Mais, en général, nous admettrions que l'offre s'adressât à tous ceux qui vivent de leur travail ; à ceux-là, il vaut mieux offrir un supplément de travail que de leur imposer une réduction de salaire qui ne leur laisserait pas toujours la somme nécessaire pour vivre.

Nous ne voyons pas, contrairement à M. le Dr Felisch, d'inconvénient à généraliser pour tous ceux-là l'offre de travail facultatif. D'ailleurs, presque tous ceux qui pourront supporter la réduction de salaire la préféreront au supplément de travail, effectué pour l'Etat après leur journée finie. Du moins il faut les laisser apprécier.

II. — *De la corvée pénale obligatoire.*

Nous arrivons alors à la seconde conception annoncée de la corvée pénale.

M. Felisch ne propose pas seulement d'instituer la corvée pénale pour *aider le condamné de bonne volonté* à s'acquitter de son amende ; cette institution lui paraît de nature à jouer un autre rôle, celui de *moyen de pression pour obliger le condamné récalcitrant à exécuter malgré lui la condamnation à l'amende* (1).

Si cette solution était admissible et possible, comme elle assurerait dans tous les cas l'efficacité de l'amende, cette peine verrait sa valeur pénale infiniment augmentée.

M. Felisch prétend et essaie de démontrer qu'il ne serait pas impossible d'organiser pratiquement la corvée pénale ainsi conçue.

Il s'agirait en définitive de contraindre au travail le condamné à l'amende récalcitrant. Est-ce impossible ? Non, dit M. Felisch. La peine pécuniaire ne peut pas toujours être exécutée directement parce qu'il n'est pas possible d'obtenir d'argent d'un insolvable. M. Felisch ne manque pas à ce propos de rappeler les vers qu'un de nos poètes met dans la bouche d'un de ces débiteurs récalcitrants dont il s'agit ici :

« Tu peux me condamner, ô justice ennemie,
Mais me faire payer ! parbleu, je t'en défie. »

(1) Felisch, *loc. cit.*, « *Soll das Erzwingen des Abverdienens angedroht werden* » ? pp. 354 et s.

Au contraire, affirme M. Felisch, il est toujours possible d'obtenir d'un condamné du travail, car s'il y a des insolvable, personne en principe n'est incapable de travail.

L'argent et le travail sont en somme deux valeurs économiques, en un certain sens équivalentes. L'argent n'est que la représentation du travail. Envisagée sous cette forme, la condamnation à l'amende doit, d'après M. Felisch, être considérée soit comme une condamnation à une somme d'argent, soit comme une condamnation à un travail. Sous sa première forme, la peine suppose des conditions particulières pour être exécutée. Sous sa seconde forme, elle peut dans tous les cas être imposée.

Acceptons ce premier point sans nous préoccuper du détail de l'organisation pratique, qui forme la majeure partie du travail de M. Felisch.

Est-ce que cette solution supposée possible est admissible? Nous ne le croyons pas. Nous repoussons cette conception de la corvée pénale par un motif théorique et *a priori*.

Ce qui caractérise l'amende, c'est que ce n'est point une peine afflictive. C'est une peine qui laisse en dehors d'elle la personne du condamné. La transformer en corvée pénale obligatoire, ce serait modifier du tout au tout sa nature.

Nous nous préoccuons d'inscrire aux derniers échelons de notre Code pénal un certain nombre de peines qui imposent une certaine gêne, une certaine souffrance au

condamné, sans pourtant le déclasser. Il s'agit d'exciter chez lui le sentiment de sociabilité, bien loin d'être question de le mettre en dehors de la société honnête.

A moins d'un fait grave, d'une perversité démontrée, le châtiment profond, sérieux ne doit pas venir trop vite. La société, comme la famille, a intérêt à ne pas faire trop d'attention aux petites fautes et à ne pas châtier trop rudement les premières infractions. Elle doit tâcher simplement, à propos de ces petites fautes ou de ces premières infractions, d'exciter l'amour-propre, le sentiment social du délinquant. Il sera toujours temps de recourir aux mesures définitives lorsque la perversité de l'homme se sera accusée, mais il ne faut jamais désespérer du premier coup du redressement ni non plus compromettre la sociabilité d'un individu en exagérant le châtiment d'une faute légère.

Ces idées dont nous nous inspirons et que nous devons rappeler une fois de plus dominant encore ici, en effet, la question et vont toujours nous dicter la solution.

Quoi que l'on en ait dit et bien que M. Felisch prétende distinguer la corvée pénale obligatoire de la contrainte par corps, les deux pénalités réunissent à peu près les mêmes inconvénients.

Pour imposer du travail à quelqu'un, il faut nécessairement mettre la main sur sa personne. Nous voulons bien que cette mainmise, que ce travail obligatoire aient lieu dans des établissements qui ne ressemblent pas du tout à une prison, qui soient de simples ateliers (1). Il n'y

(1) Felisch, *loc. cit.*, pp. 357, 358 et s.

a là pour nous qu'une question de mots. L'individu récalitrant n'en sera pas moins contraint par la force de venir dans cet atelier ou tenu par la force d'y rester. Sa personne même n'en sera pas moins sous le coup d'une mainmise de l'Etat ; sa liberté, c'est-à-dire, en d'autres termes, son intégrité individuelle en sera diminuée.

Or c'est là pour l'homme une condition anormale qui le déshonore et le décline toujours dans une certaine mesure.

Quand l'Etat prélève sur nous un peu d'argent, c'est autre chose. Lorsque l'individu condamné accepte de son plein gré un travail qui lui est offert par l'Etat en compensation de cet argent, c'est de même quelque chose de tout différent. Dans ces cas, l'homme conserve son intégrité personnelle, sa personnalité n'est pas diminuée. Au contraire, la mainmise de l'Etat sur un homme pour le contraindre au travail diminue manifestement et nécessairement sa personnalité. Il y a là une pénalité qui est de nature à déclasser le condamné aux yeux de la société et par là même à lui faire perdre à ses propres yeux le sentiment de l'honneur. Il y a là des considérations qui pour nous sont bien plus importantes que l'idée d'efficacité de l'amende. Nous ne voulons point un remède qui soit pire que le mal, qui, sous prétexte de défendre la société, achève de faire glisser le délinquant sur la pente du délit.

Mieux vaut conserver une peine inefficace que de la rendre funeste.

L'inefficacité de la peine, encore une fois, n'est pas bien dangereuse, s'agissant d'un premier délit ou d'un délit

léger. Du moins elle vaut mieux qu'un châtiment trop rude. La clémence en pareil cas nous autorise à montrer d'autant plus de sévérité pour la récidive et pour les fautes graves.

En résumé, nous ne voulons pas plus de la corvée pénale obligatoire que de la contrainte par corps, parce que, s'agissant d'une peine destinée aux infractions légères ou bien aux premières fautes, nous considérons toute peine afflictive pour la personne du condamné comme inadmissible.

Nous réduisons ainsi le rôle de la corvée pénale à des limites très étroites. Nous croyons que ce serait une chimère d'y voir un palladium universel.

Voilà pourquoi il nous semble que nous avons raison de vouloir rejeter en seconde ligne la question de l'organisation pratique ; après cette limitation, le problème pratique se trouve singulièrement simplifié.

§ 3. — Organisation pratique des corvées pénales.

Etant donné le rôle très limité que nous venons d'attribuer aux corvées pénales, les deux principales difficultés d'organisation pratique, auxquelles s'étaient heurtés les criminalistes qui cherchaient *a priori* à faire des corvées pénales un moyen très général de recouvrement de l'amende, disparaissent. Ces deux difficultés étaient relatives à l'importance et à la surveillance des travaux.

Et d'abord, disait-on, comment l'Etat s'y prendra-t-il

pour fournir des travaux à tous les condamnés à l'amende ? Sans doute, lorsque nous parlons de l'Etat, nous employons pour plus de brièveté un terme générique. Le département ou même mieux la commune seraient appelés aussi à fournir le travail. Le condamné à l'amende ne peut pas se déplacer loin de son domicile ou bien l'exécution de la corvée pénale deviendrait pour lui plus onéreuse que l'amende et elle présenterait en outre tous les inconvénients d'une séparation de la famille. Donc, à moins de supposer des ateliers organisés par l'Etat ou le département dans chaque commune, c'est la commune qui nécessairement sera chargée d'organiser les prestations pénales. Est-ce que la commune trouvera assez de travaux à faire effectuer pour occuper tous les condamnés à l'amende ?

La question était très embarrassante pour tous ceux qui concevaient la corvée pénale comme un mode général de paiement de l'amende, mode obligatoire à défaut d'un paiement en argent volontaire.

Cependant, même sous cette forme, elle n'eût point peut-être été insoluble. On a fait remarquer plusieurs fois que toute commune avait des travaux de voirie considérables. M. le Dr Felisch, à la suite d'une enquête auprès de 39 bourgmestres ou autres fonctionnaires administratifs allemands, a conclu à la possibilité d'instituer des ateliers suffisants (1).

(1) Felisch, *op. cit.*, pp. 333 et s.

La difficulté ne nous paraît pas exister dans notre conception, au moins sous cette forme. Dès lors que nous ne voulons point que la corvée pénale ait jamais un caractère obligatoire, il est manifeste que le nombre de ceux qui demanderont à y recourir, ne sera pas considérable.

L'amende ne pouvant, d'après nous, être exécutée que par les voies civiles ordinaires, sauf à la loi pénale à sanctionner le défaut final de paiement par un affichage ou la privation des droits électoraux, il est malheureusement à prévoir que le plus grand nombre des insolvables préféreront cet affichage et cette privation du droit de vote à la corvée pénale. La corvée pénale ainsi conçue aura un caractère exceptionnel. Nous ne croyons pas moins nécessaire de l'établir, car il importe au plus haut degré de favoriser la bonne volonté, le sentiment très honorable de ceux des condamnés qui préféreraient le travail à l'affichage ou à la privation du droit de vote, mais il reste au point de vue de l'organisation pratique, qu'il ne pourra pas être très difficile de fournir du travail au nombre restreint de condamnés qui se présenteront pour la corvée pénale.

La seconde difficulté était relative à la surveillance des travaux. Etant donné qu'il paraît indispensable d'organiser la corvée pénale dans chaque commune, s'il avait fallu un surveillant par commune l'institution fût devenue une chimère. En réalité, la question de surveillance ne peut se poser qu'au cas de corvée pénale obligatoire, organisée dans les ateliers.

Cette surveillance devient tout à fait inutile en ce qui concerne la corvée pénale facultative, effectuée volontairement par le condamné. En pareil cas, la surveillance sera très avantageusement remplacée par l'organisation d'un travail à la tâche. Toute surveillance serait même mauvaise, car elle pourrait impliquer une idée de contrainte dont nous ne voulons pas. Le condamné à l'amende reste un homme entièrement libre dont la personne ne peut pas être contrainte et dont la bourse seule a été atteinte. Il faut que ce principe apparaisse à tous les yeux et que la corvée pénale ne le fasse pas perdre de vue. Si le condamné travaille, c'est qu'il le veut bien, parce qu'il tient à n'être pas déclaré et reconnu pour un débiteur qui ne paie pas ses dettes.

Ces deux difficultés écartées, l'organisation pratique de notre institution nous paraît assez simple. La commune a de nombreux petits travaux à faire faire (1) qui conviennent parfaitement pour la corvée pénale, parce que, à peu

(1) Nous avons demandé à un maire d'une ville de Normandie et à un maire d'une petite commune de la Haute-Saône ce qu'ils croyaient possible d'organiser à ce sujet ; ils nous ont très obligeamment donné quelques renseignements. Envisageant la question de la corvée pénale obligatoire, ils ont vu une grosse difficulté dans la direction et la surveillance des travaux. Or, nous avons écarté cette difficulté. Du moins, ils croient que pour les condamnés on pourrait assez facilement trouver des travaux comme le cassage des pierres, l'entretien des chaussées. Bien souvent du reste, dans les petites communes comme celle dont nous parlons, on nous indique que plusieurs années se passent sans qu'il y ait une seule condamnation ; quand il y a des condamnations, c'est en très petit nombre. Il ne serait donc pas difficile de trouver un travail suffisant à faire exécuter.

près tous, ils peuvent être effectués par n'importe quel ouvrier. Il y a d'abord les travaux de voirie, les pierres à casser sur les routes, qui offriront une ressource abondante, mais ce ne sont pas les seuls. Toute commune a du bois à faire casser pour la mairie, la maison d'école. Elle a des portes, des volets à faire repeindre. Elle a des réparations à ses immeubles, des terrassements à entreprendre. En voilà plus qu'il n'en faut puisqu'encore une fois le nombre de ceux qui voudront s'acquitter en travail ne sera pas grand et que d'autre part nous supposons que le chiffre de leur amende sera très faible puisqu'en bonne justice le taux de l'amende doit être proportionné aux ressources du condamné.

Ces travaux devront être donnés à la tâche ; la valeur du travail sera estimée par l'agent-voyer ou l'architecte de la commune, selon le cas, et le condamné accomplira sa besogne quand il voudra, à condition de ne pas dépasser le délai qui devra lui être fixé. Le travail sera reçu ensuite par l'agent-voyer ou par l'architecte.

Cette organisation aura un avantage ; elle permettra à la corvée pénale de réaliser son but qui est en principe de constituer pour l'ouvrier un *supplément de travail*. La plupart de ceux qui demandent à s'acquitter en travail sont déjà des ouvriers occupés dans l'industrie privée, mais dont tout le gain ordinaire est absorbé par les besoins de l'existence. Ceux-là ne trouveraient pas facilement à augmenter leur salaire par un surcroît de travail privé, le niveau des offres des particuliers étant à peu près toujours

identique, de sorte que la corvée pénale pour le compte de la commune sera pour eux ce supplément de travail. Il faut dès lors qu'ils puissent l'effectuer au jour et à l'heure qui leur convient, en dehors de leur journée si ce sont des salariés, dans les moments libres qu'ils se ménageront si ce sont des artisans.

Les travaux que nous prévoyons, notamment les cail-loux ou le bois à casser, répondent bien à cette condition, étant effectués à la tâche. Etant donnée cette observation, la valeur du travail devra être, en général, suivant nous, autant que possible égale au montant de l'amende. Si, en fait, le travail à faire se trouve être un peu plus important, on paiera la différence en argent à l'ouvrier.

Nous pensons d'ailleurs que l'estimation devra être faite au juste prix. D'après M. Felisch, pour que la corvée pénale ne fasse pas concurrence au travail local, le travail effectué par le condamné à l'amende devrait être estimé de telle sorte qu'un jour de travail régulier du condamné équivaille aux $\frac{2}{3}$ du salaire journalier local (1). En d'autres termes, nous dirons que, d'après M. Felisch, le travail devrait être estimé aux $\frac{2}{3}$ de sa valeur. L'idée d'une concurrence au travail libre ne nous impressionne pas, étant donné d'abord que, dans notre conception, il ne s'agit pas pour l'Etat de créer des ateliers de travail mais de faire accomplir pour son propre compte des travaux d'utilité publique ; mais, étant donné surtout le domaine d'application tout à

(1) Felisch, *op. cit.*, p. 365, III.

fait restreint des corvées pénales, nous ne comprendrions la solution proposée que si l'Etat ouvrait pour tous les condamnés des ateliers dans lesquels il ferait faire des objets pour les revendre. La restriction du salaire serait alors utile parce qu'elle donnerait intérêt au condamné à chercher du travail ou un supplément de travail dans l'industrie privée, elle pourrait servir à diminuer l'application des corvées pénales.

Dans notre conception, cette limitation n'est nullement utile ; il convient au contraire d'encourager la bonne volonté des insolvable qui demandent à s'acquitter en travail.

Il nous reste un dernier point à prévoir. Presque tous les criminalistes qui se sont occupés de la corvée pénale, et notamment M. Felisch, ont négligé l'idée de la corvée pénale, supplément de travail, qui nous a paru essentielle. Ils prévoient le plus souvent un travail régulier, effectué par le condamné. Ils considèrent la corvée pénale, non pas comme un travail fait en dehors du travail ordinaire, mais comme un travail se substituant momentanément au travail ordinaire. Et alors, ils remarquent que ce travail doit servir à la fois à payer l'amende et à faire vivre le condamné. Ils décident en conséquence que la commune doit remettre au condamné la valeur en argent d'une partie de son travail, gardant le surplus pour l'amende. M. Felisch fixe à la moitié la somme qui peut être ainsi remise au condamné.

Pour nous, cette situation ne nous paraît guère admis-

sible. L'individu de bonne volonté est presque toujours occupé chez des particuliers ou pour eux. Il n'aurait aucun intérêt à travailler pour la commune lorsqu'il trouve un travail privé aussi rémunérateur. Il ne pourra demander à la commune pour acquitter l'amende qu'un supplément de travail.

Mais cependant nous pouvons prévoir tout exceptionnellement le cas d'un individu inoccupé, ne trouvant pas de travail. Celui-là aurait à la fois la volonté de travailler et la volonté de payer son amende.

Dans ce cas, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que, sur sa demande, on admît pour lui le système précédent. La commune le chargerait d'un travail plus important dont une partie lui serait payée et dont l'autre rembourserait l'amende.

CHAPITRE III

DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR.

Dans notre recherche des pénalités qui pourraient être substituées aux courtes peines d'emprisonnement, nous nous sommes arrêtés déjà à deux peines, l'admonition et l'amende. Nous avons apprécié leurs avantages, leur efficacité. Nous pouvons nous demander maintenant s'il n'y aurait pas lieu d'introduire dans la loi une peine d'une autre nature, supérieure aux premières et qui ne serait pas l'emprisonnement.

On a proposé dans ce but la peine de l'arrêt qui serait subie au domicile du condamné. Cette peine existe dans la loi autrichienne ; elle est réservée au délinquant dont la réputation est absolument intacte (1). L'arrêt a l'avan-

(1) « L'arrêt (peine privative de liberté pour délits ou contraventions) dont la durée la plus courte est de vingt-quatre heures et la plus longue de six mois, peut même être remplacé par l'arrêt à domicile (*Haus-arrest*) quand le coupable a une réputation exempte de reproche. » (de Joinville, *Emprisonnement à court terme*, p. 18.)

Le Code italien (art. 21) crée une peine d'arrêt, afférente aux contraventions. Cette peine est subie généralement dans des établissements à ce destinés ; mais relativement aux femmes et aux mineurs non récidivistes, si la peine n'excède pas un mois, le juge peut ordonner qu'elle sera subie dans leur habitation.

L'article 22 du projet de Code pénal français crée des arrêts de police dont la durée peut varier de 1 à 14 jours et qui sont subis dans des locaux spéciaux. A notre avis, il faut repousser cette peine. C'est l'emprisonnement à court terme, déguisé sous un nouveau nom.

tage d'éviter la honte de l'incarcération, mais nous ne pouvons pas croire que ce soit une peine très sérieuse et pouvant être vraiment efficace.

On a proposé aussi l'interdiction de séjour. C'est dans notre Code pénal très généralement une peine complémentaire (1) ; elle s'exécute après la peine principale et consiste à interdire au condamné de résider dans certaines localités.

On pourrait s'étonner qu'on veuille étendre le domaine d'application de l'interdiction de séjour, d'autant plus qu'elle est l'objet, comme peine complémentaire, de nombreuses critiques et qu'elle est repoussée par la grande majorité des criminalistes.

L'interdiction de séjour paraîtrait, cependant, avoir dans certains cas une réelle utilité. Un délit est commis dans les circonstances suivantes : Une antipathie, une inimitié profondes existent entre un individu et son voisin par exemple. Une querelle éclate, amenant des violences et des coups. Une peine d'amende est prononcée ; elle n'empêchera pas les violences de se renouveler. L'occasion du délit persistera et se présentera perpétuellement. N'y aurait-il pas une peine spéciale, bien appropriée à la circonstance ? Si l'on réfléchit que le délit a été amené par le voisinage du délinquant et de l'individu qu'il déteste, on se trouve tout naturellement conduit à ceci : ne serait-il pas bon de prononcer une peine qui éloignerait momenta-

(1) Il ne faut pas oublier que l'interdiction de séjour est quelquefois peine principale, dans le cas d'excuse.

nément au moins ce délinquant d'un lieu qui est dangereux pour lui. Cet éloignement calmerait, ferait peut-être même disparaître bien des sentiments mauvais (1).

Quoi qu'il en soit, l'interdiction de séjour soulève et à juste titre de graves critiques. Eloigner un individu de chez lui, de la commune où il habite, peut avoir de grands inconvénients dans certains cas. Cet individu travaillait ; il n'avait comme ressource que son salaire journalier ; en le forçant à partir, on l'empêche de continuer son travail. Et en retrouvera-t-il autre part, dans le pays où il ira se fixer ? peut-être pas, d'abord, parce que les usines, fabriques, maisons de travail de ce pays regorgent peut-être d'ouvriers et puis parce que lui ne sait peut-être qu'un seul métier et que cette sorte de métier est inconnue, inusitée dans le pays. Voilà un individu qui va tomber dans l'oisiveté, dans la misère ; c'est pour lui le chemin du délit.

Nous croyons donc qu'il n'est pas possible d'admettre l'interdiction de séjour, en règle générale, comme peine substituée à l'emprisonnement de courte durée (2).

(1) Il faut citer ici l'article 48 du Code italien qui établit la peine du confinement.

« La peine du confinement consiste dans l'obligation imposée au condamné de demeurer, durant un temps non inférieur à 1 mois et n'excédant pas trois ans, dans une commune désignée par la sentence, à une distance d'au moins soixante kilomètres, tant de la commune où a été commis l'acte que de celle où soit les parties lésées soit le condamné lui-même ont leur résidence. »

(2) On a songé également à la suspension de l'exercice d'un métier. L'article 25 du Code italien établit cette peine ; elle peut durer de

Tout ce que nous avons voulu jusqu'ici, et cela a été notre préoccupation constante, c'est de trouver des peines qui ne déclassent pas, qui n'empêchent pas de vivre par des moyens honnêtes. L'interdiction de séjour ne remplit pas du tout le but que nous poursuivons.

Nous ne voyons qu'un cas, tout à fait particulier, dans lequel cette peine pourrait être appliquée ; c'est celui où le délit consiste dans l'exercice d'un métier, d'une industrie, prohibés par la loi. L'exemple qui se présente tout naturellement est celui du braconnier. Un individu braconne, si on lui inflige une amende, il ne pourra probablement pas la payer, et il continuera son métier comme auparavant. Ne serait-il pas utile de lui infliger comme peine l'interdiction de certaines contrées où le gibier est plus nombreux et qu'il connaît particulièrement bien ? Dans un pays auquel il n'est pas habitué et qui est beau-

3 jours à 2 ans. Au premier abord elle peut séduire ; elle paraîtrait une peine bien choisie pour réprimer les infractions qui résultent de l'abus d'un métier, les infractions commises dans l'exercice de ce métier, mais nous lui adressons le même reproche qu'à l'interdiction de séjour. Si on interdit à un commerçant de continuer son commerce, pendant 6 mois, 1 an, que va-t-il devenir ? Il ne pourra pas, dans bien des cas, trouver du travail ; il va être sans ressources. C'est un très fâcheux résultat. « Nous ne sommes pas sans quelque hésitation au sujet de la peine qui consiste dans l'interdiction d'exercice d'une profession ou d'une industrie déterminée. En en fermant l'accès à celui qui a enfreint les devoirs de sa profession, ne risque-t-on pas de lui couper les vivres ? N'est-ce pas le mettre dans la nécessité de commettre de nouvelles infractions. » Etude sur l'avant-propos du Code pénal suisse, par A. Rollin, *Revue de droit international*, 1897, p. 131.

coup moins riche en gibier, il serait bien moins à même de persévérer dans son délit habituel (1).

Nous pouvons encore citer, avec le cas du braconnier, celui du contrebandier, comme applications possibles de l'interdiction de séjour.

(1) En pratique, les braconniers sont souvent condamnés à l'amende ; ils sont insolvables et on ne les poursuit pas ; puis quand arrive l'ouverture de la chasse on leur applique la contrainte par corps et on les enferme ainsi pour un certain temps. Ce procédé n'est nullement efficace.

Vu :

Le Président de la thèse,
GARÇON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

- Actes du Congrès pénitentiaire international de Paris*, 1895. V. II, p. 603 et s.
- Actes du Congrès pénitentiaire international de St-Petersbourg*, 1890. V. I, p. 153 et s., p. 646 et s.; II, p. 474 à 590.
- Actes du Congrès pénitentiaire international de Rome*, 1885. V. I, p. 179 et s.; II, 2^e partie, p. 417.
- Bonneville de Marsangy.** — Amélioration de la loi criminelle, 1864, t. II. Rapport à la Société des prisons, *Revue pénitentiaire*, 1887, p. 316.
- Bulletin de la Société générale des prisons. Revue pénitentiaire*, 1887, 1888, 1889, 1890, 1893, 1894, 1896, 1897, 1899, 1900, 1901.
- Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1889. V. p. 29, 32 et 33, 44 et s., 52, 159 et s.; 1890, p. 53, 76, 218; 1891, p. 204 à 216, 307, 313 et 314.
- Compte général de l'Administration de la justice criminelle en France et en Algérie*, 1877, 1878, 1889, 1895, 1896, 1897.
- Correvon.** — Des peines qui pourraient, dans certains cas, être substituées à l'emprisonnement. *Revue pénitentiaire*, 1893.
- Discussion à la Société générale des prisons sur les peines qui pourraient, dans certains cas, être substituées à l'emprisonnement. Revue pénitentiaire*, 1893, p. 706 à 736, 862 à 889, 1026 à 1065.
- D^r Felisch.** — Verhandlungen des dreiundzwanzigsten deutschen Juristentages. Berlin, 1895, VIII.
- Gallet.** — La notion de la tentative punissable. Thèse, 1898, p. 229.
- Garçon.** — Cours de droit criminel. — Rapport à la Société des prisons « sur la nécessité d'une double échelle des peines ». *Revue pénitentiaire*, 1886, p. 1099. Etude sur le projet du Code pénal fédéral suisse. *Revue pénitentiaire*, 1894.
- Guillot.** — Les Prisons de Paris, 1890.

(1) Nous ne renvoyons pas aux ouvrages généraux. Ils ont tous plus ou moins touché à la question des courtes peines.

- Hymans.** — La lutte contre le crime. Bruxelles, 1892.
Les Institutions pénitentiaires de la France, 1895.
- Nègre et Gary.** — La loi Bérenger et ses applications, 1892.
- De Joinville.** — L'emprisonnement à court terme, 1880.
- Labbe.** — Amende pénale et amende fiscale. Thèse, 1894.
- Lacointa.** — Le Code pénal d'Italie, 1890.
- Le Poittevin.** — Etude sur le projet de réforme du Code pénal.
Revue pénitentiaire, 1893.
- Lévy.** — Des sentences indéterminées. Thèse, Paris, 1896.
- D'Olivecrona.** — Des causes de la récidive et des moyens d'en restreindre les effets, 1876.
- Petitcuénot.** — De l'amende. Thèse, 1898.
- Pilon.** — Des corvées pénales. Caen, 1898.
- Prins.** — Criminalité et répression. Paris, 1885. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1880. Compte rendu de la 4^{re} session de l'Union internationale de droit pénal, 1897, p. 130.
- A. Rivière.** — Rapport sur l'admonition. *Revue pénitentiaire* de 1888, p. 146. Rapport sur le danger des courtes peines surtout pour les mineurs de 16 ans. *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 7.
- Saieilles.** — L'individualisation de la peine, 1898, note, p. 77, 189, 191 et 193.
- Statistique des prisons et établissements pénitentiaires.* Compte rendu présenté au ministre de l'intérieur, années 1896, 1897 et 1898.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	Pages VII
------------------	--------------

PREMIÈRE PARTIE

DES COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT.

CHAPITRE I. — Des courtes peines, de leur abus et de leurs inconvénients	4
CHAPITRE II. — De la récidive et du sursis à l'emprisonnement	29
SECTION I. — De la récidive.	33
SECTION II. — Du sursis	36
§ 1. — De la condamnation conditionnelle.	36
§ 2. — Du sursis à la poursuite.	34
SECTION III. — De l'insuffisance du sursis pour combattre l'abus des courtes peines	59
CHAPITRE III. — Plan général de réformes.	69
SECTION I. — De l'impossibilité de supprimer d'une manière absolue les courtes peines d'emprisonnement.	74
§ 1. — De l'inefficacité partielle des pénalités substituées à la prison, au point de vue de la répression des condamnés, à moins de recourir à la contrainte par corps.	75
§ 2. — Les courtes peines de prison ne sont pas moins inefficaces au point de vue de la répression des condamnés	85

§ 3. — De la fonction sociale proprement dite des peines de prison.	87
§ 4. — De l'impossibilité d'une suppression absolue des courtes peines.	98
SECTION II. — <i>De la suppression des courtes peines de prison en matière de délits non intentionnels et en matière d'infractions commises par les mineurs.</i>	102
§ 1. — De la suppression des courtes peines de prison en matière de délits non intentionnels.	102
§ 2. — De la suppression absolue des courtes peines de prison en matière d'infractions commises par les mineurs.	113
SECTION III. — <i>Des remèdes contre l'abus judiciaire des courtes peines d'emprisonnement dans les hypothèses où la prison de courte durée doit être maintenue.</i>	118
§ 1. — Du jury correctionnel	119
§ 2. — Des sentences indéterminées.	122
§ 3. — Des maisons de refuge pour les vagabonds.	125

DEUXIÈME PARTIE

DES PÉNALITÉS QUI POURRAIENT ÊTRE SUBSTITUÉES AUX COURTES PEINES D'EMPRISONNEMENT.

CHAPITRE I. — De l'admonition et du pardon	131
SECTION I. — <i>De l'admonition</i>	131
§ 1. — Historique	132
§ 2. — Législations étrangères.	134
§ 3. — Etude critique de l'admonition	138
§ 4. — Organisation de la peine et domaine d'application.	145
SECTION II. — <i>De l'admonition et de l'institution d'une excuse absolutoire judiciaire.</i>	152

CHAPITRE II. — De l'amende et des corvées pénales. . .	159
SECTION I. — De l'amende et de la contrainte par corps . .	159
SECTION II. — Des corvées pénales	175
§ 1. — Histoire doctrinale et législative.	178
§ 2. — Position du problème.	183
§ 3. — Organisation pratique des corvées pénales . . .	200
CHAPITRE III. — De l'interdiction de séjour.	208
BIBLIOGRAPHIE	213

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
